

L'épreuve de force dans le Golfe et l'aggravation des menaces contre les ressortissants étrangers

Bagdad a transféré de nombreux otages sur des sites stratégiques Paris souhaite une « application stricte » de l'embargo

Les victimes du pétrole

QUELLE que soit l'évolution de la crise du Golfe, la guerre du pétrole a déjà ses victimes : le tiers-monde non pétrolier et l'Europe de l'Est. En quelques jours, le coût du baril de pétrole brut a grimpé. En 1989, le prix moyen avait été de 18 dollars le baril. Il tourne aujourd'hui autour de 27 dollars. Les producteurs de l'OPEP et les autres exportateurs vont en profiter. En revanche, la facture pétrolière des consommateurs va s'en trouver considérablement alourdie et leur économie affaiblie.

Alors que les pays riches - comme le Japon, l'Europe de l'Ouest et même les États-Unis - supporteront sans doute assez facilement le surcoût né d'un éventuel nouveau choc pétrolier (avec les économies d'énergie et le développement d'énergies de substitution), la situation sera beaucoup plus difficile ailleurs. L'Afrique et l'Amérique latine non pétrolière comme les pays d'Europe de l'Est vont souffrir simultanément d'une augmentation de leurs dépenses énergétiques, d'une contraction de leur marché du fait du ralentissement de la croissance dans les pays riches et d'un renchérissement du coût de l'argent.

LES deux premiers chocs pétroliers avaient accéléré la crise de la dette. Le troisième pourrait la raviver. Le Mexique et le Venezuela, deux grands débiteurs, verront, certes, leurs recettes s'améliorer : ils sont aussi exportateurs nets d'hydrocarbures et tireront parti de la hausse. En revanche, la situation risque de devenir rapidement critique dans des pays comme le Brésil et l'Argentine - deux poids lourds de la dette latino-américaine. Le Brésil avait réussi à réduire ses importations énergétiques depuis 1980, grâce, notamment, au développement de la filière « canne à sucre ». Mais le Brésil reste encore très dépendant du pétrole extérieur.

En Afrique (au Maroc comme dans les pays au sud du Sahara) et en Asie (en Inde comme aux Philippines), tous les pays importateurs de pétrole se préparent également à des temps difficiles. Le gouvernement zambien vient d'augmenter de 55 % le prix du carburant. Le problème des transports, déjà aigu sur le continent noir, va s'en trouver accru, avec des risques de paralysie pour les zones les plus enclavées. Déjà très endettée (avec des engagements qui ont doublé en cinq ans et atteignent 64 milliards de dollars), l'Inde, par exemple, gros acheteur de pétrole irakien et koweïtien, rencontrait, ces derniers jours, des difficultés pour financer ses besoins courants.

AUTRE grande victime : l'Europe de l'Est. Les nouvelles démocraties se préparent à un premier coup dur. L'URSS les avait informées qu'à partir du 1^{er} janvier 1991 elles devraient payer l'or noir soviétique au prix du marché mondial, et en dollars. Une réforme qui devait alourdir de 90 % à 120 % leur facture pétrolière. Avec l'envol du prix du baril, elles vont devoir affronter un double choc.

Les premières victimes de la croisade du président irakien sont donc au sud et à l'est. Nous sommes loin d'un conflit entre le Nord et le Sud, entre les riches et les pauvres.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a ajourné mardi matin 21 août ses délibérations sur le renforcement des sanctions contre l'Irak. Les débats devraient reprendre mercredi.

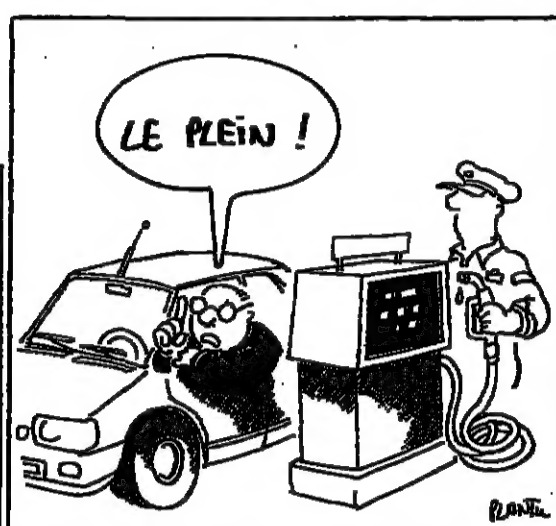
Le président George Bush, employant pour la première fois le terme d'« otages », a appelé les Américains à se préparer à des « sacrifices personnels ». Bagdad - qui a transféré de nombreux otages sur des sites stratégiques - a d'autre part annoncé mardi que les ressortissants français se

trouvant en Irak ou au Koweït seraient traités de la même manière que les Américains et les Britanniques.

L'Irak avait auparavant lancé un ultimatum aux ambassades étrangères à Koweït leur ordonnant de « cesser toute activité » avant le 24 août. A Paris, les ministres des affaires étrangères des Douze se sont rencontrés mardi après la session extraordinaire de l'UEO qui a lancé un appel au Conseil de sécurité de l'ONU pour qu'il prenne « les mesures

supplémentaires (...) pour la mise en place de l'embargo décidé contre l'Irak ». Quelques heures plus tard, M. François Mitterrand devait présider un conseil restreint à l'Elysée.

On apprendait par ailleurs que le chef de l'Etat s'était entretenu lundi soir par téléphone avec M. George Bush. La conversation a porté sur le sort des otages occidentaux et sur « une application très stricte » - souhaitée par Paris - de l'embargo décrété contre l'Irak.



Lire également

- Londres s'efforce de dédramatiser la crise
- Moscou et les risques de dérapage
- Bonn n'enverra pas de troupes
- Jérusalem et l'attitude américaine
- Athènes envoie une frégate
- L'exode des Égyptiens du Koweït
- Le sort précaire des immigrés asiatiques
- Les réactions en France 3 à 6
- Tension accrue sur les marchés pétroliers et financiers 19
- Le sort des otages français 24

La crise économique en RDA

Au Mecklenbourg, en Poméranie occidentale, le nombre des chômeurs augmente de 1 500 par semaine

La crise s'aggrave en RDA. Depuis la mise en place de l'union monétaire, le 1^{er} juillet, les prix ont augmenté, en un mois, de 7,5 %. Les suppressions d'emplois se multiplient. En désaccord avec les responsables de RDA, le président de l'organisme chargé des privatisations, le Treuhänderamt, M. Reiner Gohlke (ancien patron ouest-allemand de la Bundesbahn) a remis sa démission au premier ministre, M. de Maizière.

ROSTOCK

de notre envoyé spécial

Le Land de Mecklenbourg, en Poméranie occidentale, s'apprête à occuper la place peu enviable de province la plus pauvre de l'Allemagne réunifiée. Tout est relatif et à Rostock comme à Schwerin, les deux cités aux dimensions moyennes qui sont en concurrence pour devenir la capitale du Land, les marchés donnent l'impression de regorger de richesses si on les compare par exemple à ceux des villes de Pologne. Dans ce terroir sablonneux qui s'étend au sud de la mer

Baltique et où alternent les champs cultivés, les bois de pin, les étangs, on éprouve rarement, comme ailleurs à l'Est, le sentiment d'une économie en complète perdition.

Les voitures puissantes immatriculées en République fédérale, plus nombreuses sur des routes fraîchement asphaltées que les Trabants ou les Wartburg, leurs cousines pauvres construites en RDA, peuvent même faire croire que la prospérité venue de l'Ouest est en train d'irriguer le pays. Pure illusion.

PHILIPPE LEMAITRE
Lire la suite page 20

Veillée d'armes à Washington

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Les scénarios peuvent différer sur le détail, mais le pronostic est quasi unanime à Washington : sous une forme ou une autre, les États-Unis et l'Irak vont vers une confrontation militaire que la plupart des experts - non officiels - annoncent comme très prochaine. Une impression partagée par l'opinion publique : selon un sondage conjoint de la chaîne de télévision NBC et du Wall Street Journal, 69 % des Américains estiment que « le pire est à venir » dans le conflit du Golfe.

Tous les scénarios concordent : cela peut aller de l'accrochage naval aux bombardements stratégiques, en passant par les duels

entre pilotes des deux pays dans le ciel du Golfe ; cela peut arriver dans les jours ou les semaines à venir, déboucher sur un embrasement plus large ou rester relativement circonscrit. Ce qui est sûr, c'est qu'un nombre croissant d'observateurs - diplomates et experts des nombreux instituts stratégiques de la capitale - parlent en ce début de semaine de l'« inévitabilité » d'un tel affrontement.

Paradoxalement, cette perspective s'est encore rapprochée avec la décision du régime de Bagdad d'interdire des centaines d'Occidentaux en Irak sur les centres industriels et militaires du pays qui pourraient être la cible de bombardements.

ALAIN FRACHON
Lire la suite page 4

Vent d'Est sur la Légion

L'Europe centrale fournit de nombreuses recrues à la Légion étrangère

page 8

Les erreurs du fisc

Les contribuables pourront demander réparation, même pour des fautes « simples »

page 8

Frissons fin de siècle

Le feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX

27. - Le triomphe de M. Perichon

page 2

Le sommaire complet se trouve page 24

SORTIE LE 22 AOÛT

PHILIPPE NOIRET ROBIN RENUCCI



UN FILM DE LAURENT HEYNEMANN

DIALOGUE JEAN-MARC ROBERTS

L'utopie magnifique

Sous l'égide d'Antonin Artaud et de Charlie Parker vient de se dérouler le onzième Festival d'Uzeste

UZESTE

de notre envoyé spécial

C'est la dernière nuit, quand tout est fini, que tout s'éclaire. A Uzeste quand tout est fini, tout recommence. Au bout du village (351 habitants), dans une ambiance de batucada gasconne, le festival célèbre sa fin en dansant. Aux claviers, aux tambours, au four et au moulin, Bernard Lubat. Il a joué toute la soirée. Il reprend et il continue de plus belle (mais comment fait-il ?).

Après les plus beaux jours de l'été (vraiment), on s'attend alors à un petit moment bien sympathique, pastoral, commémoratif, comme on boit un dernier verre. Et on tombe en plein délire ! Et sur fond de bal traditionnel (ce que les musiciens appellent la balloche) adapté à

toutes les sauces, tambours africains et brésiliens en tête, le SOS Dance Orchestra de la Compagnie Lubat embrase un chapiteau.

Ca danse, ça gigote et ça rit dans le meilleur style de partout. Cet orchestre est un des plus beaux orchestres d'animation et de bal d'aujourd'hui. Il faut le dire. Or il n'a qu'une prétention : faire bouger, c'est tout et faire sauter la musique. Et Lubat, l'âge venant, ses fines lunettes chaussées qui lui donnent un faux air de Benjamin Franklin déguisé en d'Artagnan, couve ses danseurs avec ironie et tendresse.

Mais les mains ne mentent pas. Personne en scène qui triche. C'est ce qui fait la différence. On le voit bien à l'énergie de Patrick Auzier, des minivielles de Bégorat Achary qui joue et qui chante comme s'il devait

mourir le lendemain ou vivre mille ans. Uzeste Musical a vécu. En guise d'épilogue Lubat accorde en main, vient s'excuser auprès de tous ceux qui n'ont pas pu entrer. Le succès a ses revers. « L'an prochain, on s'agrandit. On s'agrandit ou on disparaît. »

FRANCIS MARMANDE
Lire la suite page 10

SCIENCES ♦ MÉDECINE

La lutte contre les parasites de l'espèce humaine

Les cartes furtives des vainqueurs de Napoléon

pages 11 et 12

M 0147 - 822 0 - 5 00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 2,20 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 12 KSD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 160 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

27. Le triomphe de M. Perrichon

Déjà Paris se vide au mois d'août. Les classes moyennes découvrent les congés, pas encore payés. Le chemin de fer entraîne les premiers vacanciers vers les plages de la Manche. Michelin sort son premier « Guide rouge ».

M. PERRICHON, le héros de la pièce de Labiche tant applaudie en 1860, avait failli périr, on s'en souvient, en s'avançant sur un glacier helvétique. Autres temps, autres mœurs : c'est en toute euphorie que des milliers de Perrichon plongent dans le gouffre de Padirac que Martel avait exploré depuis 1889, et qu'une société avisée a confortablement aménagé pour l'ouvrir au public en 1898. Une cage de fer de 37 mètres, solidement plantée, qui plonge dans le trou béant et même, précise le guide Baedeker, brave un talus d'effondrement dont la mouvance fait délicieusement frissonner, un sentier longeant la rivière souterraine, une promenade en barque au milieu des stalactites, puis les exclamations béates dans la salle du Grand Dôme, « une des plus hautes voûtes de caverne que l'on connaisse » et, au retour, au bon soleil du Quercy, le restaurant Barrière qui sent le cèpe : pour 5 francs, une visite de 2 heures, pour deux autres francs un solide gueuleton régional. Les familles Perrichon « en villégiature » ou « en excursion » vont savourer les bienfaits du tourisme.

Il faut naturellement se garder de tout anachronisme : on n'en est pas, et de loin, à l'heure du Front populaire, avec ses « salopards en casquette » envahissant les plages. Le carcan social du loisir et des vacances est encore très serré. Rarissimes sont les entreprises qui, à l'instar du Bon Marché, accordent quelques jours de congés payés à leurs employés. Les salariés subalternes de l'industrie et du commerce, sans même parler des ruraux incrustés dans leurs cantons d'origine, ont toujours aussi peu de libertés : le voyage, pour eux, se borne aux déplacements familiaux indispensables, mariages ou funérailles, à l'aller-retour à la foire, au départ pour le service militaire, ou aux quelques belles journées – le « saint lundi » ouvrier lui-même est en perdición – qu'ils peuvent grappiller et passer au jardin, en famille ou dans quelques guinguettes au bord de l'eau. Que pourrait être le tourisme pour un garçon boucher qui ne chôme qu'un jour l'an, le Vendredi saint ?

Par contre, les « couches nouvelles » des classes moyennes, fonctionnaires et militaires, professions libérales, négociants, industriels, cadres, propriétaires et rentiers, apprennent à fermer boutique et à prendre congé, le plus souvent l'été, pour goûter la montagne, l'eau ou l'air de la mer qui balayent les langues chlorotiques et hypocondriques. Très peu de départs pour l'étranger encore, réservés à une mince élite cosmopolite, mais par contre une satisfaction visible à courir l'aventure hexagonale. A Paris au mois d'août, observe le journal *Fin de siècle* en 1897, « il ne reste que ceux qui ne peuvent pas partir ». Tous les autres, « un tout petit public » encore, sont allés « jouir des plaisirs jadis réservés aux seules classes riches ».

Ainsi roulent les « trains de plaisir ». Au sens strict, ceux-ci existent depuis 1848 et ont déjà véhiculé en fin de semaine des millions de Parisiens vers la Marne, Fontainebleau ou les premières plages de Normandie. Mais on peut porter la diffusion de ce plaisir-là au crédit des compagnies ferroviaires qui permettent de bouger si commodément, en toute sécurité et à tout moment. Le train dessert la moindre sous-préfecture et même, par des tramways départementaux bringuébalant et empanachés, les grosses bourgades. Il coûte cher, mais ses tarifs sont pratiquement immuables : un Paris-Vichy en première classe valait 40,20 francs en 1894 et 40,90 en 1914, en troisième 22,50 puis 18 francs. Il est plus confortable, mieux chauffé et mieux aéré selon la saison, pourvu parfois de couloirs où l'on peut se dégourdir sans être encaqué

dans le compartiment d'antan, on y devise aimablement, tout à l'émotion de l'expédition savoureuse.

Au risque de quelques valises égarées, il transporte à l'heure dite, gagne en commodité et en avantages : ses billets aller-retour prolongés, ou de famille, ont déjà l'allure de faveurs pour vacanciers et une plage comme Le Tréport, par exemple, doit beaucoup au « train des maris » qui la met à trois heures de Paris en 1900. Pour les grandes fêtes et au fort de l'été, l'Etat et les compagnies rivalisent pour monter des convois « de saison », proposer des rabais et lancer des publicités colorées qui vendent le rêve des beautés naturelles, de la Côte d'Azur à Trouville en passant par Luchon et Vittel : signes incontestables d'un accroissement de la demande chez une clientèle plus nombreuse et plus impatiente.

On ne peut guère encore se prélasser en automobile, hélas, pour gagner le havre des loisirs. Nonobstant quelques omnibuses à vapeur, chers au pionnier Serpollet, qui parcourent autour des villes d'eaux et des plages, les 5 386 véhicules à essence immatriculés en 1900 ne peuvent pas rivaliser avec le rail. Mais que d'espoirs ils soulèvent pourtant ! Lancée en 1891 après que les premiers modèles eurent été admirés à l'Exposition de 1889, l'industrie automobile est si française



Le bain de mer a détrôné le thermalisme, c'est l'apogée de la pêche à la crevette.

qu'elle domine d'entrée tous ses concurrents. Elle a bondi à partir de 1894 : premières publicités, premières courses organisées entre Paris et Rouen par le *Vélo*, victoire du pétrole sur la vapeur, modèles plus sûrs, tout lui sourit. En 1895, le comte Albert de Dion, sportman et grand constructeur avec Peugeot, fonde l'Automobile-Club de France, qui compte aussitôt 1 000 membres. Aidés par les 20 000 adhérents du jeune Touring-Club de France lancé en 1890 par des passionnés du cycle (ils seront 73 000 en 1899), ces fervents de l'auto entreprennent une vigoureuse action pour sélectionner les meilleurs itinéraires en apposant des plaques indicatrices, améliorer la qualité des routes et surveiller les premiers garagistes vendeurs d'essence et réparateurs.

En 1900, la société Michelin, reine du pneumatique, offre même aux « chauffeurs qui voyagent en France » le premier *Guide rouge*, qui lance un pressant appel pour qu'on lui signale les « jolies routes » moins ennuyeuses que les nationales, et promet pour 1901 des plans de villes, des itinéraires et mille autres indications indispensables. Et déjà la presse spécialisée dans l'automobile ne compte pas moins de vingt-cinq publi-



L'alpinisme est le sport le plus aristocratique, et les ascensions du Mont-Blanc se comptent chaque année par dizaines.

cations. C'est dire que ce nouveau moyen de transport a déjà pris rang dans la course aux vacances et au tourisme.

La montagne suscite toujours cette ferveur sportive et romantique qui l'a mise depuis plus d'un demi-siècle à la discrétion des citadins aisés. Des dames à ombrelle se laissent photographier devant la mer de Glace, tandis que les mâles hardis ont saisi leur piolet. L'effort physique le plus aristocratique est toujours prisé, qu'il s'agisse de courses sérieuses sous la protection d'un solide guide indigène (cinquante-sept ascensions du Mont Blanc, par exemple, en 1884 et soixante-quinze en 1904), de varappe (excellente aussi pour l'entraînement guerrier : la montagne exalte un patriotisme des cimes), ou de longues promenades accidentées, avec haltes pour emplir l'herbier ou examiner les roches. Mais la démocratisation va

jeux. Car on se précipite « aux eaux » par millions et en famille, les bien portants et les oisifs triquant et se baignant un peu, à tout hasard, en compagnie des bronchitiques chroniques et des coloniaux au foie délabré. Vers 1900, 500 000 personnes vivent de cette véritable industrie et encadrent la vie de 700 000 curistes réels ou adjacents chaque année. Vichy recueille ainsi 40 000 visiteurs dès 1890, Aix-les-Bains 30 000, Luchon, Evian ou Vittel au moins 15 000. Un vif nationalisme thermal a fait délaisser les eaux germaniques. Une habile publicité a fait le reste : l'eau française est offerte, signale la *Revue universelle* en 1902, à tout « individu atteint d'une affection, le tracassin », qui pour n'être pas classée dans les livres de médecine, n'en exige pas moins un traitement ».

Pourtant, la villégiature par excellence n'est plus celle qui conduit aux eaux. Le bain de mer et le séjour au bord des plages ont détrôné le thermalisme. Leur succès vient de loin, du Second Empire précisément, où l'on a appris à ne plus considérer la grève, nous dit Alain Corbin, comme « le territoire du vide ». Depuis lors, ici encore, le nombre gagne. De Nice à Biarritz et à Cabourg, les grands hôtels perdurent, les cercles restreints de familiers huppés entretiennent l'indispensable vie élégante, celle que Marcel Proust a si bien décrite : courses, golf, fêtes, équitation, promenades, dîners et casino. Mais alentour, dans les pensions modestes à table d'hôte ou dans les villas et garnis loués bon prix, a débarqué la clientèle moyenne.

AYANT minutieusement préparé son séjour, serré son budget et surveillé ses malles, la voici à pied d'œuvre, pour un séjour dont la longueur est proportionnée à l'aisance familiale. Elle adore les pièces légères du théâtre de boulevard servies toutes chaudes par les « tournées », elle joue au casino, mais y préfère les « petits chevaux » au baccara, fait un tour sur la digue et éteint les feux le plus souvent vers dix heures du soir. Non sans avoir sacrifié au bain « à la lame », dont nul ne songe qu'il puisse être prolongé plus d'un quart d'heure chez les sujets les plus robustes. Non sans avoir regretté peut-être aussi ces prescriptions toutes médicales qui habillent le baigneur de pied en cap, ni rêvé déjà d'en dévoter un peu plus sur le sable : dès 1894, un journal balnéaire normand publie une *Litanie des seins nus* ! Le séjour de ces nouveaux estivants, magnifié dans la pêche à la crevette et même quelques hardiesses, n'a plus qu'un rapport très lâche avec les fastes aristocratiques d'antan. A preuve, dans les rues et les chemins sinueux des premières stations du « cycléman », le croisement significatif du « pédalard » bonhomme et hautain et du « pédalard » bonhomme en costume barolo.

Il est un dernier signe, assez émouvant, de cet élargissement des appétits de voyage et de vacances : la sollicitude efficace avec laquelle pasteurs et dames charitables, vicaires de paroisses puis militants laïques des œuvres périscolaires, se penchent sur le loisir d'enfants des grandes villes confinés dans leur milieu populaire d'où l'on ne s'évade

jamais. Les premières colonies de vacances, imitées d'un modèle rodé par des protestants helvétiques et par don Bosco en Italie, sont dès les années 1880 les appendices bienveillants des cercles et des patronages religieux. Ainsi provoquée, l'école publique a aussitôt répliqué en organisant les siennes, où « c'est la nature qui tient la classe ». En 1903, 6 500 « colons » de toutes obédiences ont ainsi hanté bords de mer, montagnes ou campagnes, souvent dans des conditions précaires, pour s'y refaire le muscle anémié et s'y éveiller la curiosité : expérience assez caporalisée, mais dont ils conserveront le goût dépayçant plus tard, à l'âge adulte.

Et l'école, toujours elle, si enracinée qu'elle soit, contribue à renforcer l'esprit d'aventure. Elle organise minutieusement des voyages d'initiation pour les promotions d'élèves-maîtres des écoles normales : bientôt, la « sortie scolaire » d'une journée ou deux ne sera plus si rare, même en milieu rural. Surtout, elle ne dédaigne plus d'inviter au voyage et se charge d'installer le rêve des ailleurs dans les jeunes têtes. En leur faisant rabâcher la liste des préfectures et des trésors des colonies, par exemple, ou en leur donnant à lire les *Cinq sous de Lavarède* de Paul d'Ivoi ou le *Tour de la France par deux enfants*, de Bruno. La relève de M. Perrichon, en bonne part grâce à elle, est assurée.

Prochain épisode La bonne affaire des intellectuels

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

► Mardi 21 août : Le triomphe de M. Perrichon.

► Mercredi 22 août : La bonne affaire des intellectuels.

Pour en savoir plus

► *La Révolution automobile*, de Jean-Pierre Bardou et al., Albin Michel, 1977.

► *La Vie quotidienne sur les plages normandes du Second Empire aux Années Folles*, de Gabriel Désert, Hachette, 1983.

► « Les touristes français à l'étranger (1871-1914) », de Paul Gerbod, *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, avril-juin 1983.

► *Les « Alpinistes » en France (1875-1919)*, de Dominique Lejeune, Editions du CTHS, 1988.

► *Vacances et pratiques corporales. La Naissance des morales du dépaysement*, d'André Rauch, PUF, 1988.

► « Le mois des colonies », de Jean-Pierre Rioux, *l'Histoire*, 3, juillet-août 1978.

► *La Vie quotidienne dans les villes d'eaux (1850-1914)*, d'Armand Walon, Hachette, 1981.

سكز لمن لا يمل

ÉTRANGER

La crise du Golfe

Bagdad confirme l'« hébergement » des otages dans des installations stratégiques

Bagdad a confirmé lundi 20 août l'« hébergement » des ressortissants étrangers dans les installations stratégiques vitales irakiennes, civiles et militaires, et intimé l'ordre à tous les Etats représentés au Koweït de fermer leurs ambassades et représentations « dans un délai de cinq jours ». (Nos dernières éditions du 21 août.)

Un porte-parole irakien a d'autre part averti les Irakiens - terme qui pour Bagdad englobe également les Koweïtiens - qu'ils s'exposent à de « sévères sanctions » au cas où ils hébergeraient, sans les déclarer, des étrangers. « Tout contrevenant, a-t-il dit, s'exposera aux plus sévères sanctions prévues par la loi », sans préciser la nature de ces sanctions. De même, le porte-parole a indiqué que, si les diplomates basés au Koweït n'appliquaient pas cette décision, ils seraient traités « comme des ressortissants étrangers ordinaires ». Les Etats-Unis ont aussitôt réaffirmé qu'ils n'enten-

daient pas se plier à l'ultimatum irakien ordonnant la fermeture des ambassades étrangères, tout en rappelant à l'Irak qu'il « reste responsable et devra rendre compte de son traitement des diplomates et des ressortissants diplomatiques en Irak et au Koweït ». L'exemple américain a été suivi par les autres pays, qui ont fait savoir qu'ils resteraient dans l'émirat.

Les étrangers déplacés

D'autre part, au cours d'un entretien accordé à l'AFP, le ministre irakien de l'Information et de la Culture, M. Latif Nassif El Jasssem, haut responsable du parti Baas, a adressé un avertissement au président Bush en l'appelant à « ne pas déclencher la troisième guerre mondiale ». Il a ajouté que les Irakiens ne sont pas des « adversaires faciles ».

Il est allé même jusqu'à affirmer que les pilotes américains ou d'autres nationalités qui tomberaient sur le territoire irakien pourraient être « mangés » par le peuple irakien. Le

ministre a réitéré l'affirmation selon laquelle les Occidentaux retenus en Irak et au Koweït n'étaient pas des otages, mais « nos hôtes ». L'ambassadeur d'Irak en France, M. Abdul Razzak Al Hashimi, a estimé de son côté que « les ressortissants étrangers retenus remplissent une tâche noble » en « empêchant un désastre dans l'ensemble de la région ».

Plusieurs étrangers, dont au moins douze Américains, ont été transférés d'hôtels où ils se trouvaient dans la capitale koweïtienne en des lieux non précisés. Les diplomates américains en poste à Koweït et à Bagdad ont protesté, mais sont restés sans nouvelles des Américains, a précisé le porte-parole du département d'Etat.

Les Américains se trouvaient dans trois hôtels : le Hyatt, l'International et le Hilton. Le porte-parole américain a fait état d'informations selon lesquelles certains d'entre eux parvenaient à quitter le Koweït en petit nombre, mais a précisé qu'il n'était pas en mesure de confirmer le départ d'Américains au cours du week-end.

En ce qui concerne l'Irak, le porte-parole a ajouté que, « malgré les vigoureuses démarches » du chargé d'affaires américain à Bagdad, les Etats-Unis n'avaient toujours pas pu entrer en contact avec les trente-cinq Américains transférés de l'hôtel Rashid de Bagdad vers une destination inconnue.

Autorisations au compte-gouttes

La France a annoncé pour sa part que trente-trois Français ont été transférés vers des destinations inconnues. De son côté, la Grande-Bretagne a indiqué que cent vingt-trois de ses ressortissants ont également été emmenés vers des endroits non précisés. A Bonn, le ministre des Affaires étrangères indique que onze Allemands de l'Ouest au total ont été « déplacés » vers des destinations inconnues.

Les Irakiens filent au compte-gouttes les informations concernant les autorisations de départ accordées aux ressortissants de pays étrangers considérés comme « non hostiles à l'Irak ». Dimanche, le président irakien avait annoncé qu'un certain nombre de ressortissants d'Autriche, de Suède, de Suisse, de Finlande et du Portugal seraient autorisés à partir, comme « preuve de la bonne volonté de l'Irak » et « parce que leurs pays n'ont pas envoyé de forces ni d'équipements dans la région ».

Lundi, les Argentins et les Indonésiens ont été autorisés à partir pour les mêmes raisons. Mais on ignorait encore mardi combien d'entre eux avaient effectivement pu quitter le pays. Les familles des diplomates de la Communauté européenne devaient quitter Koweït pour se rendre à Bagdad, mais il n'est pas sûr qu'elles puissent quitter la capitale irakienne. (AFP, Reuters, AP.)



Quelques sites-clés en Irak

Les sites stratégiques où l'Irak pourrait envahir des ressortissants occidentaux dans le sud de sa région sont des bombes à retardement disséminées sur l'ensemble du territoire national.

Ces sites militaires et civils comprennent : la fois des usines ultra-sécrètes qui fabriquent des armes chimiques et les infrastructures routières permettant le ravitaillement du contingent irakien au Koweït. Voici les principaux points stratégiques connus :

BAGDAD : la capitale irakienne compte 3,2 millions d'habitants. On y trouve le palais présidentiel de Saddam Hussein, le quartier général de l'armée, les ministères et une base aérienne. Juste au sud-est de la ville, est implanté le complexe nucléaire d'Osirak, bombardé par Israël en 1981. A l'ouest se trouve l'aéroport international et le « domaine de chasse » de Saddam Hussein.

HABBANIYEH, à 70 km à l'ouest de Bagdad : importante base aérienne.

SALMAN-PAK, à 30 km au sud-est de Bagdad : une usine d'armes chimiques, selon les experts militaires occidentaux.

HILLEH, à 90 km au sud de Bagdad : siège des « laboratoires militaires », où le journaliste de l'Observer, Faraz Bazof, avait été arrêté pour espionnage en mars dernier, avant d'être condamné à mort et pendu.

NAZIRIYEH, à 300 km au sud-est de Bagdad : pont autoroutier au-dessus de l'Euphrate et importante centrale électrique.

BASSORAH, 440 km au sud-est de Bagdad : deuxième ville d'Irak avec 1,5 million d'habitants.

ZOUBEYR, à la sortie sud de Bassorah : zone industrielle, site d'un gros complexe pétrochimique et d'une usine de gaz naturel.

CHOUAIBA, limitrophe de Zoubeyr : base aérienne.

OUH-KASSR, 60 km au sud de Bassorah : principale base de la marine irakienne et seul port irakien en activité après la fermeture de celui de Bassorah depuis la guerre du Golfe.

SAMARA, 110 km au nord de Bagdad : usine d'armes chimiques en plein désert à l'extérieur de la ville, selon les experts militaires occidentaux.

BAIDUJ, 200 km au nord-ouest de Bagdad : importante raffinerie de pétrole.

KIRKOUK, 235 km au nord de Bagdad : ville d'un demi-million de personnes et centre stratégique de l'industrie pétrolière irakienne.

DAR-BANDIKHAN, 230 km au nord-est de Bagdad : barrage et réservoir qui alimentent en eau les centrales électriques de la région de Bagdad, selon les experts militaires. — (Reuters)

Le Conseil de sécurité a ajourné ses consultations

Le Conseil de sécurité des Nations unies a ajourné, dans la nuit de lundi à mardi 21 août, les consultations qu'il avait entamées lundi soir sur une proposition américaine visant à autoriser tout Etat à recourir à une « force minimale » pour faire appliquer l'embargo contre l'Irak. Washington voulait en effet, comme le souligne notre correspondant à l'ONU, Afsane Bassir Pour, obtenir l'aval de l'organisation internationale pour employer la force dans le Golfe.

Le délégué américain, M. Pickering, avait présenté au Conseil un projet de résolution « appelant immédiatement les Etats qui déploient déjà des forces maritimes dans la région à utiliser la force minimale nécessaire, sous l'autorité du Conseil, pour vérifier la cargaison et la destination de tout navire » venant d'Irak ou s'y rendant.

Ce texte proposait aussi la coordination de ses actions « en utilisant les mécanismes du Comité d'état-major, qui devrait soumettre des rapports au Conseil », reprenant ainsi une suggestion faite la semaine dernière par l'Union soviétique. Ce Comité, auquel l'ONU n'a jamais eu recours dans le passé, comprend des représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Le Conseil n'a pas procédé à un vote formel sur ce projet, auquel Cuba avait opposé un contre-projet affirmant que les produits alimentaires, les médicaments et l'assis-

tance médicale étaient spécifiquement exclus des sanctions. Américains et Britanniques ont eu du mal à persuader leurs collègues, en particulier les représentants de pays du tiers-monde, « irrités par les pressions américaines », comme l'ont déclaré certains à la presse. En revanche, les Soviétiques seraient assez satisfaits d'un texte qui mentionne expressément le Comité d'état-major.

Représentants américain et britannique ont donc proposé d'ajourner les débats, arguant qu'il n'y avait plus d'urgence, le Yémen ayant réaffirmé son engagement à respecter les sanctions contre l'Irak. M. Pickering avait en effet justifié sa demande de consultations informelles au sein du Conseil de sécurité sur son projet de résolution par le fait qu'un pétrolier irakien devait arriver incessamment au port vénitien d'Aden. « Le fait que le délégué yéménite ait donné des assurances fermes de son gouvernement nous a permis de nous accorder un peu plus de temps. Mais nous souhaitons agir rapidement pour obtenir un résultat », a ajouté M. Pickering à l'issue des consultations.

Le projet américain demeure « toujours valable ». Londres et Washington semblent compter sur le temps pour tenter de convaincre les autres membres du Conseil de sécurité de se rallier à ce texte sur le recours à la force. Le Conseil pourrait se réunir à nouveau mercredi.

Le tragique exode des Egyptiens du Koweït...

LE CAIRE

de notre correspondant

Sans se soucier de la bousculade qu'il provoque, Mohamed Moubasher se jette au sol à sa descente d'avion - un Hercules C-130. Ce paysan du delta, rescapé du Koweït, embrasse le ciment taché d'huile de la piste. Ce qui dans d'autres circonstances relèverait de l'extrême, apparaît ici comme un geste naturel, un geste qui s'est répété des dizaines de fois ces jours-ci aux aéroports du Caire, de Suez et sur les quais du port de Nouelbaa sur le golfe, d'Alkaba.

La police des frontières expédie les formalités à une vitesse record. « Il faut souvent se contenter d'une carte d'identité, d'un permis de conduire, et parfois même de rien du tout », explique, compréhensif, un colonel de police. « On se borne à leur faire un procès-verbal, et on leur délivre un document de voyage temporaire », ajoute-t-il.

Dans d'autres circonstances, le même colonel aurait envoyé les « sans papiers » à la « takchiba » (violin) avant que la police de sécurité d'Etat et les Renseignements généraux ne leur aient fait subir un long interrogatoire. Les douaniers, d'habitude si méticuleux, fouillent à peine les bagages. Même lorsqu'ils découvrent des ustensiles électroménagers, ils ferment les yeux. Seuls les

magnétoscopes, rares, sont encore taxés.

La plupart des arrivants errent comme des âmes en peine. Ils n'ont pas d'argent pour rentrer chez eux. Les officiers les informant qu'ils peuvent prendre des bus gratuits fournis par l'organisation des transports publics ou l'armée. « Qu'Allah bénisse l'armée ! », s'écrie un Saïdi (habitant de la Haute-Egypte) vêtu d'une galabeya (djellaba) en loques. Il est revenu d'Arabie saoudite sur un Hercules C-130 de la Brigade des transports aériens.

Souffrir douleur des Irakiens

Le président Moubarak a en effet ordonné que les avions qui acheminent des troupes égyptiennes vers la région de Haïr-El-Baten, dans le nord-est de l'Arabie saoudite, rapatrient ceux de ses compatriotes qui ont réussi à fuir le Koweït. Ils arrivent par milliers. Leur « grande évasion » a commencé dès les premiers jours de l'invasion du Koweït et elle ne semble pas avoir cessé, malgré les conseils de l'ambassade d'Egypte. « Le Koweït est devenu pour nous un véritable enfer depuis que ces sauvages y sont entrés », déclare Ahmad Mossaad. « Contrairement aux étrangers (Occidentaux) qui sont bien traités, les Egyptiens sont les souffri-

reurs des Irakiens. Un soldat a failli me tirer dessus pour amuser ses compagnons. Il leur disait qu'il allait prouver que les lâches n'avaient pas de sang dans les veines. J'ai récolté un bon coup de crosse », raconte Mossaad, en montrant sa joue gonflée.

Chaque rescapé a vécu sa propre histoire. Rahmeya, par exemple, est partie avec ses trois enfants « parce que nous ne trouvions plus de nourriture et que j'avais peur de subir le sort de toutes celles qui ont été violées ». Des voisins l'ont prise dans leur voiture pour rejoindre un convoi. « Nous avions un guide pakistanaï qui connaissait bien le désert. Mais nous avons été forcés de rebrousser chemin six fois à cause des soldats irakiens. Ils m'ont pris mon magnétoscope et l'orgue électronique du petit. J'ai été obligée, comme les autres, de jeter le plus grand bébé de mes bébés qui me restaient. Il fallait absolument alléger l'auto pour qu'elle ne s'enlise pas. Les véhicules qui s'ensablent étaient abandonnés, on ne pouvait pas attendre. L'eau manquait et les enfants allaient mourir de soif. On a vu beaucoup de cadavres avant d'arriver à la frontière saoudienne. Je n'oublierai jamais ce Syrien qui creusait le sable de ses mains pour enterrer ses deux gosses. »

Le cheikh Attaya Nasr, imam d'une mosquée de la région de Kuwaraweya,

affirme que sur les vingt-trois automobiles qui composaient son convoi, seules cinq sont arrivées en Arabie saoudite. « Et nous aurions partagé le même sort si Allah n'avait pas mis un peu de pitié dans le cœur de soldats irakiens. Ils nous ont aidés à sortir du sable une automobile en nous priant de partir très vite avant le retour de l'officier. »

Cherif Salama, un jeune homme aux yeux injectés de sang, habillé d'un survêtement de sport, a, quant à lui, fui à pied. « Quand nous avons vu, dit-il, comment les Irakiens maltraitaient les Egyptiens, nous sommes partis. Nous marchions la nuit sur les traces de pneus et, de jour, nous nous cachions dans les collines. Quand notre eau a été épuisée, nous nous sommes servis dans le radiateur d'une voiture abandonnée. »

La facture est lourde

Mahmoud Abou Saouf veut que « le gouvernement sauve les Egyptiens piégés au Koweït ». Selon lui, nombreux sont ceux qui sont enrôlés de force dans un corps de « volontaires » de l'armée populaire irakienne. « Très fier » de voir des soldats égyptiens en Arabie saoudite, il réclame que l'accès à la vallée du Nil soit interdit « aux Palestiniens qui ont accueilli les Irakiens à bras ouverts et leur ont servi d'informateurs ».

D'autres reviennent d'Irak, comme Erfan Mustapha. « Ils nous traitent comme des esclaves. Injures, humiliations et coups sont monnaie courante. De plus, trouver à manger est devenu extrêmement difficile. J'ai fait la queue durant des heures pour acheter du pain et quand ils ont vu que j'étais égyptien, ils m'ont chassé. Je rends grâce à Dieu de m'en sortir en un seul morceau. D'autres ont été tués. » Selon des informations de bonne source, vingt cadavres d'Egyptiens tués en Irak après l'invasion du Koweït ont été rapatriés sans aucune explication de la part des autorités de Bagdad.

Trente mille Egyptiens sont déjà rentrés du Koweït et d'Irak. Près de 40 000 sont entassés en Jordanie. Trente mille attendent à la frontière irako-jordanienne. Des dizaines de milliers d'autres sont attendus dans les prochains jours. C'est une nouvelle pression sur le marché du travail où l'on compte déjà près de deux millions de chômeurs (15 %).

Sans oublier la perte du milliard de dollars que viraient les 200 000 Egyptiens du Koweït et le million d'Egyptiens d'Irak, et les trois à dix milliards de billets verts d'économies égyptiennes bloqués dans les banques koweïtiennes jusqu'à nouvel ordre. La facture de l'invasion du Koweït est très lourde pour une Egypte dont l'économie était déjà malade.

ALEXANDRE BUCCIANTI

LA CRISE DU GOLFE

Les pays arabes multiplient les consultations

Le ballet diplomatique se poursuit dans le monde arabe pour tenter d'éviter la guerre et de parvenir à une solution arabe du conflit du Golfe. A Rabat, le roi du Maroc a déclaré lundi 20 août, dans un discours à la nation, qu'il était disposé à offrir ses bons offices pour un règlement pacifique de la crise. Il s'est dit « très inquiet » sur l'avenir de la communauté arabe. A Alger, où un émissaire de M. Saddam Hussein a été reçu par le président Chadli Bendjedid, l'ambassadeur saoudien s'est prononcé pour une solution arabe sous l'impulsion de l'Algérie.

A Tunis, le président soudanais, le général Omar El Bachir, a rencontré lundi le président Ben Ali et M. Yasser Arafat. Khartoum, une des rares capitales arabes à avoir soutenu Bagdad, pourrait être en train de reconsidérer sa position : son ministre des affaires étrangères a en effet reçu lundi, pour la première fois depuis l'invasion de l'Émirat par l'Irak, l'ambassadeur du Koweït. Ce qui ne l'a pas empêché d'adresser une

mise en garde aux États-Unis après l'arraisonnement, samedi dans le golfe d'Al-Kabba, d'un navire soudanais.

Le chef de l'État soudanais s'est ensuite rendu à Tripoli, où le colonel Kadhafi a, dans une conférence de presse, menacé de se retirer des Nations unies si le Conseil de sécurité ne condamne pas le recours à la force par les États-Unis pour appliquer l'embargo contre l'Irak. Le dirigeant libyen a aussi critiqué l'Irak pour son invasion du Koweït et pour sa détention d'otages occidentaux.

A Damas, la radio syrienne a déclaré lundi que la prise d'otages par l'Irak ne faisait que renforcer les risques de guerre dans le Golfe en fournissant aux forces occidentales un prétexte pour intervenir. Le retrait des forces irakiennes du Koweït est le seul moyen d'éviter une explosion qui ébranlerait toute la région : « Si l'Irak a mis fin à huit ans de guerre avec l'Iran en quelques jours, il pourrait mettre fin à la crise du Golfe en quelques heures en retirant ses

forces du Koweït et en résolvant le différend par des négociations avec le gouvernement légitime ».

A Téhéran, l'ayatollah Mojtashemi, l'un des chefs de file des radicaux, a mis sur le même plan Américains et Irakiens. « Nous assistons à un combat entre des loups qui se disputent un morceau de chiot », a-t-il déclaré à l'agence Reuters. Il a rappelé la position iranienne : « Premièrement, condamnation de l'agression irakienne, et deuxièmement, condamnation de l'agression militaire américaine dans le Golfe. » « Malheureusement, a-t-il ajouté, nous assistons à des manifestations anti-américaines de soutien à Saddam, où les manifestants ferment les yeux sur le passé de Saddam. »

A Ankara, le président Turgut Ozal a déclaré que les pays occidentaux avaient une dette de reconnaissance envers la Turquie parce qu'elle a rapidement appliqué les sanctions économiques de l'ONU contre

l'Irak. « En ce qui concerne l'Europe, ce ne devrait être ni argent ni crédits, mais une augmentation des quotas [d'importation] de textiles. » La Turquie subit de plein fouet le contrecoup de l'embargo contre l'Irak, qui touche au moins cent mille personnes.

A Tokyo, le gouvernement japonais envisage de proposer au Parlement un projet d'amendement législatif pour pouvoir déployer des unités militaires non combattantes au Proche-Orient afin de contribuer à faire respecter l'embargo, a indiqué le vice-ministre des affaires étrangères. Il a cependant rappelé que la Constitution japonaise interdisait l'utilisation de l'armée à l'étranger.

Enfin, le premier ministre néo-zélandais a annoncé lundi que son pays mettait à la disposition de l'ONU deux avions de transport, et un avion médical à celle de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en Arabie saoudite. — (AFP, Reuters, AP.)

Veillée d'armes à Washington

Suite de la première page

Car cette mesure n'a pas seulement été accueillie avec étonnement à Washington : elle a été perçue comme une provocation, un défi, de la part d'un Saddam Hussein qui, à chaque étape de la crise, fait monter les enchères.

La menace s'est précisée lundi 20 août, avec l'annonce par le département d'État que les soldats irakiens avaient emmené vers une destination inconnue douze Américains résidents jusqu'alors dans un grand hôtel de Koweït. Le porte-parole n'a pas pu confirmer d'autres transferts parmi les 2 500 Américains se trouvant à Koweït ou parmi les 500 autres installés en Irak.

Il s'est borné à noter les informations officielles en provenance de Bagdad et annonçant que l'opération « bouclier humain » destinée à contrer « l'attaque du désert » — le déploiement américain — avait commencé : des Américains, des Britanniques et des Français auraient été placés sur des sites constituant les cibles potentielles d'un bombardement aérien.

Plus de précautions sémantiques

La réplique du président George Bush a été la plus ferme entendue à Washington à ce jour. Abandonnant toutes les précautions sémantiques jusqu'alors observées par les responsables du gouvernement, M. Bush a enfin appelé les prisonniers de M. Saddam Hussein par leur nom : des « otages ». « Nous avons été réticents à utiliser ce terme, a-t-il dit, mais lorsque Saddam Hussein propose expressément de rendre la liberté des citoyens des nombreux pays qu'il retient contre leur volonté en échange de concessions diverses, alors il ne peut plus y avoir aucun doute sur la manière dont il faut appeler ces innocents : ce sont bien des otages. »

« Les États-Unis, a poursuivi le président, ne se laisseront pas intimider. » La situation est différente de la crise de Téhéran il y a dix ans, où une partie du régime iranien était contre la prise d'otages à l'ambassade des États-Unis ; elle ne peut non plus être comparée à la détention d'otages américains par des mystérieux groupes de chéibes libanais. Cette fois, il y a une « adresse » bien précise, a expliqué M. Bush en martelant chacun de ses mots : « Je ne veux pas qu'il y ait de malentendu : je tiens le gouvernement irakien pour responsable de la sécurité et du bien-être des citoyens américains retenus contre leur gré. »

Sacrifices personnels

M. Bush parlait devant un public d'anciens combattants à Baltimore. Le ton était naturellement patriotique à souhait et l'hommage rendu aux forces armées tout aussi naturel en ce lieu. Mais, dans les circonstances actuelles, cela prenait une autre signification, presque comme si le président avait voulu préparer l'opinion à une prochaine épreuve.

Dans le Golfe, « nous sommes engagés pour une cause qui nous dépasse », a-t-il dit. « L'invasion irakienne, c'est plus qu'une attaque contre le petit Koweït. C'est un assaut brutal contre l'essence même de l'ordre international et contre les idéaux de la civilisation. » M. Bush a repris une comparaison historique qui, telle qu'il la formule, pourrait justifier auprès de l'opinion américaine à peu près n'importe quelle intervention militaire : « Il y a cinquante ans, le monde a eu l'occasion d'arrêter un agresseur brutal [Hitler] et il a raté cette occasion. Je vous en fais le serment, nous ne répéterons pas cette erreur. »

M. Bush a cité Roosevelt et Eisenhower, avant d'annoncer aux

Américains qu'ils pourraient avoir à endurer des « sacrifices personnels » dans les semaines et les mois à venir. Bref, on était loin du ton des années 70 floues, loin des hésitations post-vietnamiennes à engager l'Amérique au nom de la défense de certaines valeurs. Il se pourrait que le syndrome du Vietnam, déjà entamé à la Grenade et au Panama, soit bientôt définitivement enseveli dans les sables du Golfe.

Un expert du Washington Institute for Near East Policy, M. Barry Rubin, représentait un scénario que nombre d'observateurs diplomatiques avançaient également. Les États-Unis vont laisser à Saddam Hussein la chance d'adopter rapidement une posture de négociation, le temps pour eux de compléter leur dispositif militaire et d'obtenir à l'ONU le plus grand soutien pour un blocus naval de l'Irak.

Passé ce délai, le moindre prétexte pourra donner lieu à une intervention militaire. Il ne manquera pas d'occasions, alors que les deux armées se font face, que les pilotes des deux pays frottent tous les jours la confrontation, que les bâtiments américains sont toujours sur les traces de deux pétroliers irakiens, le *Kezanquin* et le *Baba-Gurgur*, en route pour décharger leur cargaison au Yémen. Ce pourrait être un premier test, de même que pourrait l'être le comportement de l'armée irakienne à Koweït le 24 août, date à laquelle le gouvernement de Bagdad a ordonné la fermeture des ambassades étrangères. La violation de l'immunité diplomatique des bâtiments de l'ambassade américaine par les soldats irakiens pourrait être considérée comme une provocation — et à plus forte raison l'arrestation de diplomates américains.

Tumultes à venir

Le sentiment dominant des experts est qu'une intervention prendrait vraisemblablement la forme de bombardements aériens sur des cibles militaires. Il y a bien quelques journaux pour évoquer la possibilité d'une opération de débarquement à Koweït — c'est la spécialité de certaines des uni-



PANCHO



tés dépêchées sur place, — mais, en général, elle leur paraît trop probable : les pertes seraient trop élevées face à des troupes irakiennes en position défensive sans cesse renforcées. De même est jugée quasi impossible une mission pour porter secours aux otages, tant il sont nombreux et répartis en des endroits différents.

Les dirigeants américains n'ignorent pas les risques inhérents à une intervention. Pour les otages, bien sûr ; pour les régimes arabes alliés des États-Unis, qui pourraient alors avoir à affronter une vague d'anti-américanisme sans précédent au Proche-Orient ; pour Israël enfin, si l'Irak cherchait à élargir le conflit en provoquant l'État hébreu. Mais les dirigeants américains peuvent aussi bien considérer que ces risques pèseront encore plus lourd si la situation reste figée, laissant à M. Saddam Hussein le loisir de jouer sur l'opinion arabe et de s'implanter plus fermement au Koweït.

Le département d'État a pris lundi une précaution supplémentaire en déconseillant aux Américains de se rendre en Jordanie. Sans doute faut-il aussi ranger parmi les signes annonciateurs des tumultes à venir la volonté

farouche avec laquelle M. Bush entend poursuivre ses « vacances » et la façon dont, après chaque visite à Washington ou ailleurs, il regagne ostensiblement sa maison du Maine, à Kennebunkport. Ces images d'un président en train de commenter une actualité dramatique sur un terrain de golf, ou canotant mollement à la main, pendant que les marines débarquent dans la péninsule Arabique, ne sont peut-être pas toujours du meilleur effet.

Mais elles ont pour objet de renvoyer — à l'étranger et dans l'opinion américaine — un message politique bien précis : celui d'un chef de l'exécutif qui se veut l'anti-Carter, autrement dit qui n'entend pas être confiné à la Maison Blanche et « prisonnier » d'une prise d'otages comme le fut le dernier président démocrate.

Même si c'est délibérément et en signe de solidarité avec les Américains retenus à l'ambassade des États-Unis à Téhéran que Jimmy Carter, en 1980, avait choisi de s'enfermer à la Maison Blanche, le temps d'une campagne électorale qui devait lui être fatale.

ALAIN FRACHON

Margaret Thatcher, une amie « dure » pour une « route dure »...

Le président George Bush a remercié Dieu lundi 20 août d'avoir en la personne du premier ministre britannique Margaret Thatcher une amie « dure » qui n'a pas peur des situations difficiles.

Margaret est « quelqu'un qui ne baisse pas la tête quand la route devient dure... quelqu'un qui sait ce qu'est le droit chemin », a déclaré le président, sortant de son texte préparé au cours d'un discours à North-Kington (Rhode Island), pour évoquer une récente conversation au téléphone avec le premier ministre britannique. « Merci à Dieu pour les alliés et les amis comme Margaret Thatcher quand la route devient dure », s'est exclamé M. Bush. Et il a ajouté en référence à la situation dans la région du Golfe que, « en ce moment, cela pourrait devenir passablement dur là-bas ». — (AFP)

L'internement des Nippo-Américains au cours de la seconde guerre mondiale

Pour répondre sans doute au mouvement d'indignation provoqué un peu partout dans le monde par la prise d'otages décidée par M. Saddam Hussein en Irak et au Koweït, le président du Parlement irakien, M. Saadi Mehdi Saleh, a comparé, lundi 20 août, l'action de son pays à celle qui avait conduit les États-Unis, au cours de la seconde guerre mondiale, à interner leurs ressortissants d'origine japonaise.

« Nous rappelons aux peuples du monde entier que les États-Unis au cours de la seconde guerre mondiale ont parqué près de cent mille de leurs ressortissants d'origine japonaise dans des camps spacieux en prévision d'une attaque japonaise sur leur côte ouest », a ainsi affirmé M. Saleh, en se gardant bien toutefois de rappeler que, pour aussi peu glorieuse qu'elle ait été, cette mesure avait tout de même suivi le bombardement surprise des installations de Pearl-Harbor par l'aviation japonaise le 7 décembre 1941.

Après l'angoisse et la colère, une véritable hystérie anti-japonaise s'était emparée de la presse

et d'une partie de la classe politique, trop promptes à voir dans les quelque cent vingt mille immigrants japonais que comptait alors l'Amérique les suppôts potentiels d'une inévitable « cinquième colonne » nipponne sur le territoire national.

Certains des nisei — des Japonais reconnus pour citoyens américains — étaient pourtant installés aux États-Unis depuis deux générations. Rien n'y fit, pas même l'avis de l'état-major, qui concluait à l'impossibilité d'une invasion japonaise : devant des pressions qu'il considérait en partie comme « racistes » (les Italiens et les Allemands vivant aux États-Unis ne furent pas inquiétés), le président Roosevelt dut se résoudre à signer dix semaines plus tard l'infamant décret n° 9066, qui, en contradiction avec tous les principes démocratiques américains, autorisait l'internement des Japonais.

Selon les témoignages, « un séisme de sang japonais » suffisait à vous faire prendre le chemin des baraquements de fortune établis dans le Wyoming, le Wisconsin, l'Arkansas ou le

nord de la Californie. Cette dernière étant proclamée « zone de guerre », les nombreux « internés » qui y résidaient durent abandonner fermes et biens, dément récupérés souvent par leurs voisins.

Le dernier camp ne fut fermé qu'en 1946, et en dépit de quelques tentatives de compensation ce n'est qu'en 1982, cette fois sous l'influence d'une opinion publique désireuse d'effacer cet épisode embarrassant de son histoire, qu'une commission du Congrès étudia sérieusement la question.

Finalement, au printemps 1988, les soixante mille de ces Japonais-Américains toujours en vie se virent offrir par le Sénat des « excuses officielles » assorties d'un programme d'aide financière étalé sur quatre ans. A cela près que le montant exact de ces compensations (en principe 20 000 dollars par interné) et sa répartition, enjeu de sévères mesures d'économie, sont toujours l'objet, presque cinquante ans après Pearl-Harbor, d'interminables arguments au Congrès.

M.-C. D.

Les États-Unis ont commencé à envoyer en Arabie saoudite des chasseurs-bombardiers « furtifs » F-117

Alors que le Conseil de sécurité des Nations unies ajournait sa décision sur le blocus de l'Irak, les autorités du port jordanien d'Al-Kabba, qui assure 80 % de son trafic avec l'Irak, considéraient lundi le port comme ouvert, en dépit des sanctions internationales décrétées contre Bagdad. Selon des négociants du port toutefois, les importations à destination de l'Irak ont pratiquement cessé du fait des sanctions.

Les navires de guerre occidentaux continuent leur surveillance du trafic : l'Irak a déclaré lundi qu'un bâtiment de guerre français avait demandé à deux navires irakiens croisant dans la région du Golfe de s'identifier et de préciser leur destination.

Les deux navires, *Al Baya* et *Al Abed*, ont essuie, selon Bagdad, été pris en chasse par la marine américaine, mais ont pu rejoindre l'Irak dimanche. Samedi, deux pétroliers irakiens avaient essuyé des tirs de semence.

Des témoins ont vu un bâtiment de guerre américain à 25 km au sud d'Al-Kabba, près de la ville saoudienne de Hakef. Selon les Jordaniens, les États-Unis cherchent ainsi à verrouiller le port d'Al-Kabba.

Mardi 21 août, les derniers mouvements de troupes et de matériel s'établissent ainsi :

• États-Unis : les forces américaines comptent à présent 30 000 hommes en Arabie saoudite

et 35 000 autres à bord de 45 bâtiments de guerre dans le Golfe et en mer Rouge, ou en route vers ces régions. Le secrétaire américain à la défense, M. Richard Cheney, a indiqué lundi que des forces américaines étaient déjà déployées dans les Émirats arabes unis, qui viennent d'en accepter le principe. Le contingent américain stationné dans les Émirats comprend 575 militaires et 16 avions de transport de troupes Hercules C-130.

Les États-Unis ont commencé lundi à envoyer en Arabie saoudite des chasseurs-bombardiers « furtifs » F-117 (Stealth), conçus pour échapper aux radars. Sur les 36 dont dispose l'armée de l'air américaine, 20 doivent partir dans la zone de crise.

Par ailleurs, deux navires de débarquement de troupes américains ont quitté lundi le port de Sasebo, dans le sud du Japon, pour rejoindre la région du Moyen-Orient.

• France : le porte-avions *Clemenceau* est attendu mercredi matin à Djibouti. Le pétrolier ravitailleur *Durance* a quitté Brest lundi soir pour Djibouti, via le canal de Suez, qu'il doit atteindre en une semaine. Il servira de soutien logistique aux bâtiments de la marine française dans le Golfe.

• Grèce : la Grèce a décidé lundi de participer avec la frégate *Limnos*

à la force multinationale dans le Golfe. La frégate répondra aux missions fixées par les Nations unies.

• Portugal : le Portugal a annoncé qu'il continuera à appliquer les sanctions économiques décrétées par les Nations unies contre Bagdad, malgré l'autorisation donnée à une partie de la communauté portugaise de l'Irak de quitter le pays. Les ressortissants portugais sont une cinquantaine en Irak et autant au Koweït.

• Italie : la frégate italienne *Orsa*, accompagnée du navire de soutien *Stromboli*, a quitté lundi le port de Tarente pour rejoindre les trois autres navires italiens déjà envoyés en Méditerranée orientale.

• Pays-Bas : deux frégates néerlandaises sont parties lundi pour le Golfe, qu'elles devraient atteindre en deux semaines.

• Égypte : l'Égypte, qui a déjà envoyé 5 000 soldats en Arabie saoudite, a envoyé des batteries anti-aériennes aux Émirats.

• Irak : l'Irak a transféré au moins 36 lanceurs et 800 missiles sol-sol Al-Husayn au Koweït, selon la revue *Jane's*. Le missile irakien Al-Husayn est une version améliorée localement du Scud-B soviétique mais son rayon d'action a été pratiquement doublé pour atteindre environ 650 kilomètres. — (AFP, Reuters, AP, UPI)

سكذ (ن) ل (م) ل

les consultations

LA CRISE DU GOLFE

Union soviétique : efforts diplomatiques désespérés pour éviter un dérapage

TF 1 à Bagdad

Dernière chaîne occidentale à avoir interviewé le président Saddam Hussein - c'était le 9 juillet, avant la crise du Golfe - TF 1 a aussi été l'une des premières à obtenir l'autorisation d'envoyer une équipe à Bagdad. L'autorisation a été donnée samedi 18 août et une équipe légère de six personnes s'est envolée dès le lendemain, à bord d'un Falcon affrété par la chaîne. Destination Bagdad, mais avec escales à Larnaca (Chypre) et à Amman (Jordanie), occasions, pour les responsables de TF 1, de mesurer quelque fois les risques de la poursuite de l'expédition.

Arrivé sur place après les chaînes américaines ABC et CBS, Patrick Poirer d'Arvor a pu interroger le ministre irakien de l'information et de la culture tandis que Catherine Jentil, journaliste au service étranger, rencontrait et interrogeait des otages français, logés dans un grand hôtel. Les images ne pouvaient guère être transmises avant lundi 20 août vers 17 h 15, le Journal de 13 heures devant se contenter d'une liaison téléphonique avec Patrick Poirer d'Arvor qui racontait ses premières visions de la capitale irakienne. Le Journal de 20 heures devait être plus fourni puisque la rédaction y espérait à la fois l'interview du ministre, les témoignages des otages, un reportage sur la vie de la capitale irakienne et un « plateau » de Patrick Poirer d'Arvor, en direct d'un studio de la télévision irakienne. Elle dut, hélas, se contenter des deux premiers documents : les images de la ville, censurées, ne purent parvenir à la chaîne, et les irakiens ne manifestèrent guère de volonté d'organiser l'émission en plateau.

En revanche, l'interview du ministre et les témoignages d'otages ne furent, au dire des responsables de TF 1, affectés d'aucune censure, la première, d'une durée préalable de vingt-trois minutes, ayant été coupée et montée dans les studios parisiens de TF 1. Le même jour, le reportage de Dan Rather pour CBS, lui, a été censuré par les autorités irakiennes. La direction de TF 1 a donné comme consigne à son équipe de rentrer à Paris le plus rapidement possible.

Le vice-premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi, est arrivé lundi 20 août à Moscou, « à sa demande », pour une visite de deux jours. Il a été reçu pendant trois heures par le ministre des affaires étrangères et si M. Edouard Chevardnadze s'est voulu extrêmement prudent dans ses déclarations à l'agence Tass, il est manifeste que quelque chose est en train de bouger.

MOSCOU

de notre correspondant

Il serait tout à fait prématuré de parler de médiation de la part de Moscou, mais le ton a changé, c'est indéniable. Le ministre soviétique a précisé lui-même que sa rencontre avec M. Hammadi ne devait pas être considérée comme une amorce de « négociations », mais plutôt comme des consultations, un échange d'informations et d'opinions. Qualifiant l'entretien d'« utile et nécessaire », M. Chevardnadze a précisé que d'autres

« consultations, plus intensives » auraient lieu pendant le séjour de M. Hammadi et que ces contacts se poursuivraient.

Le ministre soviétique s'est démarqué d'autre part des Occidentaux dans son évaluation des dernières propositions de Saddam Hussein visant à libérer les étrangers retenus en Irak contre le retrait des troupes américaines et la levée de l'embargo économique. Tout en indiquant que le discours de Saddam Hussein était en cours d'examen et que l'URSS y répondrait en temps utile, M. Chevardnadze a ajouté que la « première impression » donnait à penser que certains « éléments méritent une attention soutenue ».

Des liens privilégiés

Evocant enfin le sort des étrangers retenus en Irak, M. Chevardnadze a indiqué que ses entretiens avec M. Hammadi avaient été « très utiles » et comportaient des « éléments constructifs ». Moscou et Bagdad ont décidé de poursuivre leurs contacts dans ce domaine. « Nous ne nous soucions pas uni-

quement de nos ressortissants, a ajouté le ministre soviétique, mais nous ne voudrions pas revendiquer le rôle de médiateur pour régler cette question. Nous estimons cependant qu'il est également de notre devoir, comme tout pays civilisé, de prendre en compte les intérêts des autres Etats ».

Présentant un compte-rendu légèrement différent de l'entretien avec M. Hammadi, la télévision a indiqué lundi soir que M. Chevardnadze avait ouvertement demandé au vice-premier ministre irakien d'adopter à l'égard des ressortissants étrangers retenus en Irak et au Koweït la même attitude qu'à l'égard des Soviétiques. Ceux-ci quittent actuellement l'émirat sans difficulté pour l'URSS, via l'Irak et la Jordanie. Un porte-parole officiel, M. Gremitskikh, a indiqué à ce propos que les cent soixante-dix derniers ressortissants soviétiques du Koweït, parmi lesquels des diplomates, devaient quitter l'émirat mardi. M. Gremitskikh s'est toutefois refusé à préciser si tous les diplomates soviétiques allaient

quitter le Koweït. « Mais, a-t-il dit, même si tous les diplomates quittent le Koweït, cela ne veut pas dire que nous acceptons l'annexion du Koweït par l'Irak. L'évacuation est une chose - il s'agit de la délivrance de nos citoyens actuellement menacés - mais cela n'a aucune signification politique. » Moscou a également pris la décision de rapatrier d'Irak les femmes et les enfants. La communauté soviétique est évaluée à quelque neuf mille personnes.

Moscou s'efforce désespérément de prévenir un dérapage qui risquerait d'embraser le Proche-Orient. L'URSS dispose de liens privilégiés de longue date avec l'Irak et la visite de M. Hammadi constitue une première amorce de discussions. Tout en condamnant sans réserves depuis le début l'invasion du Koweït par l'Irak, l'URSS n'a pas cessé toutefois de lancer des appels à la retenue. Cette modération pourrait bien l'amener à servir d'intermédiaire dans la recherche d'une solution à la crise. (Interim.)

Grèce : le gouvernement décide l'envoi d'une frégate

ATHÈNES

de notre correspondant

La Grèce a décidé lundi 20 août de participer, avec l'envoi de la frégate *Limnos*, à la force multinationale occidentale formée dans le Golfe, a annoncé le chef du gouvernement conservateur, M. Constantinos Mitsotakis, à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire consacré à la crise.

Un soutien effectif

M. Mitsotakis a justifié cette décision par les demandes faites la semaine dernière par le gouvernement en exil du Koweït et de l'Arabie saoudite, qui souhaitent voir la Grèce apporter « un soutien effectif » à la force multinationale. Le premier ministre a précisé que la mission de la frégate *Limnos* sera fixée dans le cadre des résolutions des Nations unies ou d'un autre organisme international.

Le chef du gouvernement a condamné « sans détour » l'invasion et l'annexion du Koweït par l'Irak, avant de souligner que son pays appliquait « fidèlement » les résolutions de l'ONU et les décisions de la Communauté.

Dans ce sens, a-t-il déclaré, la Grèce a accordé en Crète, il y a quelques jours, l'envoi d'un emplacement stratégique remarquable, des facilités aux Etats-Unis, à la RFA, à la Grande-Bretagne, à la France, à l'Italie et à la Belgique.

Le chef de l'opposition socialiste, M. Andreas Papandréou, et le leader communiste, M. Harilaos Florakis, ont condamné, pour leur part, la participation de la Grèce à la force multinationale après un entretien avec M. Mitsotakis. Ils ont tous deux réclame un débat au Parlement sur la question.

D. K.

RFA : pas de participation militaire

La République fédérale d'Allemagne ne participera pas à une action militaire concertée dans le golfe Persique, même sous l'égide de l'ONU. A l'exception des Vests, c'est la conclusion à laquelle sont parvenus les chefs des partis politiques ouest-allemands, que le chancelier Kohl avait convoqués, lundi 20 août à Bonn, pour discuter d'un éventuel engagement de la marine allemande dans le conflit en cours avec l'Irak.

BONN

de notre correspondant

Alors que le chancelier et son ministre de la défense, M. Gerhard Stoltenberg, penchaient plutôt pour un engagement militaire de la RFA au nom de la soli-

darité occidentale, le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher (libéral) s'est, lui, opposé très fermement à cette idée. Sur ce point il a reçu le soutien du Parti social-démocrate, qui était représenté à la réunion de lundi par son président, M. Hans-Jochen Vogel, et le candidat du SPD à la chancellerie, M. Oskar Lafontaine. Ces derniers s'appuyent, pour motiver leur refus, sur la Constitution ouest-allemande qui interdit l'engagement des troupes hors du territoire couvert par l'alliance atlantique. Ils affirment en outre qu'une intervention nécessiterait une modification de la loi fondamentale et celle-ci « ne pourrait pas être adoptée avant l'unification de l'Allemagne, car les recroisements de la RFA seraient anéantis à participer à ce type d'opération », a expliqué M. Karsten Voigt, porte-parole du SPD pour les questions de défense. La RFA

est néanmoins disposée à appuyer logiquement et financièrement l'action des organismes internationaux dans la crise du Golfe.

Ainsi, ni les pressions internationales - comme celle de M. Willem Van Eekelen, secrétaire général de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui était réunie mardi à Paris - ni le fait que des citoyens ouest-allemands font partie des otages retenus en Irak par Saddam Hussein n'ont pu modifier la position de M. Genscher et des sociaux-démocrates. Le ministre des affaires étrangères avait déjà dans le passé manifesté sa réticence à autoriser, sans réforme constitutionnelle préalable, la participation des soldats allemands aux forces de l'ONU. Ceux-ci avaient néanmoins combattu, avec des détachements d'autres pays dont la RDA, la force internationale qui avait garanti l'an passé le bon déroulement des élections

législatives en Namibie. L'approche des élections générales du 2 décembre a donc pesé plus lourd dans le compromis adopté lundi que le souci de manifester sa solidarité avec ses partenaires au sein de la communauté internationale déifiée par le dictateur irakien.

L'argument constitutionnel avancé par les libéraux et le SPD est en effet contesté par certains spécialistes allemands du droit international qui lui opposent les obligations, découlant pour la RFA, de son adhésion à la charte des Nations unies et au traité de l'Atlantique nord. Celui-ci stipule en effet dans son article 6 que les Alliés se doivent assistance en cas d'agression armée sur des navires ou des avions de l'un des membres de l'OTAN dans le territoire de l'alliance situé au nord du tropique du Cancer.

LUC ROSENZWEIG

Israël : une partie de la population déplore les attermoissements de Washington

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'opinion publique israélienne a la réputation, souvent fondée, d'être versatile. N'a-t-elle pas, immédiatement après le coup de force de Saddam Hussein au Koweït, blâmé la « mollesse » des Etats-Unis pour s'émouvoir ensuite, sans transition, de la « pugnacité » du président Bush ?

Et voilà qu'à présent cette même opinion publique semble à nouveau rongée par le doute : le chef de la Maison Blanche ne montre-t-il pas des signes d'hésitation ? N'a-t-il pas gaspillé les chances de régler rapidement son sort à Saddam Hussein ?

Les commentateurs et experts militaires, auxquels la presse fait abondamment appel depuis le début de la crise, ont certes des points de vue souvent divergents. Mais, dans cette nouvelle phase, avec la transformation des ressortissants occidentaux en « boucliers humains », le ton s'est à nouveau soulevé, critique à l'égard des Etats-Unis. Ainsi le quotidien *Hadashot* se demande si on n'assiste pas à un enlisement et si « les Américains ne vont pas se contenter finalement d'un compromis avec l'Irak qui fera d'Israël le seul grand perdant de cette crise ».

Polémique sur les masques à gaz

Et le général de réserve Avigdor Ben Gal déplore que, par leurs attermoissements, les Etats-Unis « aient laissé échapper l'occasion de remporter une victoire militaire décisive sur l'Irak en permettant à Saddam Hussein de marquer deux points : se servir des otages occidentaux pour rendre difficiles les bombardements de cibles stratégiques et faire la paix avec l'Iran pour envoyer de nouvelles divisions sur la frontière saoudienne ».

Prénant le contre-pied de ces critiques, deux anciens chefs d'état-major (et aujourd'hui députés travaillistes), MM. Itzhak Rabin et Mordecai Gur, font valoir

que les Américains ne sont pas encore prêts à une guerre globale contre l'Irak qui se catégorise de « moment n'est pas de jouer au petit jeu coalition-opposition. Si je dois juger le comportement jusqu'ici de la défense nationale avec à sa tête M. Ares, je lui donne la note de vingt sur vingt ».

La déception de la gauche

Dans cette même interview, M. Weizman dénonce « l'erreur historique qu'a commise Yasser Arafat en allant avec l'Irak, ce qui rend mille fois plus difficile la possibilité de prêter des négociations avec l'OLP ». Il joint ainsi sa voix à toutes celles qui dans le « camp de la paix » en Israël ont laissé libre cours à leur « désillusion ». Et à leur « désarroi » après l'accolade Arafat-Hussein et les manifestations pro-irakiennes des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

En effet, la gauche semble ressentir envers l'OLP un « dépit amoureux » que certains expliquent par la « prise de conscience tardive du véritable caractère » de la centrale palestinienne. Ainsi, le mouvement La Paix maintenant a publié un communiqué dans lequel il se déclare « profondément déçu du soutien apporté par les Palestiniens à la politique violente et belliste de Saddam Hussein ».

Pour M. Eliezer Granot, le leader du parti de gauche socialiste MAPAM (trois sièges), « cette attitude met en cause le rôle futur de l'OLP dans le processus de paix ». L'ancien gouverneur de Cisjordanie et de Gaza, Efraïm Sneh, proche des travaillistes, estime « qu'en faisant appel à nouveau à un sauveur de l'extérieur les Palestiniens ont réduit à néant le principal acquis de l'intifada : la prise en main pour la première fois de leur propre destin ». Quant au député de gauche, M. Yossi Sarid il proclame qu'« il n'éprouve plus le besoin à ce stade de participer à des rencontres avec des Palestiniens car trop de fils ont été rompus ». (Interim.)

POINT DE VUE

Amis arabes, choisissez !

par Theo Klein

LES Occidentaux ne sont pas les seuls otages du cynisme de Bagdad. Ses principaux otages sont les Arabes eux-mêmes, au nom desquels il prétend combattre. Cette mobilisation des masses arabes autour de Saddam Hussein et les détours dialectiques de certains dirigeants ou intellectuels arabes sont inquiétants.

Comment ne pas s'inquiéter en effet de cet argument mis en avant, selon lequel la présence de l'armée américaine, et en général de soldats de l'Occident, serait, à elle seule, une atteinte à la dignité arabe ?

Les Occidentaux ne seraient-ils admis en terre arabe que comme forçats, ingénieurs, investisseurs, instructeurs militaires, techniciens et ouvriers ? Seraient-ils suspects de vouloir porter atteinte à la dignité du peuple arabe, dès lors qu'ils viennent au secours d'un pays arabe, après l'annexion d'un autre pays arabe par un troisième pays arabe ?

Je ne m'étonne pas de la position de M. Le Pen en faveur de Saddam Hussein. Après tout, l'un et l'autre pourraient rapidement se mettre d'accord sur le même principe du rejet de l'autre, mais seulement après usage. Saddam-Le Pen, même combat !

Le souci de la dignité des Arabes m'importe. J'entends le voir respecter partout où il ne le serait pas ; même là où, simplement, certains Arabes auraient le sentiment qu'il ne l'est pas. Mais cela ne dispense pas les Arabes de se respecter eux-mêmes. A mes amis de nous démontrer qu'ils sont - eux aussi, lorsqu'il le faut - pour le droit et la justice, même contre leurs frères arabes.

Que signifie cette mobilisation contre l'Occident ? Après tout, ce ne sont pas les Américains qui ont pris l'initiative de la crise actuelle. Ils s'en seraient bien passés.

Est-ce l'Occident qui se mobilise contre vous, lorsque, en vérité, cette mobilisation ne vise que Saddam Hussein, et ne regroupe pas seulement - loin de là - les démocraties occidentales ? Allez-vous refuser de voir et de comprendre que votre dignité implique aussi le respect de la dignité des autres peuples ? En vous rangeant, n'oubliez pas, aux côtés de l'Irak, au prétexte que le conflit avec le Koweït devrait être réglé entre Arabes - alors que vous savez que cela n'est pas possible - c'est vous qui vous isolez et refusez la solidarité des hommes de bonne volonté.

En tant que faire revivre le fantôme du colonialisme, vous allez vous enfermer dans le refus du monde actuel, et vous éloigner des autres peuples, notamment ceux qui vous offrent leur amitié et cherchent le votre.

Qui donc a créé les richesses pétrolières arabes, sinon dame Nature, fortement aidée par les puissances que vous dénoncez aujourd'hui ? Toute l'infrastructure a été financée à l'origine par des capitaux de l'Occident ; la technique et la technologie sont, encore, aujourd'hui, pour leur grande part, fournies par cet Occident. N'est-il pas au moins en droit de demander que soit maintenu le libre accès à ces richesses qu'il n'a nullement accaparées, et dont il vous paye le prix ?

Vous n'avez pas assez de critiques contre le colonialisme, et je vous comprends, dans la mesure où la domination d'un peuple par

un autre est intolérable. Mais faites le bilan de l'après-colonialisme, et de ce que vous avez fait de vos pays. Bien sûr, tout n'est pas de votre faute. Il fallait construire, à partir de ce que l'ancien colonialisme laissait.

Mais ne vous réfugiez pas derrière des excuses que vous savez mauvaises. Voyez ce que les Israéliens ont bâti. Vous auriez été capables de faire la même chose si vous aviez eu le courage de vous prendre, vous-mêmes, en main, au lieu de vous laisser entraîner par le rêve d'une nation arabe, aussi obsolète que celui d'une Europe catholique et romaine, qui voudrait se mobiliser derrière la bannière du pape, et combattre tous les fidèles des autres confessions.

Aujourd'hui, chers amis arabes, votre choix sera déterminant pour l'avenir de vos peuples. Aujourd'hui, vous avez à choisir entre l'enfermement dans le refus des autres ou la marche vers la démocratie.

Aujourd'hui, vous accepterez de reconnaître comme vos frères, tous les hommes de bonne volonté, ou seulement les hommes de votre peuple et de votre religion. Il ne s'agit pas de choisir entre Saddam Hussein et Bush, entre l'Irak et les Etats-Unis, entre l'Orient et l'Occident. C'est du respect de l'homme et de ses droits qu'il s'agit. Je vous souhaite d'avoir le courage de choisir et de ne pas vous laisser entraîner par une aveugle solidarité. Exprimez-vous librement et fermement, comme beaucoup d'entre nous n'hésitent pas à le faire lorsque les circonstances l'exigent.

► M. Theo Klein est ancien président du Conseil représentatif des institutions juives.

LA CRISE DU GOLFE

Brésil : le gouvernement embarrassé par le coup de force de son « client » irakien

Nous publions ci-dessous le premier article de Denis Hautin-Guiraut, qui vient de prendre ses fonctions de correspondant au Brésil, où il remplace Charles Vanhecke.

C'est avec une extrême prudence que les autorités brésiliennes suivent les développements de la crise du Golfe : premier fabricant d'armes des pays du tiers-monde, le Brésil est en effet concerné à de multiples égards. Brasília a appuyé les décisions de l'ONU à l'encontre de l'Irak, et l'atamary - le ministre des affaires étrangères - rappelle régulièrement son entière solidarité avec les pays signataires.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Les liens économiques du Brésil avec l'Irak, sa position de premier fabricant d'armes du tiers-monde, et la poursuite du plan de lutte contre l'inflation - que le moindre dérapage peut faire échouer - sont autant de problèmes qui s'ajoutent à la présence sur le sol irakien d'environ quatre cents de ses ressortissants, pour la plupart employés de la firme de travaux publics Mendes Junior. La société participait à la construction d'une voie rapide et avait déjà réalisé de nombreux contrats de ce genre, dont une autoroute de 530 kilomètres entre Bagdad et la frontière syrienne.

Même si le commerce des armes se passe - à Brasília comme ailleurs - de toute publicité tapageuse, les

experts estiment que depuis une dizaine d'années le Brésil a fourni au régime de Bagdad environ 300 millions de dollars par an de matériel militaire en tout genre. Ce commerce, qui a débuté sous la dictature et a fait l'objet de nombreux soupçons concernant le domaine nucléaire, aurait subi en 1988 un sérieux coup de frein, les firmes Embraer (avions), Engesa (tanks) et Avibras (lanceurs de missiles), les trois principaux fabricants, détenant chacune des créances impayées pour un montant de plusieurs dizaines de millions de dollars. Le porte-parole de l'atamary, M. José Vicente Pimentel, affirme même qu'elles ont été totalement stoppées à cette date, pour ces raisons commerciales.

Une équipe de consultants militaires

Indépendamment de l'armement, les relations entre les deux pays étaient, encore l'année dernière, très étroites. En 1989, Brasília a exporté 343 millions de dollars vers Bagdad (essentiellement des voitures particulières et divers types de viande) et importé pour 1,5 milliard de dollars de produits pétroliers, ce qui représente un tiers de ses approvisionnements et la moitié de ceux effectués au Moyen-Orient (1). Même si le Brésil possède officiellement des réserves pour deux mois, les autorités commencent déjà à diversifier leurs achats.

Le ministre de l'équipement, M. Ozires Silva, a affirmé qu'il n'y avait pour l'instant « aucun risque de rationnement », mais n'a en revanche pas écarté une possible

augmentation des carburants, bien évidemment peu souhaitée par le ministère de l'économie, soucieux de la bonne tenue des indices alors que le prix de l'essence a déjà augmenté de 8,5 % au début du mois. La firme pétrolière nationale Petrosbras bénéficie en revanche du contre-coup de rebondissements plus favorables, et a pu faire passer des projets en attente depuis plusieurs mois, tout ce qui peut conduire à une indépendance énergétique étant en ce moment bienvenu.

Un autre dossier embarrassé aussi les autorités de Brasília. Il s'agit de la présence à Bagdad d'un groupe d'une vingtaine d'anciens militaires brésiliens, dirigé par le général de réserve Ugo Piva, qui fournit une assistance technique au gouvernement irakien. Le ministre des affaires étrangères Francisco Rezak a fait appel au « sens civique » de ces anciens cadres de l'aéronautique pour qu'ils cessent leur activité - issue de la fourniture de matériels - et pour laquelle ils ont créé une entreprise de consultants.

Au sujet des livraisons d'armes en général, le porte-parole de l'atamary affirme d'ailleurs que « le gouvernement du président Fernando Collor sera à l'avenir beaucoup plus prudent ». Il a aussi démenti « catégoriquement » les rumeurs concernant d'éventuels marchandages et pressions de Bagdad pour que le Brésil continue ses livraisons alimentaires, en échange de visas de sortie pour ses ressortissants.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) Le Brésil produit la moitié de ses besoins pétroliers, et importe environ 600 000 barils par jour.

Le sort précaire des 530 000 travailleurs immigrés asiatiques en Irak et au Koweït

Bien que condamnant l'Irak, la plupart des pays asiatiques s'abstiennent de prendre des mesures de rétorsion contre Bagdad qui pourraient affecter des économies fragiles ou le sort de leurs ressortissants. Quelque 530 000 immigrés asiatiques se trouvent actuellement en Irak ou au Koweït. Ils peuvent théoriquement partir, mais la menace n'en plane pas moins. Lundi 20 août, plusieurs centaines d'Indonésiens ont pu quitter l'Irak et le Koweït à la suite du refus de Djakarta d'envoyer des troupes en Arabie saoudite. La pauvreté et la forte proportion de population musulmane limitent la marge de manœuvre de certains pays asiatiques.

TOKYO

de notre correspondant

Sally, domestique philippine chez des étrangers à Tokyo, est revenue bouleversée de quelques jours passés dans sa famille : elle avait appris par des compatriotes rentrés du Koweït que sa sœur, qui y travaille elle aussi comme domestique, avait été violée par des soldats irakiens au cours de l'invasion. Depuis, on ne sait plus rien d'elle. Peut-être est-elle parmi les 5 000 Philippines réfugiées dans leur ambassade à Koweït.

Ce drame n'est qu'un exemple parmi des centaines d'incidents,

plus ou moins tragiques (du non-paiement de leur dû à des brutalités) dont sont victimes chaque mois les travailleurs immigrés asiatiques au Proche-Orient. Sur tout les femmes. Aujourd'hui, pris dans la tourmente, ces immigrés asiatiques sont les orphelins du conflit. Si certains ont pu se réfugier dans les pays voisins, beaucoup restent pris au piège. Les Philippines, l'Inde et le Sri-Lanka ont demandé au Conseil de sécurité des Nations unies l'envoi de nourriture et de médicaments destinés à leurs ressortissants bloqués sur place.

L'émigration, ressource nationale

Les ressortissants des pays pauvres d'Asie représentent la moitié du personnel employé dans le secteur des services dans les Emirats arabes unis. En 1988, le Koweït payait 1,2 milliard de dollars en salaires à ses travailleurs immigrés et, au total, les pays du Golfe déboursaient chaque année 7 milliards de dollars pour les quelque quatre millions d'Asiatiques qu'ils employaient.

Cinq cent mille Philippines travaillent dans la région (dont 350 000 en Arabie saoudite, 50 000 au Koweït et 25 000 en Irak) et près de 1,5 million d'Indiens. Rien qu'en Arabie saoudite, on compte 160 000 Thaïlandais et 15 000 au Koweït et en Irak. Le million de Pakistanais établis dans le Golfe rapportent

au pays 2 milliards de dollars (en 1982, le total de leurs salaires dépassait celui des exportations du Pakistan).

Il y a trois ans, sept pays exportateurs de main-d'œuvre d'Asie (Bangladesh, Inde, Indonésie, Népal, Philippines, Sri-Lanka et Thaïlande), ayant pris conscience des dangers que couraient leurs ressortissants au Proche-Orient, avaient tenu une conférence à Colombo. Si les Philippines ont décidé une suspension temporaire (levée depuis) de l'envoi de domestiques, d'autres pays n'ont pas voulu, ou pas pu, prendre le risque de voir se tarir une importante source de devises. Pour certains, comme le Sri-Lanka, l'exportation de main-d'œuvre constitue en effet une ressource nationale et, quel que soit le risque, il doit être couru.

C'est surtout pour les femmes employées comme domestiques que les risques sont les plus grands dans les pays arabes où les interdits sexuels en font des proies faciles pour leur employeur. Les hommes parviennent parfois à se défendre en s'unissant : c'est le cas des Coréens qui, étant donnée leur qualification, posent désormais des conditions à leur embauche. Mais pour les autres, c'est la misère clandestine de tous ceux qui, coupés de leur famille et de leur culture, vendent leur seul bien : une force de travail.

PHILIPPE PONS

Grande-Bretagne : M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, pense que la guerre n'est pas inévitable

Alors que l'opinion britannique réclame une riposte musclée au regroupement, par les troupes irakiennes, des cent vingt-trois ressortissants de la Couronne dont on est sans nouvelles, dans des installations stratégiques en Irak et au Koweït, le gouvernement de Londres, pour sa part, s'efforce de dédramatiser la crise du Golfe.

LONDRES

de notre correspondant

« La situation dans le Golfe est aujourd'hui moins critique que dans les très dangereux tout premiers jours qui ont suivi l'invasion irakienne du Koweït », lors de sa conférence de presse, lundi 20 août, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, s'est efforcé de calmer le jeu. S'il a qualifié d'acte « illégal » la détention des cent vingt-trois Britanniques en Irak et au Koweït, il n'a pas dit que la guerre avec Bagdad n'était pas inévitable. Le chef de la diplomatie a tenu à rappeler le diptyque sur lequel repose l'option du Royaume-Uni : dissuader le président Saddam Hussein d'envahir l'Arabie saoudite et faire appliquer les sanctions de l'ONU contre Bagdad. Après le gel des avoirs koweïtiens en Grande-Bretagne et l'envoi de forces navales et aériennes en Arabie saoudite et dans les Etats du Golfe, Londres souhaite visible-

ment se tenir désormais en retrait. M. Thatcher n'a interrompu ses vacances en Courmouailles que le 18 août pour une série d'entretiens à Downing Street avec ses principaux collaborateurs.

A l'inverse de ce qui s'était passé lors du conflit des Malouines, en 1982, la « Dame de fer » réchigne toujours à convoquer en session extraordinaire la Chambre des communes, malgré les demandes en ce sens qui se multiplient jusque dans les rangs de son propre parti.

Enfin, le ministère de la défense fait tout pour ne pas médiatiser cette affaire comme l'attestent les limitations imposées aux journalistes couvrant la « task force » opérant dans le Golfe. Seuls quelques journalistes, représentant les journaux proches du pouvoir, ont été autorisés à suivre la tournée effectuée la semaine dernière dans la région par le ministre adjoint de la défense, M. Alan Clark.

Ne pas embarrasser les alliés arabes

Cette politique du profil bas est destinée à ne pas embarrasser les alliés arabes traditionnels des Britanniques au Proche-Orient : l'Arabie saoudite, le Sultanat d'Oman et, bien sûr, la Jordanie.

Reste que ces finesses de la stratégie diplomatique de l'équipe Thatcher échappent à une opinion publique chauffée à blanc contre le président irakien. « Soyez prêts aux sacrifices », lit-on à la une du *Daily Express* (conservateur). La presse populaire fait ses choux gras du sort des 4 700 ressortissants britanniques retenus au Koweït et en Irak. Même les quotidiens les plus proches des tories, comme le *Daily Telegraph*, dénoncent les carences du Foreign Office, notamment le peu d'informations sur le sort des « otages » transmises aux familles. Des voix se sont élevées pour exiger des représailles contre les quelque 5 000 à 6 000 ressortissants irakiens vivant au Royaume-Uni. Il s'agit notamment d'étudiants bénéficiant de bourses du ministère britannique de l'éducation.

Les vénérables salles de vente Sotheby's et Christie's sont aussi gagnées par cette atmosphère de crispation. Norah al-Sabah, un membre de la famille de l'émir du Koweït, a confié à un quotidien londonien que le chef de l'Etat déchu envisageait de vendre l'un de ses plus précieux joyaux, un diamant de 88 carats qui devrait rapporter entre 5 et 6 millions de livres (50 à 60 millions de francs). Le produit de la vente est destinée à couvrir les frais d'hébergement des proches du monarque dans un grand hôtel de la capitale. (Inédit.)

Inde : inquiétude sur les approvisionnements pétroliers

NEW-DELHI

de notre correspondant

L'Inde est directement confrontée à la crise du Golfe, tant en raison de la présence nombreuse de ses ressortissants en Irak et au Koweït, que de sa dépendance pétrolière à l'égard de ces deux pays. D'autre part, sur le plan géostratégique, elle est fort préoccupée à la fois par la présence militaire occidentale accrue dans l'océan Indien, et par le rôle militaire de facto dévolu à son voisin et rival pakistanais. Pour ces raisons, New-Delhi multiplie les initiatives diplomatiques depuis quelques jours. Au terme d'une semaine dans plusieurs capitales, notamment Bagdad, le ministre des affaires étrangères, M. I. K. Gujral, aurait reçu des assurances des dirigeants irakiens : les quelque cent soixante-cinq mille Indiens présents au Koweït (la plupart sont originaires du sud de l'Inde) auxquels s'ajoutent environ 8 000 résidents en Irak, devraient être en mesure de quitter librement ces deux pays si les moyens logistiques le permettent, ce qui est loin d'être réalisé.

Accord de troc avec Moscou

Ce résultat n'a pas été obtenu facilement puisque l'Inde, qui a toujours entretenu d'excellents rapports avec l'Irak, s'est associée aux décisions de boycottage décrétées par les Nations unies. Environ mille deux cents Indiens ont ainsi été autorisés à traverser la frontière vers l'Arabie saoudite ces dernières quarante-huit heures, et ce contingent devrait être suivi par d'autres dans les prochains jours. Les dirigeants de New-Delhi se rendent compte que les appanages des bonnes dispositions du président Saddam Hussein pourraient prendre fin si l'Inde devait adopter une position plus dure à l'égard du

régime de Bagdad. D'où l'extrême prudence des déclarations officielles, voire un embarras certain : le premier ministre, M. V. P. Singh, a souligné que son pays se devait d'agir « avec tact » devant une situation « complexe ».

S'agissant en effet de ses approvisionnements pétroliers, l'Inde est dans une situation précaire : 40 % de ses importations de brut proviennent de l'Irak et du Koweït. Pour assurer une consommation intérieure d'environ 52 millions de tonnes par an, l'Inde est obligée d'en importer 19 millions (la production domestique est de 33 millions de tonnes). Le Koweït fournit normalement 1,5 million de tonnes et l'Irak 2,5 millions. Mais le rôle de Bagdad ne s'arrête pas là : aux termes d'un accord de troc triangulaire, l'URSS fournit aussi du pétrole (4,5 millions de tonnes de brut et 3 millions de tonnes de produits pétroliers) à l'Inde, via l'Irak. Or, le brut « soviétique » est en fait irakien : Moscou rembourse ainsi New-Delhi des livraisons indiennes avec une partie du pétrole que Bagdad devrait lui livrer en remboursement des livraisons soviétiques (notamment de matériel militaire). L'opération est évidemment très avantageuse pour New-Delhi puisque ces livraisons sont payables en roupies.

L'Inde s'inquiète enfin du rôle joué - avec la bénédiction de Washington - par son voisin pakistanais, qui envoie un contingent militaire en Arabie saoudite. Elle craint que le Pakistan ne profite encore une fois de la livraison massive d'armement américain (comme lors du conflit afghan) au moment où les deux pays sont engagés dans une phase de guerre froide à propos du Cachemire. Et ce d'autant plus que, contrairement à elle, le Pakistan ne risque aucune pénurie pétrolière en raison des excellentes relations qu'il entretient avec Ryad.

LAURENT ZECCHINI

Les réactions en France

Appels à la fermeté

M. Alain Juppé encourage le président de la République à être « ferme et courageux » pour obtenir le « soutien » du RPR. Le secrétaire général de ce parti, qui s'exprimait lundi 20 août sur FR 3, s'est prononcé contre toute négociation avec l'Irak sur les otages, précaution : « La question qui se pose à un homme de gouvernement est de savoir jusqu'où on peut aller. Faut-il aller jusqu'à négocier, jusqu'à céder ? Aussi cruel que cela paraisse, ma réponse est résolument négative. » L'histoire nous a montré que la lâcheté collective d'une nation la conduit à des malheurs plus grands que ceux qu'elle a eus à éviter, a souligné M. Juppé. Nous n'allons pas laisser aux Américains, aux Britanniques, aux Egyptiens le monopole de défendre la liberté, la démocratie et le droit. M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a demandé, mardi, à MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing « de réunir sans délai les instances dirigeantes de l'opposition parlementaire ».

M. Jean François-Poncet, sénateur (UDF) de Lot-et-Garonne, enfonçait le clou dans un entretien au *Figaro* du mardi 21 août, en estimant qu'« une escalade militaire est, hélas, de moins en moins exclue ». L'ancien ministre des affaires étrangères réaffirmait que « toute initiative [lui] paraît désormais permise » contre M. Saddam Hussein, comme il l'avait déjà indiqué dimanche (le *Monde* du 21 août). Plus radical encore, M. Jacques Baumel, député (RPR) des Hauts-de-Seine, déclare tout de go dans le *Quotidien de Paris* : « On ne peut plus tergiverser. Une guerre brutale est aujourd'hui inévitable. » Lundi, M. Baumel demandait à M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, « quelles mesures » le gouvernement comptait prendre pour empêcher les manifestations pro-irakiennes à Paris. Deux ras-

semblements avaient regroupé moins de deux cents partisans du maître de Bagdad, pendant le week-end, au Trocadéro et à la République.

« Principale association de rapatriés, RECOURS-France demande, purement et simplement, l'interdiction de ces « incidents manifestés » et engage la France à « rompre ses relations diplomatiques avec l'Irak », M. Jacques Rouseau, porte-parole du RECOURS, souhaite, en outre, que « le Front national mesure le réel danger représenté par la démarche hégémonique du dictateur irakien, à propos duquel les gestes de complaisance manifestés par M. Jean-Marie Le Pen ont choqué la plupart des rapatriés ».

M. Jacques Godfrain, député (RPR) de l'Aveyron, a suggéré, lundi, de retenir les militaires irakiens qui suivent une instruction en France, afin d'établir « des rapports de force équilibrés » avec l'Irak (1), tandis que le quotidien d'extrême droite *Présent* (daté 20-21 août) reproche aux commentateurs d'exprimer leur « souffrance (...) à l'idée que nos ressortissants [sont] retenus en otages, mais sans évoquer le fait que l'embargo-blocus décrété par les Etats-Unis [va] affamer des milliers de petits enfants irakiens ».

Rares sont ceux qui croient à une « issue pacifique ». Evoquant, le 19 août, en Saône-et-Loire, les crises précédentes, M. Pierre Joxe était de ceux-là. Mardi, le bureau politique du PCF a demandé au gouvernement de ne « pas céder aux pressions des bouffeurs », et de ne pas « s'aligner sur la dangereuse politique d'escalade des Etats-Unis ».

(1) Une soixantaine d'officiers et sous-officiers irakiens, répartis dans plusieurs bases militaires (avions et hélicoptères), se trouvaient en France au début du conflit.

RFI diffuse les messages des familles aux otages français. - Radio France Internationale a décidé de mettre son antenne « à la disposition » des familles de personnes retenues dans le Golfe et de mettre en place un service de messagerie. Trois lignes téléphoniques gratuites seront donc ouvertes dès

mercredi 22 août de 9 heures à 19 heures au numéro 05-419-419 afin que les familles puissent transmettre à la station des messages courts à l'intention des otages. Ces messages seront lus chaque jour sur le service mondial de RFI à 5 h 11, 6 h 11 et 18 h 04, heure française.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

ÉGLISE
ET
HISTOIRE
DE
L'ÉGLISE
EN AFRIQUE



L'avenir des jeunes Eglises

294 F 424 pages

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

Tout les données linguistiques et les règles d'édition pour les professionnels des médias et des échanges internationaux

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT

Christiane TRICOT

correspondante au sein du Comité de l'Association of Science Editors (CASE)

280 F chez l'éditeur 320 F par correspondance et franc de port

à l'ordre des Éditions François-Robert

COFORMA et Éditions François-Robert

18, rue Théodore-Decq, 75015 PARIS

Téléphone : 40-80-05-01 Télécopie : 45-87-23-41

سكزا من زلزل

AFRIQUE

LIBÉRIA

« Il n'y a aucun plan de paix » déclare Charles Taylor

« Je n'ai aucune raison de me rendre à Banjul. Il n'y a aucun plan de paix pour le Libéria. Tout ce qui est fait actuellement vise à me contraindre à me rendre. En quelques phrases, l'histoire du 20 août au soir devant un groupe de journalistes dans la basilique de Monrovia, le chef des rebelles libériens, Charles Taylor, a réduit à néant les vagues espoirs d'une solution négociée et les efforts diplomatiques du président gambien Dawouda Javane.

Celui-ci souhaitait organiser une « conférence de la paix » pour mettre un terme à la guerre civile qui ravage le pays depuis maintenant sept mois. La volte-face du dirigeant du Front national patriotique du Libéria (NPFL), camoufflet humiliant pour la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), devrait permettre au chef rebelle de gagner une nouvelle fois du temps et de marquer peut-être quelques points

sur le terrain militaire. Les points ne sont pourtant pas totalement rompus avec la CEDEAO puisque une délégation du NPFL, forte de quatre personnes, a été envoyée à Banjul, où elle est arrivée dans la nuit de lundi à mardi. Autre volte-face imprévue : l'alliance conclue, à Monrovia, entre les forces de Prince Johnson - le rebelle dissident - et celles du président Samuel Doe. Un cessez-le-feu aurait été décidé samedi 18 août entre les deux parties, et « scellé » par une grande tournée de pillages en commun dans les rues de la capitale.

Chacun des trois belligérants vient donc de changer soudainement son fusil d'épaule. Le bruit des armes ne s'est pas éteint pour autant. Tandis que les massacres de civils se poursuivent, on apprend la mort d'un missionnaire américain, Clark Alan Jacobsen, victime, apparemment, des soldats gouvernementaux. - (AFP, Reuters, UPI, AP.)

AFRIQUE DU SUD : près de quatre cents morts en dix jours

Les violences s'étendent autour de Johannesburg

Les combats entre partisans du Congrès national africain (ANC) et militants du mouvement zoulou Inkatha ont fait tâche d'huile, lundi 20 août, et gagné une demi-douzaine de cités noires autour de Johannesburg, notamment celle de KwaThema. Après avoir rencontré, jeudi dernier, M. Nelson Mandela, le vice-président de l'ANC, M. Frederik De Klerk, le vice-président sud-africain, devait recevoir, mardi, M. Mangosuthu Buthezi, le chef de l'Inkatha.

Le bilan très provisoire de cette flambée de violence sans équivalent dans l'histoire contemporaine de l'Afrique du Sud s'élevait, lundi après-midi, à au moins 381 morts depuis le 13 août, dont 117 pour l'immense cité de Soweto, où la police, qui avait parlé d'un week-end « calme », continuait pourtant de retrouver des cadavres.

Dans le même temps, l'ANC, soumis à de multiples pressions pour que

M. Mandela accepte enfin de rencontrer M. Buthezi, continuait à faire la sourde oreille. « Il serait erroné de renvoyer M. Buthezi dans les circonstances présentes », a ainsi déclaré le Congrès de la jeunesse sud-africaine (SAYCO), qui a de nouveau accusé l'Inkatha d'avoir recouru « à la terreur et l'intimidation pour obtenir une ren-contre ».

M. Mandela n'a toujours pas réagi aux appels qui lui ont été lancés pour qu'il cesse d'éviter le chef Buthezi. Mais le communiqué du SAYCO, qui représente les jeunes militants ultraradicaires des cités noires, indique clairement qu'une rencontre entre les deux hommes était exclue pour l'instant. L'épouse du vice-président de l'ANC, Winnie, avait affirmé, dimanche, à Soweto, que l'ANC pourrait être contraint de revenir sur la suspension de la « lutte armée » décidée le 6 août si le carnage ne cessait pas. De son côté, le chef d'état-

major de la branche armée de l'ANC, M. Chris Hani, a affirmé, lundi, que cette vague de violence était le résultat d'une tentative de déstabilisation. « J'ai vu des situations similaires en Angola et au Mozambique », a-t-il dit, faisant allusion aux guérillas de l'UNITA et de la RENAMO.

Les Etats-Unis, par la voix du porte-parole du département d'Etat, se sont dits « très préoccupés » par la continuation des violences et « par le fait que la police ait dû demander l'aide de l'armée ». Dans une déclaration rendue publique, lundi, les Douze ont invité les autorités sud-africaines à « faire tout leur possible pour mettre fin de manière impartiale » à ce « bain de sang inutile ». Ils ont appelé les parties au conflit à le régler par le dialogue pour réaliser la « réconciliation nationale ». - (AFP, Reuters.)

EUROPE

BULGARIE

Importante manifestation contre le parti au pouvoir

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté, lundi 20 août à Sofia, contre le Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir et pour dissuader un jeune opposant, Plamen Stantchev, qui menaçait de s'immoler par le feu.

Plamen Stantchev, dix-neuf ans, a annoncé la semaine dernière qu'il se donnerait la mort lundi soir si les autorités ne démontraient pas l'hoirie rouge du toit de la maison du parti. A la suite de contacts entre des représentants du PSB et de mouvements indépendants, il aurait accepté de reporter son geste de vingt-quatre heures.

La manifestation s'est déroulée à l'appel du Mouvement de la vérité, issu de la Cité de la vérité, le village de contestataires qui, installés dans des tentes, ont occupé le centre de Sofia en juillet. - (AFP.)

KENYA

Service religieux mouvementé à la mémoire de l'évêque Alexander Muge

NAIROBI
correspondance

Près d'un millier de personnes ont assisté, lundi 20 août, au service religieux célébré à la mémoire de l'évêque Alexander Muge, tué dans un accident de la route la semaine dernière (le Monde du 20 août). Le nom du président Daniel Arap Moi a été hué par la foule lorsqu'on a fait mention du message de condoléances présidentiel, tandis que la démission du ministre du travail, M. Peter Okondo, qui avait menacé de mort l'évêque disparu, était saluée par des cris de joie. Les fidèles massés autour de la cathédrale ont applaudi à plusieurs reprises le sermon du révérend Okullu lorsqu'il a dénoncé « la dictature du parti unique ».

La cérémonie s'est achevée en

manifestation, la foule chantant, dansant et criant des slogans hostiles au président kenyan. « Nous voulons le changement ! », expliquait un jeune chômeur, tandis qu'un autre hurlait : « Allez, la presse, faites votre travail ! Nous n'avons plus peur ! » Les manifestants - des jeunes pour la plupart - ont notamment réclamé la libération des prisonniers politiques. Marchant en cadence sur le rythme des chants swahilis, ils ont repris en chœur une version africaine de « We shall overcome », la chanson des partisans du pasteur américain Martin Luther King, avant de se disperser devant l'hôpital, gardé par une escouade anti-émeutes. L'enterrement de l'évêque anglican est prévu pour mercredi prochain, à Eldoret, dans l'ouest du pays. J. H.

EN BREF

ALBANIE : visite d'une délégation américaine. - Une délégation de la commission du Congrès américain pour la sécurité et la coopération en Europe est arrivée dimanche 19 août en Albanie, ce qui confirme les efforts de Tirana pour sortir de son isolement international. - (AFP.)

COLOMBIE : Un million de dollars offerts pour la capture de Pablo Escobar. - La Colombie offre près d'un million de dollars pour toute information qui permettra la capture de Pablo Escobar, le chef du cartel de Medellín. Des soldats distribuent depuis dimanche 19 août à Medellín des tracts promettant 500 millions de pesos (960 000 dollars), soit plus du double de la récompense offerte jusqu'ici, pour des informations sur le « baron » de la drogue le plus recherché du pays. - (REUTERS.)

MOZAMBIQUE : adoption du multipartisme. - Après que le comité central du Front de libération du Mozambique (FRELIMO),

le parti unique au pouvoir, ait adopté, mercredi 15 août, une résolution en faveur de l'adoption du multipartisme, le président Joaquim Chissano vient de demander qu'une commission consultative étudie la révision de la Constitution, sans se « laisser arrêter par le doute et l'hésitation ». - (AFP.)

PEROU : quatre morts dans des attaques du Sentier lumineux à Lima. - Au moins quatre personnes ont été tuées lundi 20 août dans des attaques de la guérilla maoïste du Sentier lumineux à Lima, a annoncé la police péruvienne. Le Sentier lumineux, rappelle-t-on, a appelé la population de Lima à une « grève armée » mardi afin de protester contre les récentes mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la crise économique. - (AFP.)

URSS : regain de tension dans la Caucase. - Au moins cinq personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées dans des accrochages qui se sont produits dimanche 19 août à la frontière

entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, selon la presse soviétique. - (AFP.)

Le refus du service militaire. - Moins de 8 % des jeunes Arméniens ont répondu à l'appel pour le service militaire obligatoire dans l'armée soviétique au printemps dernier. 28 % en Géorgie et à peine plus de 40 % en Lituanie et Estonie, a révélé le ministre de la défense d'URSS, le maréchal Dmitri Lazov, dimanche 19 août, dans la Krasnaia Zvezda. - (AFP.)

Création de la République de Gagaouzie. - Les élus de la minorité de souche bulgare-turque de Moldavie, les Gagaouzes (150 000 personnes, soit 3,5 % de la population de la République soviétique de Moldavie), ont annoncé dimanche 19 août la création de la République de Gagaouzie, accusant le Parlement moldave de ne pas avoir respecté leur droit à l'autonomie. Ils ont fixé les premières élections au Parlement gagaouze au 28 octobre. - (Reuters, AFP.)

Début de la quatrième conférence d'examen du traité de non-prolifération nucléaire. - La quatrième conférence d'examen du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), dont l'objectif est d'éviter que de nouveaux pays se dotent de l'arme nucléaire, s'est ouverte lundi 20 août à Genève. L'ambassadeur du Pérou auprès des Nations unies à Genève, M. Oswaldo de Rivero, a été élu président de cette conférence, qui doit se poursuivre jusqu'au 14 septembre. Entré en vigueur en 1970, ce traité vient à échéance en 1995. L'un des principaux débats de la conférence portera sur l'opportunité de le reconduire en 1995 pour une durée déterminée ou indéterminée. Pour la première fois, la France et la Chine participent en tant qu'observateurs à la conférence d'examen, prévue tous les cinq ans. - (AFP.)

Plus de prix, de crédits, de reprises.

Le mois en plus chez Renault.

Tout le monde en parle.

Crédit au TEG de 10,6 % sur 12 mois avec un apport minimum de 20 % sur tous les VP neufs. Exemple : pour un montant financé de 10 000 F soit 12 échéances de 881,95 F. Coût total à crédit 10 583,40 F. Crédit au TEG de 12,9 % sur 24 mois, 14,6 %

CREDIT 10,6 % SUR 12 MOIS
sur 36 mois, 15,6 % sur 48 mois sur les véhicules neufs. Offre valable jusqu'au 31/08/90. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DfAC SA au capital de F 321 490 700 27/33 Quai Le Gallo 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 702.002 221.

Pour tout achat d'un véhicule marqué d'un point bleu, Renault reprend votre véhicule Argus + 5000 F, si vous le possédez depuis au moins six mois, aux conditions générales Argus, diminuées des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard. Cette offre, valable jusqu'au 31/08/90, est réservée aux particuliers et concerne les véhicules neufs. ET TOUTE UNE GAMME DE FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS

En août chez tous les concessionnaires

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire en date du 20 février 1990, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION A L'HYGIÈNE DES ANIMAUX ET DENRÉES ANIMALES, à l'USURPATION D'APPELLATION D'ORIGINE, TROMPERIE SUR LA NATURE, LA QUALITÉ, L'ORIGINE OU LA QUANTITÉ D'UNE MARCHANDISE, PUBLICITÉ MENSONGÈRE OU DE NATURE À INDUIRE EN ERREUR.

Pour avoir, à Paris le 21 février 1989 :

- contrevenu aux dispositions réglementaires relatives aux conditions d'hygiène applicables soit aux animaux ou aux denrées d'origine animale, soit aux établissements et à leur matériel en se tenant pas les locaux et les matériels de son restaurant en parfait état d'hygiène et de propreté, en détenant des plats cuisinés et des saucisses à température ambiante, en contournant de manière illicite des denrées animales ou d'origine animale, en détenant des escargots dont la date limite de consommation était dépassée de 14 jours et un parfait de foie gras dont la date limite de consommation était dépassée de 31 jours ;

- vendu, mis en vente ou en circulation des produits naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine qu'il savait inexacte, en l'espèce du fromage « crottin de champagne » sous l'appellation inexacte de « crottin de chavignol » ;

- tenté de tromper le consommateur sur la nature, l'origine, les qualités substantielles et la composition de la marchandise vendue, en servant dans son restaurant sous la dénomination fautive de « foie gras » du « parfait de foie gras » et de « crottin de chavignol » du « crottin de champagne » ;

- effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur la nature, l'origine, les qualités substantielles et la composition des mets servis dans son restaurant, en portant sur la carte : « foie gras », alors qu'il s'agissait de « parfait de foie gras » et « crottin de chavignol », alors qu'il s'agissait de « crottin de champagne » ;

- à la peine de 8 MOIS d'emprisonnement avec sursis pour le délit, à une amende de 30 000 F pour le délit et à 4 amendes de 2 500 F pour chacune des contraventions.

- M. BARROUX Bernard, Abraham, né le 1^{er} juin 1941 à 99 BIZERTE (Tunis), géant et demeurant à PARIS (17), 41, rue Saint-Denis.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans les journaux *le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa requête. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 19 avril 1989, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour :

INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ DANS LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS.

- à la peine de 5 000 F d'amende.

- M. RIMBAUD José, né le 1^{er} avril 1947 à FORT-DE-FRANCE (97), géant et demeurant à MARS-LE-ROI (78), 7, square Saint-Germain-les-Grandes-Terraces.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République, sur sa requête. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 27 février 1990, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour :

INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ DANS LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS.

- à la peine de 5 000 F d'amende.

- M. FRADEL, épouse TATOPoulos, née le 26 décembre 1949 à BLAYE (33).

- à 2^e condamné à la peine de 8 MOIS d'emprisonnement avec sursis.

Pour : FRAUDE FISCALE couvrant 1984 et 1985.

Le tribunal a ordonné la publication par extraits dans *le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République, sur sa requête. LE GREFFIER.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement (contradictoire article 411 du C.P.P.) rendu le 7 février 1990, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ DANS LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS.

Pour avoir, à Paris, le 21 septembre 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du travail en plaçant un salarié sur un échafaudage dont le plancher n'était pas conforme aux règles de sécurité et alors que ce même salarié se trouvait dépourvu de toute protection individuelle ou collective.

- à la peine de 5 000 F d'amende.

- M. FAUVIN Viviane, Marcelle, Marie, née le 2 juin 1945 à PARIS (14), 14, rue de la République, et demeurant à PARIS (12), 34, boulevard de Picpus.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais de la condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa requête. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOBIGNY.

Par jugement en date du 23 janvier 1990, la 15^e chambre du tribunal de grande instance de BOBIGNY a condamné :

- GENON Robert, né le 27 août 1931 à BOLOGNE (52), employé et demeurant à TRELAZE (49), La Garenne, chemin des Verrières.

- à la peine de 15 MOIS d'emprisonnement avec sursis, avec mise à l'épreuve pendant 3 ANS ; impose au condamné, en dehors des mesures d'assistance et de surveillance réglementaires, l'obligation particulière de travailler pour dédommager la partie civile ; ordonne la publication de ce jugement par extrait aux frais du condamné dans *le Journal officiel* et *le Monde*, sans que le coût de chaque insertion excède 10 000 F ; ordonne l'affichage de ce jugement par extrait sur les panneaux d'affichage officiels de la mairie de son domicile pendant 3 MOIS.

Pour : soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration, fraude fiscale, omission de passation d'écritures dans un livre comptable.

Pour extrait conforme : LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire en date du 28 mars 1990, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour :

INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ DANS LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS.

- à la peine de 5 000 F d'amende.

- M. MORAT Christian, Louis, Émile, né le 20 mai 1946 à PARIS, chef de secteur et demeurant à VILLE-NEUVE-SAINT-GEORGES (94), 14, sente de Vigneux.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République, sur sa requête. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 27 février 1990, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour :

INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ DANS LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS.

- à la peine de 5 000 F d'amende.

- M. MORAT Christian, Louis, Émile, né le 20 mai 1946 à PARIS, chef de secteur et demeurant à VILLE-NEUVE-SAINT-GEORGES (94), 14, sente de Vigneux.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République, sur sa requête. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 27 février 1990, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour :

INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ DANS LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS.

- à la peine de 5 000 F d'amende.

- M. MORAT Christian, Louis, Émile, né le 20 mai 1946 à PARIS, chef de secteur et demeurant à VILLE-NEUVE-SAINT-GEORGES (94), 14, sente de Vigneux.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République, sur sa requête. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 27 février 1990, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour :

INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ DANS LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS.

- à la peine de 5 000 F d'amende.

- M. MORAT Christian, Louis, Émile, né le 20 mai 1946 à PARIS, chef de secteur et demeurant à VILLE-NEUVE-SAINT-GEORGES (94), 14, sente de Vigneux.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République, sur sa requête. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 5 février 1990, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION A L'HYGIÈNE DES ANIMAUX ET DENRÉES ANIMALES - DÉTENTION DE DENRÉES ALIMENTAIRES CORROMPUES OU TOXIQUES - (Contravention couverte).

Pour avoir, à Paris, le 19 avril 1989 :

- contrevenu aux dispositions de l'arrêté du 26 septembre 1980, relatif aux conditions d'hygiène dans les restaurants ainsi qu'à celles de l'arrêté du 26 juin 1974 relatif à la congélation des denrées ;

- détenu dans une chambre froide un saucisson, 8 kilos de viande qu'il avait corrompus ;

- à la peine de 3 MOIS d'emprisonnement avec sursis et une amende de 10 000 F pour le délit et à deux amendes de 2 500 F chacune pour les contraventions couvées.

- M. DERNIAUX Mohamed, né le 27 décembre 1927 à ANNABA (Algérie), propriétaire exploitant d'un restaurant et demeurant à PARIS (69), 168, bd Saint-Germain.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Journal le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa requête. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOBIGNY.

Par jugement en date du 23 janvier 1990, la 15^e chambre du tribunal de grande instance de BOBIGNY a condamné :

- M. MOUTURAT Jacques, né le 30 mai 1943 à PARIS (19), brocanteur et demeurant à LIGNY-LE-CHATEL (89), 6, rue Maison-Dieu.

- à la peine de 15 MOIS d'emprisonnement avec sursis, avec mise à l'épreuve pendant 3 ANS ; ordonne l'affichage de ce jugement par extrait sur les panneaux d'affichage officiels de la mairie de son domicile pendant 3 MOIS ; ordonne la publication de ce jugement par extrait aux frais du condamné dans *le Journal officiel* et *le Monde*, sans que le coût de chaque insertion excède 10 000 F.

Pour : soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration, fraude fiscale, omission de passation d'écritures dans un livre comptable.

Pour extrait conforme : LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par arrêt de la 15^e Chambre de la cour d'appel de Paris du 7 juillet 1989 (pourvoi rejeté le 15 février 1990) :

- M. OK Camille, né le 19 janvier 1935 à Istanbul, demeurant 58, rue de la Roquette à Paris (11^e) ;

- M. GIMENEZ André, né le 20 juin 1931 à TUNIS (Algérie), demeurant à Saint-Germain, avenue du Maréchal, Marseille (9^e), ont été condamnés chacun à deux ans de prison avec sursis et 20 000 F d'amende pour vente ou mise en vente de produits portant marque contrefaite.

La cour a, en outre, ordonné aux frais des condamnés la publication de cet arrêt, par extrait, dans *le Monde* et *le Progrès*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa requête.

Pour LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE.

Audience publique du tribunal correctionnel de NANTERRE (14^e chambre) du 28 février 1990 :

- M. POCIANI Roberto, né le 19 mars 1931 à PRATO (Italie), demeurant à CLAMART (92), 11, 14, rue des Bègues.

- à 2^e condamné à HUIT ANS d'emprisonnement avec sursis pour : FRAUDE FISCALE.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa requête. LE GREFFIER.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 7 février 1990, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour TROMPERIE SUR LA NATURE, LA QUALITÉ, L'ORIGINE DE LA MARCHANDISE VENDUE.

Pour avoir, à Paris, le 26 janvier 1989, tenté de tromper le consommateur sur la nature, l'origine et les qualités substantielles de la chose, en tant que propriétaire exploitant du commerce « LE BARON ROUGE » et en proposant à la vente six cent 600 litres de vin qualifié « rouge de l'Ardeche », environ 100 litres de vin qualifié « blanc de l'Ardeche », 50 litres de vin qualifié « bordeaux supérieur », environ 200 litres de vin qualifié « vin de pays de l'Ardeche », alors qu'il s'agissait d'une fausse indication de provenance ou d'une appellation d'origine inexacte.

- à la peine de 20 000 F d'amende.

- M. PAGET Lucien, Jacques, né le 11 juin 1943 à VILLEJUIF (94), commerçant, et demeurant à PARIS (11^e), 6, cité Industrielle.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa requête. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 14 mars 1990, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour :

INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ DANS LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS.

- à la peine de 5 000 F d'amende.

- M. ALLEAUME Hubert, Richard, né le 12 février 1951 à PARIS (16^e), entrepreneur et demeurant à PARIS (17^e), 30, boulevard Pasteur.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa requête. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 11^e chambre de la cour d'appel de Paris du 15 janvier 1990 :

- M. PASIC Milorad, né le 12 mars 1940 à MILOSEVAC (Yougoslavie), demeurant à PARIS (19^e), 43, avenue Jean-Jaures.

- à 2^e condamné à 8 MOIS d'emprisonnement et 20 000 F d'amende.

- Pour emploi de trois étrangers non munis de titre les autorisant à exercer une activité salariée en France - exercice d'une profession commerciale malgré interdiction, travail clandestin.

La cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur général sur sa requête.

PLE GREFFIER EN CHEF.

POLITIQUE

Un arrêt du Conseil d'Etat

Les contribuables pourront demander réparation des fautes « simples » commises par le fisc

M. Yvon Bourgeois, modeste

retraité de Pessac (Gironde), vient de remporter sur les services du fisc une des victoires

discrettes, qui valent à leur bénéficiaire, outre la satisfaction de voir triompher leur cause, celle d'entrer dans les annales du droit public. L'arrêt *Bourgeois* fera date parce qu'il établit, au rebours de la jurisprudence antérieure, la responsabilité de l'administration fiscale en cas de faute commise dans l'établissement ou le recouvrement de l'impôt, même si cette faute n'est pas considérée comme « lourde », mais comme « simple ».

M. Bourgeois, un retraité de la marine marchande qui exerce, en outre, une activité salariée de délégué d'une association de parents d'aveugles, avait déclaré la somme de 35 663 francs au titre de ses revenus pour 1979, mais une erreur de saisie informatique avait conduit les services du fisc à lui attribuer un gain de 315 663 francs. M. Bourgeois avait choisi de payer son impôt mensuellement, par prélèvement automatique sur son compte d'épargne, ce n'est, pourtant, qu'en janvier 1981 - en raison d'une série d'anomalies dans la procédure de recouvrement - qu'il fut alerté. Les services fiscaux tentèrent, en effet, de prélever sur son compte, sur la base de l'évaluation erronée de son impôt de 1979, une somme supérieure à son revenu mensuel et équivalant à vingt fois l'acompte légal.

Les démarches de M. Bourgeois se heurtèrent, d'abord, à l'impossibilité de l'administration fiscale, qui paraissait incapable d'admettre son erreur.

Au bout d'un mois, toutefois, après multiplication de lettres et d'appels téléphoniques, le directeur départemental des services fiscaux de la Gironde consentit à M. Bourgeois un dégrèvement au titre de l'année 1979, représentant la différence entre l'évaluation fautive et la somme normalement due, et le trésorier principal lui remboursa le trop perçu de janvier 1981. Le contribuable décida, alors, de ne pas se contenter de cette réparation tardive et bureaucratiquement obtenue : il saisit le tribunal d'une demande de dommages et intérêts.

N'obtenant pas de réponse, M. Bourgeois s'adressa au tribunal administratif de Bordeaux, lequel rejeta sa demande, le 17 juin 1982, au motif qu'aucune faute « lourde » n'avait été commise.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS. CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 14 mars 1990, la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour :

INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ DANS LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS.

- à la peine de 5 000 F d'amende.

- M. ALLEAUME Hubert, Richard, né le 12 février 1951 à PARIS (16^e), entrepreneur et demeurant à PARIS (17^e), 30, boulevard Pasteur.

Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa requête. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 11^e chambre de la cour d'appel de Paris du 15 janvier 1990 :

- M. PASIC Milorad, né le 12 mars 1940 à MILOSEVAC (Yougoslavie), demeurant à PARIS (19^e), 43, avenue Jean-Jaures.

- à 2^e condamné à 8 MOIS d'emprisonnement et 20 000 F d'amende.

- Pour emploi de trois étrangers non munis de titre les autorisant à exercer une activité salariée en France - exercice d'une profession commerciale malgré interdiction, travail clandestin.

La cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt par extrait dans *le Monde*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur général sur sa requête.

PLE GREFFIER EN CHEF.

ne pouvait être reprochée aux services fiscaux. Obstiné, le marin à la retraite s'est tourné vers le Conseil d'Etat, qui, le 27 juillet dernier, suivant les conclusions du commissaire du gouvernement, M. Noël Chahid-Nourai, a fait droit à sa requête.

M. Bourgeois, qui demandait une somme de 1 000 francs, en compensation du préjudice subi, et 51 francs pour les intérêts dont il avait été privé, obtint une indemnité de 500 francs seulement - le Conseil d'Etat lui reprochant d'avoir tardé dans ses démarches - plus les intérêts.

Appréciation rigoureuse du préjudice

Ce n'est pas, bien sûr, par le montant de l'indemnité que l'arrêt *Bourgeois* se signale à l'attention des juristes et... des contribuables. L'innovation réside dans le fait que, pour la première fois, l'Etat est considéré comme responsable vis-à-vis d'un particulier en raison d'une faute de ses services fiscaux d'entretenir pas dans la catégorie juridique des fautes « lourdes ». Seule la faute « lourde » engage la responsabilité de l'Etat lorsqu'elle concerne une opération présentant une difficulté particulière, par exemple l'appréciation

de la situation d'un contribuable au regard de telle ou telle disposition fiscale. Or, le Conseil d'Etat a jugé que les opérations informatiques d'établissement et de recouvrement de l'impôt sur le revenu ne comportent pas de difficulté spécifique et que, dans ce cas, une faute « simple » peut donner droit à réparation.

La section du contentieux a suivi M. Chahid-Nourai lorsque celui-ci, dans ses conclusions, faisait valoir qu'il n'est pas sain qu'une administration tout entière puisse se sentir couverte par une quasi impunité, résidant d'un régime très protecteur de mise en cause de sa responsabilité. Voilà, donc, l'administration fiscale, dans la même enseigne des impôts logés à la même enseigne que d'autres, ou que n'importe quelle personne physique ou morale dont les comportements sont susceptibles de porter préjudice à une autre. Le juge administratif n'en sera pas moins rigoureux - bien au contraire - dans l'appréciation de ce préjudice, ce qui devrait dissuader les contribuables mécontents ou vindicatifs de se lancer inconsidérément dans le contentieux.

PATRICK JARREAU

DÉFENSE

Un quart des recrues étrangères originaires d'Europe centrale

Vent d'Est sur la Légion

Depuis le début de l'année, la Légion étrangère voit arriver en nombre croissant des candidats venus des pays de l'Est. Ils atteignent désormais le quart des recrues étrangères, qui représentent 65 % de l'effectif total de la Légion. L'état-major les juge mieux préparés à la vie de groupe et plus débrouillards que les Européens de l'Ouest.

AUBAGNE

de notre envoyé spécial

ils visaient l'Ouest, ils ont atteint la Légion. Ils s'expliquent par des : « Je veux servir la France », ou : « Ma motivation principale est de devenir un bon légionnaire », et même leurs officiers ne les croient pas. L'incertitude ne transparaît qu'au détour d'un sourire : « Je n'ai connu que deux heures de liberté en France », lan Wodnicki, un Polonais de vingt et un ans, arbore fièrement un passant rouge à l'épaule gauche, signifiant son admission aux quatre mois d'entraînement à Castelnau (Aude). Il a abouti à Aubagne (Bouches-du-Rhône) après d'infructueuses pérégrinations dans les camps de réfugiés en Allemagne et il n'avait pas d'autre issue si je voulais faire mes preuves », admet-il.

Ion-Bogdan Biradeanu, vingt-deux ans, a fui Bucarest le 17 juillet, car la révolution à laquelle il a participé n

ENVIRONNEMENT

Un rapport accablant et une opération de commando

Greenpeace se mobilise contre la pollution chimique du Rhône

Des militants écologistes de l'organisation Greenpeace-France ont fait irruption, lundi 20 août, dans l'usine Rhône-Poulenc de Péage-de-Roussillon (Isère) pour fermer la vanne d'un canal utilisé pour rejeter des déchets dans le Rhône. Des prélèvements et des analyses auraient fait apparaître des rejets abusifs de cyanure et de phénol, venant de cette usine. La direction de l'usine Rhône-Poulenc de Péage-de-Roussillon le dément formellement et assure au contraire que ses rejets sont « inférieurs aux normes autorisées ». Cette action de Greenpeace fait suite à la publication récente d'un rapport désignant le Rhône comme l'un des principaux responsables de la pollution de la Méditerranée.

« Le Rhône s'impose, et de loin, comme le plus pollué des cours d'eau méditerranéens », telle est la conclusion d'un document de Greenpeace-France (1). Cette étude, illustrée de nombreuses cartes et tableaux chiffrés, ne s'appuie que sur des données collectées dans des publications d'organismes officiels, comme l'Agence

de bassin Rhône-Méditerranée-Corse, la Direction régionale de l'Industrie, le ministère de l'Environnement, celui de la Santé, la Direction des affaires sociales et le Commissariat à l'énergie atomique. De la frontière suisse à l'embouchure, dix secteurs sont successivement examinés. Et, pour chacun, l'étude envisage tous les supports possibles de la pollution : les sédiments, les mousses, les poissons et l'eau.

Le tableau est extrêmement sévère. Les polluants détectés dans le Rhône sont nombreux et ils atteignent souvent des niveaux considérés comme toxiques. Ainsi trouve-t-on dans les sédiments des métaux lourds comme le cadmium et le plomb, des pesticides et des composés organiques de synthèse, comme le PCB, provenant de transformateurs et de condensateurs électriques.

Certaines mousses aquatiques, comme les bryophytes, contenant en quantité excessive du plomb, du cadmium, du chrome, des PCB et même du DDT dont l'utilisation est pourtant proscrite depuis des années. Comme ils en découlent aussi dans les sédiments et la chair des poissons, les rédacteurs se demandent si de tels produits toxiques ne servent pas encore employés en fraude. L'eau elle-même charrie du mercure et du cuivre en quantité alarmante. La chair de poissons, tels que le

chevesne très répandu dans le Rhône, révèle des traces de mercure, de DDT et des PCB.

Alors qu'on pouvait croire certaines zones encore préservées, il apparaît au contraire que le Rhône est contaminé sur la plus grande partie de son trajet. Tous les polluants qu'il transporte finissent en mer. Certains sont alors progressivement intégrés dans la chaîne alimentaire des organismes marins.

Cinquante usines « à risques majeurs »

Le Rhône est donc devenu l'un des principaux responsables de la dégradation de la Méditerranée. Exemple : les sports organiques évoqués dans ce rapport de Greenpeace-France (430 000 tonnes en 1980) sont supérieurs, à eux seuls, aux rejets de l'ensemble du littoral français. Lorsque les débits sont au niveau minimum, le fleuve déverse quotidiennement en mer 2 tonnes de cuivre, 2 tonnes d'arsenic et 600 kilos de PCB.

Premier fleuve français par son débit et l'étendue de son bassin, le Rhône est aussi l'un des premiers d'Europe pour la densité de l'équipement industriel qui le borde. Sur ses rives, on ne compte pas moins d'une cinquantaine d'établissements dits « à risque majeur », seize barrages hydroélec-

triques, autant de centrales nucléaires et plusieurs autres usines atomiques. Parmi ces pollueurs potentiels, le document de Greenpeace en identifie une dizaine, présentés comme les plus dangereux, comme Rhône-Poulenc, Ciba-Geigy, la Cellulose du Rhône et le CEA.

Toutes ces sociétés sont tenues de respecter des normes de rejet et paient des redevances en cas d'infraction. Mais les observateurs de Greenpeace notent que, dans la région Rhône-Alpes, les inspecteurs chargés des contrôles ne sont que soixante-dix. Or ils doivent surveiller quinze mille installations classées, enregistrer deux cents nouvelles demandes chaque année et instruire cent cinquante plaintes annuelles. Conclusion du document : « Il est temps de donner à des hydrobiologistes et à des écotoxicologues indépendants la possibilité d'intervenir conjointement pour que les rejets industriels soient effectivement contrôlés. »

MARC AMBROISE-RENDU

(1) La pollution du Rhône, projet mer Méditerranée, août 1990, 60 pages. Greenpeace-France, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.

RELIGIONS

Les quarante ans de la Mission évangélique des gens du voyage

Une foi à soulever les Tziganes

La base aérienne militaire de Clastres (Aisne) a été pacifiquement occupée, du mercredi 15 au dimanche 19 août, par trente-cinq mille gitanes, venus de plusieurs pays d'Europe célébrer le quarantième anniversaire de la naissance de leur Eglise, la Mission évangélique, rattachée à la Fédération protestante de France. Avec, en point d'orgue, cent vingt baptêmes, dans la plus pure tradition tzigane.

CLASTRES (Aisne)

de notre envoyé spécial

Juchés sur la plate-forme d'une remorque de 38 tonnes, des violons, des guitares et des harpes, survoltés, laissent échapper leur lancinante complainte dans l'atmosphère étouffante du chapiteau. Devant des milliers de gitanes venues des quatre coins d'Europe communier sous cette « cathédrale de toile », sont dressées deux grandes piscines de plastique orange : Peggy, quatorze ans, s'évanouit dans sa robe de dentelle blanche. Deux prédicateurs l'entourent et la plongent sous l'eau. Les cris de l'assemblée submergent les guitares, à l'agonie. Peggy est baptisée.

Près de trente-cinq mille Tziganes, plantés sur le tamac usé de la base aérienne désaffectée de Clastres, ont participé à la convention anniversaire de la naissance de la Mission évangélique « Vie et lumière » : cinq jours de prières et de chants, de prêches enflammés et de recueillement. Cinq jours pendant lesquels les hautes qui déchirent traditionnellement la communauté tzigane avaient déserté les esprits. Les Rom avaient oublié qu'ils détestaient les Manouches. Les Gitanos (catalans et espagnols) avaient pris place près des Hyenichs (les « gitanes blondes aux yeux bleus ») et des Voyageurs.

« Pendant presque vingt siècles, les missionnaires chrétiens nous ont complètement négligées, ignorées. Ils allaient prêcher la bonne parole jusqu'au fond de la Papouasie. Ils ne nous voyaient pas, nous, qui étions à leurs portes » : il est amer, Charles Wely, surnommé « Tarzan » dans le petit monde des gens du voyage. Amer, mais fier. Agée seulement de quarante ans, la Mission évangélique tzigane, née en France et rattachée depuis 1975 à la Fédération protestante de France, est en pleine expan-

sion. Sur les trois cent mille gitanes qui arpentent les routes de France, elle revendique déjà soixante mille baptisés, ainsi que cinq cents prédicateurs (pasteurs). De même, soixante lieux de culte tziganes, fixes, sont aujourd'hui recensés.

Des prêches à l'américaine

Elle ne cesse de drainer de nouveaux « enfants de Dieu ». Une école biblique tzigane va ouvrir ses portes à Gien (Loiret), afin de former des prédicateurs. Et chaque année, comme ce week-end à Clastres, cette « armée du Seigneur » se regroupe, pacifique, mais pour le moins démonstrative, avec des prêches « à l'américaine », en langue rom, qui transportent l'assistance. Jusqu'à entraîner certains fidèles, bibles tendues vers le ciel, les yeux hagards, la voix hurlante, dans des trances difficilement soutenables.

On trouve omniprésente dans les sermons des prédicateurs une volonté de gagner en respectabilité, de faire évoluer les clichés tenaces qui collent au monde tzigane. Au point de mettre à mal le pèlerinage quasi mythique des Saintes-Maries-de-la-Mer, en Camargue. « Les Saintes-Maries, c'est du folklore. Ici, vous ne trouverez pas de bouviers, pas de bagarres », dit un responsable de la Mission protestante. Ajoutant : « Un Tzigane converti ne boit pas, ne ment pas, ne vole pas. »

Pourtant, dans les communes limitrophes du terrain d'aviation de Clastres, l'armée des caravanes tziganes n'avait pas été accueillie sans réticences. Les quatre maires avaient eu la main forcée « par Paris », avouent-ils aujourd'hui, pour accepter la manifestation. En définitive pourtant, les seuls faits objectivement reprochés aux visiteurs furent quelques « rodéos automobiles ». Ce qui n'empêcha pas quelques bonnes âmes de faire remarquer que « si cinq mille gitanes étaient en prières sous le chapiteau, les trente mille autres devaient bien être occupées à autre chose ! »

OLIVIER LUCAZEAU

PARIS

Nouvelles interdictions de stationner à partir du 11 septembre

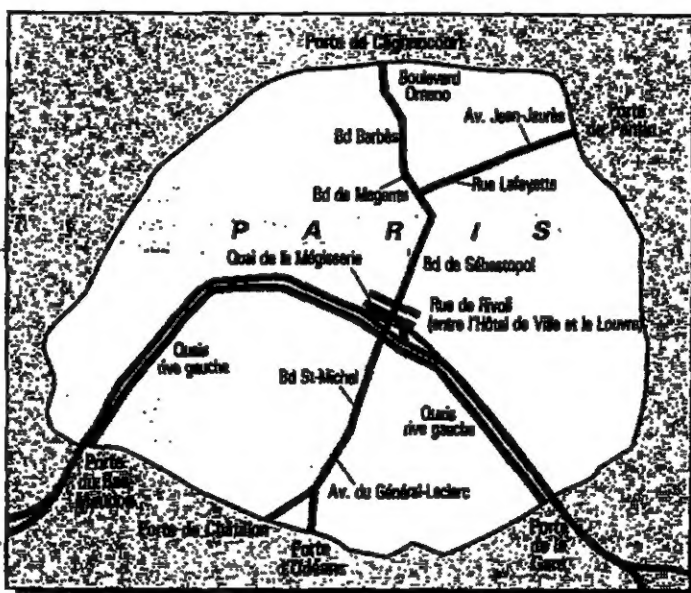
27 kilomètres d'« axes rouges » dans la capitale

« Défense de stationner : permis de mieux rouler », « Paris veut rouler, on va tous l'aider » : tels sont les principaux slogans d'une campagne d'information qui vient de lancer la Mairie de Paris pour faciliter la circulation dans la capitale. En effet, dès le 11 septembre, un réseau de 27 kilomètres d'« axes rouges » va être mis en place, interdisant le stationnement sur les itinéraires les plus fréquentés, de la porte d'Orléans à la porte de Pantin (axe nord-sud), d'une part ; de la porte de la Gare (13^e arrondissement) au Louvre (rue de Rivoli), d'autre part (axe est-ouest).

Prévu dans le plan de lutte « anti-bouchons » daté de dix ans, ce dispositif avait été annoncé par le maire de Paris en octobre 1989 et approuvé depuis par le préfet de

police. Les embouteillages dans la capitale, qui peut compter en période de pointe jusqu'à 4 millions de voitures (600 000 sont immatriculées à Paris), ont progressé de 400 % en dix ans.

M. Pierre Verbrugghe, le préfet de police, avait exprimé sa volonté de mobiliser les moyens et effectifs nécessaires pour faire respecter ces interdictions de stationnement. Il avait notamment déclaré que « l'enlèvement des véhicules en stationnement irrégulier sera sévère ». La mise en place de ces 27 kilomètres d'« axes rouges » a déjà entraîné la création, dans les voies proches, de 4 000 à 5 000 places de stationnement. Selon les services de la voirie parisienne, ce nombre sera porté à 15 000 à la fin de 1990.



Le plan des « axes rouges »

ESPACE

Après trois mois de paralysie

Les vols de la navette américaine Columbia reprendront le 1^{er} septembre

Clouée au sol depuis près de trois mois par une fuite d'hydrogène aujourd'hui réparée, la navette Columbia sera lancée le 1^{er} septembre prochain à 7 h 17 (heure française), a annoncé la NASA lundi 20 août. Elle emportera dans ses soutes l'observatoire astronomique Astro.

Cette mission constituera le premier vol de navette depuis le lancement du télescope spatial Hubble par Discovery en avril dernier. La découverte d'une fuite d'hydrogène sur Columbia avait entraîné l'annulation du tir sept heures avant la mise à feu, le 30 mai dernier.

Une panne similaire avait ensuite été détectée sur Atlantis le 29 juin, lors d'un test de remplissage. Cela avait conduit la NASA à clouer au sol ses trois navettes (Le Monde daté 1-2 juillet). L'agence américaine, déjà affectée par les grossiers erreurs de conception du télescope spatial Hubble, ne devrait pouvoir procéder qu'à trois tirs de navettes d'ici la fin de l'année au lieu des cinq programmés à l'origine.

L'équipage de Columbia, pour sa prochaine mission de septembre, sera composé de sept astronautes, dont quatre astronautes chargés de faire fonctionner un observatoire d'une valeur de 150 millions de dollars, du nom d'Astro. Celui-ci

violet et d'un télescope à rayons X. Installés sur un support qui ne quittera pas la soute de la navette, ces appareils étudieront notamment les ultraviolets émis par les étoiles et d'autres corps célestes, ainsi que les sources cosmiques des rayons X. Le programme de ce vol sera l'un des plus chargés jamais imposés aux astronautes américains. Ceux-ci travailleront par équipe vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les pilotes devront, par exemple, faire effectuer à l'engin quelque 240 changements d'attitude pour permettre à Astro d'observer toutes les cibles qui lui sont assignées.

J.-P. D.

□ Une comète visible à l'œil nu. — Déjà par Austin, moins visible que prévu au printemps dernier, cet astéroïde amateur devrait pouvoir se consoler avec une nouvelle comète, Levy 1990 C, observable — en principe — à l'œil nu sous nos latitudes depuis peu. Découverte le 20 mai dernier, cette nouvelle comète traverse les constellations du Dauphin et de l'Aigle et disparaîtra dans celle du Sagittaire, fin septembre. « Sous un ciel dégagé, elle est facilement observable, une grande partie de la nuit », affirme M. Dominique Bockelée-Morvan, de l'Observatoire de Paris-Meudon. — (AFP.)

JUSTICE

L'agitation dans les prisons

L'administration pénitentiaire répond aux détenus des Baumettes

Dans une lettre envoyée le 1^{er} août à la Chancellerie, les détenus de la prison des Baumettes à Marseille avaient exposé leurs revendications et notamment leurs craintes concernant « la détention provisoire trop longue et banalisée » et « le pouvoir sans contestation possible du juge d'instruction ».

Dans sa réponse du lundi 20 août, l'administration pénitentiaire fait valoir la baisse générale de la population pénale et s'engage à « poursuivre les efforts d'amélioration des conditions de détention ». Elle avance pour cela des chiffres : la population pénale est tombée de 54 000 personnes en 1988 à 47 000 au 1^{er} août 1990 sur l'ensemble de la France et de 2 300 à 2 090 personnes aux Baumettes. La surpopulation de la prison marseillaise serait ainsi passée de 175 % à 135 % et « elle va encore descendre », écrit l'administration.

L'administration pénitentiaire explique cette « évolution positive » par la loi du 6 juillet 1989 sur la détention provisoire qui a permis de réduire le nombre de détenus en attente de jugement de 22 000 à 19 000 en France et elle compte sur l'application du plan de construction de 13 000 nouvelles places pour accentuer la diminution de la surpopulation.

Cette réponse n'a satisfait ni les détenus ni les gardiens. M. Joël

Hang, représentant régional des surveillants FO, a ainsi déclaré lundi à l'AFP que la réponse de l'administration n'était qu'« un ramassis de statistiques erronées qui amènera à une explosion quand les détenus s'apercevront qu'on cherche à les dupes ». En fin d'après-midi, des détenus ont refusé pendant une heure de rentrer dans leur cellule, pour manifester leur insatisfaction devant la lettre de l'administration.

Par ailleurs, on est toujours sans trace des cinq détenus, qui se sont évadés de la prison de Bastia dimanche 19 août (Le Monde du 21 août). L'administration pénitentiaire a envoyé, lundi soir, un inspecteur effectuer « une enquête de routine » dans celle que l'on surnomme « la prison-gruyère ».

□ Drogue : 800 interpellations en région parisienne en juillet. — 20 kilogrammes de cocaïne, plus de 3 kilogrammes de cannabis et environ 1 kilogramme de cannabis ont été saisis par les différents services de la police judiciaire parisienne au cours du mois de juillet. Le bilan policier fait état de plus de huit cents interpellations ayant fait l'objet d'une procédure. Trois personnes sont mortes de surdose à Paris pendant la même période, ainsi que deux dans les Hauts-de-Seine, une en Seine-Saint-Denis et une dans la Val-de-Marne.

□ Pas de voyage du pape en URSS avant 1992. — « Jean-Paul II n'ira pas en URSS avant 1992. » Par ces mots, M. Joaquim Navarro-Valls, porte-parole du Vatican, a formellement démenti, lundi 20 août, des informations de source italienne qui faisaient état d'une visite du pape dès l'an prochain en URSS. Il a souligné toutefois le « grand désir de Jean-Paul II de se rendre en Union soviétique », en précisant que des préparatifs adéquats pour un tel voyage demandent du temps. — (AFP.)

□ Mort de Mgr Callens, évêque de Tunis. — Mgr Michel Callens, prélat de Tunis, est décédé le 19 août dans la capitale tunisienne à l'âge de soixante-deux ans. Missionnaire des Pères blancs, ordonné prêtre en 1943, il avait été nommé en 1965 à la tête de la petite communauté catholique vivant en Tunisie. Selon des accords entre ce pays et le Vatican, la prélature de Tunis (prélature nullius, c'est-à-dire sans territoire) est rattachée directement au Saint-Siège.

MÉDECINE

Deux Australiennes victimes du sida après une insémination artificielle

Deux Australiennes sont aujourd'hui victimes du sida, huit ans après avoir subi une insémination artificielle avec le sperme d'un donneur contaminé. Durant l'été 1982, huit femmes au total avaient été inséminées à l'hôpital Westminster de Sydney, avec le sperme de ce donneur, qui ignorait à l'époque qu'il était séropositif. Quatre d'entre elles ont été infectées par le virus. Deux en sont aujourd'hui à un stade avancé de la maladie. Dans aucun des huit cas, l'insémination artificielle n'avait été suivie d'une grossesse.

Ces informations ont été données mardi 20 août à Sydney par le docteur Graeme Stewart. Elles font suite à la révélation, en 1985 en Australie, de ces premiers cas connus de contamination par le virus du sida après une insémina-

tion artificielle (Le Monde du 27 juillet 1985). En France, où les responsables de la Fédération française des CECOS (centres d'étude et de conservation du sperme) avaient, dès avril 1985, décidé le dépistage systématique de la présence du virus du sida chez les donneurs de sperme (Le Monde du 23 avril 1985), aucun accident similaire n'a été rapporté. Il n'en demeure pas moins que l'état actuel des pratiques de procréation médicalement assistée et la situation quelque peu anarchique — faute d'une réglementation cohérente — qui prévaut en ce domaine, font qu'on ne peut aujourd'hui affirmer que, en dehors des CECOS, le dépistage des donneurs de sperme soit effectué de manière systématique.

J.-Y. N.

CULTURE

ARTS

Les âges de la vie

Au vieux château de Rochechouart, qui abrite un musée jeune, Boltanski et Messager, deux artistes à l'heure de la maturité, éveillent des souvenirs d'enfance

ROCHECHOUART

(Haute-Vienne)
de notre envoyée spéciale

Depuis dix ans, la carte française des lieux où l'on expose l'art contemporain s'est couverte d'une quantité de nouveaux points. Certains n'apparaissent qu'au soleil de l'été, par intermittence, ou simplement le temps d'une seule saison, sous le nom d'un château, d'une église, d'une usine désaffectée ou même d'anciens bains-douches, dans des patins impossibles, voire en rase campagne, sur des routes qui serpentent et qui donnent le temps de voir le paysage, puis il n'y a pas moyen de doubler un camion.

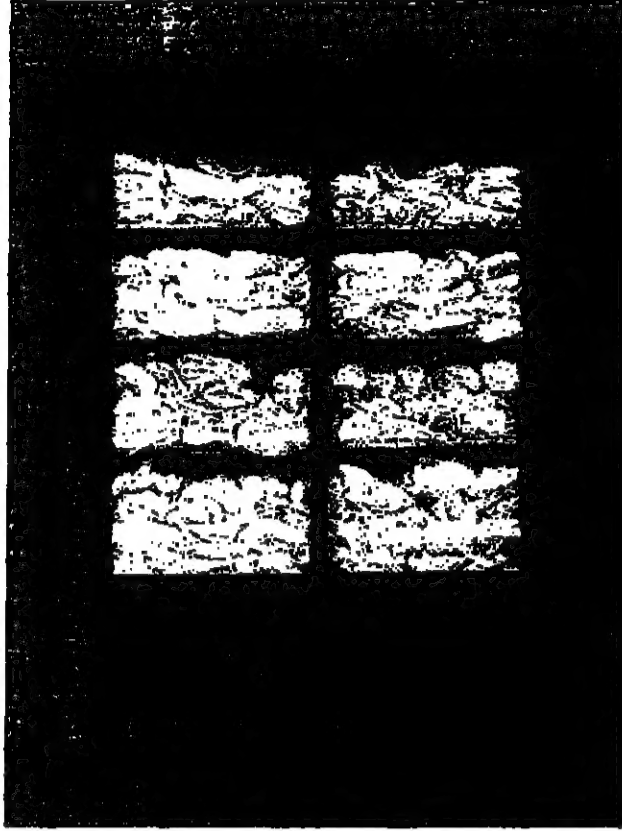
D'autres sont fixes, qui désignent des centres créés pour la plupart dans l'agitation au temps du premier ministre Lang, et ouverts ou entrouverts toute l'année: fragiles mais tenaces, malgré leur position ingrate, elle aussi à l'écart des grands pôles artistiques. Une position pas facile à tenir, qui exige du doigté et de la patience de la part de ceux qui les dirigent, s'ils veulent à la fois donner à voir des choses de qualité, ne pas décourager le public local, encourager les amateurs à se déplacer.

Une position que commence à tenir, en plein Limousin, le château de Rochechouart, devenu musée départemental d'art contemporain il y a cinq ans, ce qui n'empêche pas d'abriter encore tribunal et

conseil et, un peu plus normalement, des salles d'archéologie. Son jeune conservateur, Guy Tosatto, un homme de goût sachant aussi acheter quand il faut, y monte une collection prometteuse qu'il compte présenter en 1991, y reçoit de bons artistes — par exemple, Richard Long et Giuseppe Penone, — y propose trois expositions par an. Cet été: Christian Boltanski et Annette Messager.

Avec ses deux tours d'angle, rondes et coiffées de toits en poivrière, le château de Rochechouart, moyenâgeux de souche et bien planté sur un promontoire rocheux, est un bel endroit, conforme aux châteaux des contes de fées. Justement, il ressemble à l'une de ces images-clichés qu'Annette Messager, un temps, s'est plu à crayonner. Aussi ne s'étonne-t-on pas que l'esprit du lieu ait inspiré l'artiste, qui compte par ailleurs, parmi ses rôles de composition, ceux de sorcière, de magicienne, voire de dame du temps jadis toute à ses dévotions, toute à ses blasons. Comme il a pu inspirer son compagnon de route, Christian Boltanski, dont l'œuvre est vouée à la mémoire de l'enfance.

Pour Rochechouart, et pour une fois à deux, ils ont monté une exposition très fine, que l'on découvre en circulant à travers le château (dont il faut connaître aussi les deux salles décorées au dix-huitième siècle, l'une de fresques représentant des scènes de chasse, l'autre d'une histoire d'Hercule peinte en grisaille).



«Contes d'été», de Christian Boltanski et Annette Messager: un parcours initiatique vers un grenier de grand-mère... et le fin de l'enfance.

Car ils n'ont pas seulement investi les salles du musée, mais encore quelques recoins sombres, secrets, inattendus: ici, c'est un débarras plein de vieux meubles et d'objets poussiéreux dont Boltanski s'est chargé d'éveiller les ombres en y projetant des diapositives de ses œuvres anciennes, jouets ou arbres de Noël; là, c'est un placard creusé dans un mur, où Messager a caché quelques ouvrages précieux.

Une chasse au trésor

De quoi donner à leur parcours l'allure d'un jeu de piste, d'une chasse au trésor ou d'un jeu de rôle mené tantôt par l'un, tantôt par l'autre, tantôt par eux deux, l'un et l'autre ayant puisé dans leur étonnante réserve d'images personnelles constituée depuis vingt ans pour en faire parfois une seule pièce. Comme cette Salle d'étude associant la série des Enfants de Berlin (où d'ailleurs les photos d'école se ressemblent) de Boltanski et une suite de petits mots brodés de Messager: «ma cocotte», «ma mijorée», «mon cœur»... qui, là, font penser aux bonnes vieilles ardoises avec lesquelles, à la savante, on se faisait signe à l'âge bête, à l'âge ingrat. Et l'idée de la Classe morte, qui habite l'œuvre de Boltanski, de tomber à Rochechouart, peut-être trop proche d'Oradour, pour que l'artiste ait pu, un instant, envisager d'exposer un de ses aînés élevés à la mort tragi-

que de l'enfance. L'exposition s'intitule «Contes d'été». Et, comme l'été, elle a un ton de vacances. Ce qui ne l'empêche pas d'être chargée de sens. Et de parler de la fin de l'enfance, tout au bout du parcours (initiatique), dans la grande pièce des combles, que les artistes ont transformée en un grenier de grand-mère en y pendant des draps, en y mettant des vitrines-souvenirs et une armoire à liège boursée de vieux chiffons blancs. Un grenier qui pour un peu sentait le caquet de pommes ridées. La pomme, le fruit défendu, aurait d'ailleurs sa place dans l'histoire banale à pleurer qui passe dans le creux des draps, tachés par endroit, estampés, un peu usés. Et cette robe de mariée ou de demoiselle d'honneur posée elle aussi sur le fil à linge.

On reconnaît bien là la force des deux artistes, capables de mettre à profit, chacun à sa manière et avec souvent peu de chose, leurs souvenirs, leur aventure individuelle et aussi leur vie commune, afin de produire des images qui appartiennent à tout le monde.

GENEVIÈVE BRÉRETTE

► Christian Boltanski, Annette Messager: «Contes d'été». Musée départemental de Rochechouart. Tous les jours, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. Tél.: 55-45-10-16.

MUSIQUES

La mort de Maurice Gendron

L'un des plus grands violoncellistes de l'après-guerre

Le violoncelliste Maurice Gendron est mort le lundi 20 août à Grez-sur-Loing (Seine-et-Marne). Il était âgé de soixante-neuf ans. Ses obsèques seront célébrées le jeudi 23 août à 11 heures en l'église du village.

Comme de nombreux interprètes, Maurice Gendron se lance très jeune dans l'étude de la musique. A l'âge de cinq ans, à Cannes, la ville où il est né, il apprend le violoncelle sur un petit instrument fabriqué pour lui. En 1935, à quinze ans, il obtient son premier prix. Il monte alors à Paris pour entrer dans la classe de Gérard Hekking, un musicien d'origine hollandaise, membre d'une véritable tribu de violoncellistes qui marquèrent leur époque.

Après de ce grand maître, Maurice Gendron découvre l'importance de la technique de l'archet (jusqu'à un peu laissée de côté par l'école française), il apprend aussi que la musique ne se limite pas à l'hexagone et au répertoire de soliste. Comme beaucoup de grands violoncellistes d'autrefois,

les Hekking furent violoncelle solo des plus grands orchestres (Boston, Berlin, New-York, Amsterdam, Opéra de Paris), membres de trios prestigieux et participaient régulièrement à des créations d'œuvres contemporaines. Avant d'être violoncellistes, ils étaient musiciens.

Maurice Gendron fait des progrès si rapides qu'en 1938 il obtient un brillant premier prix du Conservatoire de Paris. L'époque n'étant pas propice au lancement d'une carrière, ses débuts seront difficiles. Il joue dans les salons, rencontre Cocteau, Picasso, Poulenc, se fait engager dans l'Orchestre symphonique de Paris fondé dix ans plus tôt par la princesse de Polignac et Coco Chanel. Pas de chance, l'orchestre est dissout à la fin de l'année 1938. Maurice Gendron a tout de même le temps d'y jouer sous la direction des plus grands chefs de l'époque et notamment le Concerto de Dvorak avec Willem Mengelberg, remplaçant au pied levé Gaspard Cassado. Ce qui lui vaut d'être invité à jouer avec le Concertgebouw d'Amsterdam

quelques mois plus tard. Mais Maurice Gendron est attiré par la direction d'orchestre qu'il travaille avec Roger Désormière, Hermann Scherchen et Mengelberg. Il ne deviendra jamais un «grand» chef mais ces études lui permettront d'appréhender la musique de façon plus universelle que s'il s'était limité à la simple étude du violoncelle.

Un trio inoubliable

En 1945, il crée, à l'Ouest, le Concerto, de Prokofiev, Benjamin Britten dirigeant l'orchestre. La Grande-Bretagne l'adopte. Avec Hekking et Yehudi Menuhin, il forme un trio inoubliable, le seul peut-être en Europe qui soit comparable au fameux trio Cortot-Tchaïkovski-Pablo Casals. Justement, l'invité à Prades et accepte de diriger l'Orchestre des Concerts Lamoureux pour quelques séances d'enregistrement qui restent dans les annales. La carrière de Gendron est lancée. Elle le conduira

dans le monde entier. Le jeu de Maurice Gendron n'était pas typique de l'école française, sa sonorité était plus fine, son vibrato plus varié, son archet beaucoup plus délié que celui des confrères de sa génération, ainsi qu'en témoignent ses nombreux enregistrements. Et notamment celui qu'il a consacré aux Suites pour violoncelle seul, de Bach.

Très tôt, Maurice Gendron s'était tourné vers l'enseignement. Dès 1953, il obtient un poste à Sarrebruck, où il enseignera jusqu'en 1970, l'année de sa nomination au Conservatoire de Paris. Menuhin l'invite également dans son école à Londres. Maurice Gendron est un professeur exigeant, très drôle parfois, adonné de ses élèves, alors même qu'il pouvait être très dur avec eux. Depuis quelques années, Maurice Gendron avait peu à peu déserté les salles de concert. Et si son principal éditeur de disques l'avait quelque peu «oublié», les jeunes musiciens venaient toujours à lui.

ALAIN LOMPECH

par amitié, par fidélité, par grâce. Existe-t-il d'autres Uzeses ou un auditeur médusé voit et entend comment se fait avec ses erreurs et ses mises au point la perfection en musique?

L'art de la conversation

Autre chose: Mings, rappelait un créateur, était très bavard. Il parlait de tout et de rien avec tout le monde ou avec personne. Intarissable sur Dieu et le sens des anges (de sens sûr), sur l'âme des animaux, sur les Noirs et les Blancs, les Noirs et les Noires, les Noirs et les Blancs et quelques autres balivernes. Vous voyez le genre. En club, à chaque pause, Mings se lançait dans une dissertation. Le public s'applaudissait. Alors, Fats Navarro ou Eric Dolphy ou n'importe qui, vous si vous passiez par là disait à Mings: «Viens Mings, on va finir cette discussion en scène avec les instruments».

La force d'Uzeste est là. La musique y est portée par l'idée. En toute inconscience d'ailleurs. Le spectacle n'est pas ici plus intelligent. Tous les concerts, en un temps de collaborations épiques comme sont toutes les époques pré-révolutionnaires, tous les concerts sont placés sous des emblèmes poétiques, joueurs d'ombres et sublimes. Prises de bec par exemple: il s'agit bien sûr du bec de saxophone mais Lubat connaît son monde et en joue avec un doigt de perversion. C'est l'occasion pour Jean-Louis Chautemps et Jacques Didon d'un dialogue platonicien. Un dialogue aux saxophones et aux clarinettes, profond, clair, beau à entendre, sur les essences du jazz, les standards, les harmonies, etc. On pouvait l'écouter ainsi, comme une évidence.

En fin de Prises de bec Michel Portal, Lubat et Prilock Gurtu ont le dernier mot. Ils se le sont donné. Le free, l'amitié et l'intelligence à son apogée. Lyrique, drôle et pensé, toujours la fête comme une apothéose. Leur état est beaucoup moins spontané qu'on ne le croit, tout cela est impeccablement réglé. Un rien, un mot de travers, un regard, un tempo raté peut le casser.

Entre Platon et Nietzsche, que voulez-vous que fit Louis Scavris? Avec une sensibilité toute copieuse, il s'est déplacé d'un pas de côté. Sa jeunesse l'y oblige. Il s'est décalé vers le rythme acharné, vers une précision de folklore relancé par le quintette clarinettes. Il assure. On peut préférer, on préfère d'ailleurs d'autres musiques de Louis Scavris. Mais Uzeste l'a obligé à s'exposer. Nul reproche. Nul n'est obligé ici, ici, c'est l'utopie. Le lieu campagnard et mortel et encore on press sur les matches de rugby et de foot, le parcours curieusement d'une journée entière. Les discours, les rires, on n'en finirait pas juste avant «la nuit des survivants». L'ONU — Orchestre national de jazz — de Claude Berthémy s'est montré. Superbe. Etincelant. Parfait dans l'harmonie des timbres et des rythmes et des interventions qui semblent écrites pour exalter chaque personnalité. Uzeste reste une utopie, un lieu de réflexion (le dernier). Lubat y est chez lui. Ni le gourou ni la star: juste un musicien de jazz et de bal. Ni patrie ni territoire, simplement son village natal. Uzeste n'est qu'un point d'envol. On se demande pourquoi on en revient léger, léger de musique, de pensée et de sauterie. Parce que Uzeste n'est rien: ce rien dont nous finissons par avoir un réel besoin.

FRANCIS MARMANDE

Le talent de la jeunesse

Les Ensembles en résidence font la fête au village

LA ROQUE-D'ANTHERON
de notre envoyée spéciale

C'est dimanche. Sur la place du supermarché, fermé ce matin, on a dressé une estrade et une tente, ouverte de tous côtés. Selon une tradition qui remonte à cinq ans, les Ensembles en résidence offrent leur concert de fin de stage aux habitants de La Roque-d'Anthéron. On a déposé des invitations dans chaque boîte, et les auditeurs arrivent peu à peu, encore intimidés, mêlés aux fanatiques du festival qui ne manqueraient un de concert pour un empire.

Tout autour, les dames avec leur pain frais s'arrêtent, les enfants s'accroissent, les chiens se tiennent sages; une moto qui débouche sur la place se fait expulser. Et pendant ce temps, le Trio (1) a ouvert le feu, sous le soleil qui rôtit la tente, avec le non moins flamboyant Trio en ré mineur, de Schumann, où ces jeunes gens ont mis toute leur passion et leur envie de convaincre, faisant rugir leurs instruments gonflés de séve: deux filles farouches (Nathalie Lancé, piano, et Hélène Daudry, violoncelle) encadrant un tendre violoniste blond (Philippe Honoré), non moins fougueux. Prêlant au mouvement lent, tous trois ferment les yeux avant de confier à ce public tout proche la grande prière schumannienne.

Voici qu'ensuite on se croirait transportés sur le marché de Nèlles, en Bohême, devant l'amburge-boucherie du père de Dvorak, avec ce Trio Dumky débordant de mélodies, de rythmes et de nostalgies d'Europe centrale, qui scintille dans l'exécution très jeune, parfois un peu sigirette, du Trio des lacs, où la violoncelliste Véronique Martin semble mener vigoureusement ses deux camarades (François Daudet, piano, et Pierre-Olivier Queyras, violon).

Une atmosphère de vie et d'enthousiasme

L'après-midi on recommence, mais les organisateurs sont débordés par le succès: le grand Dösdorfer, entraîné par un tracteur, a bien du mal à louvoyer dans les petites rues de La Roque, puis à se frayer un passage à travers la foule qui patiente sur la place du musée. Un beau Haydn par le Trio Wandorfer (en résidence depuis trois ans et déjà bien connu), puis l'énorme Quintette, de Franck, par l'Ensemble Philippi, d'une qualité plus insaisissable, connaissent le même succès que ce matin.

Les progrès frappants de ces groupes pendant le festival sont dus à un travail intensif avec des maîtres, György Sebök, Volker Biesbender, et surtout Jean Hubeau et Jean-Claude Penneret. Et les ensembles sélectionnés créent autour du festival une atmosphère de vie et d'enthousiasme qui contribue à son renouvellement, comme à cette symbiose avec le

village à laquelle tiennent beaucoup Paul Onorotini et René Martin.

La fête n'était pas finie dimanche et tout le monde était convié gratuitement dans le parc, en fin d'après-midi, pour le concert des «chouchous» de La Roque, le Quatuor Kandinsky (sa résidence les deux dernières années). Ils travaillaient ensemble depuis huit ans, jouent d'un seul mouvement et d'un seul cœur. Au piano, Claire Desert, déchalinée, voire paroxystique, les entraîne sur des cimes visionnaires, mais elle est aussi merveilleusement équilibrée par des partenaires d'une telle classe, aux sonorités exceptionnelles à cet âge (Philippe Aiche, Nicolas Bone et Nadine Pierre), à qui elle rend souvent les armes.

Leurs Brabans (3^e Quatuor) et Chansons, éblouissants de lyrisme, empreints d'un tel amour de la musique, nous dédommaient par avance du régal donné le soir par Dimitri Bachkrov. Comment un si prodigieux pianiste, le prototype de la grande école russe, peut-il offrir au public français l'insipide 3^e Sonate, de Weber, et les quatorze Sonate Blatter, de Schumann, dont chacun sait qu'il s'agit d'un recueil de «laissés-pour-compte»? Et, après quelques très beaux Préludes, de Debussy, une Isle joyeuse ratée et une 3^e Sonate, de Prokofiev, somptueuse, fulgurante, mais assez creuse, une collection de bis d'un goût déplaisant, tels une Mazurka, de Chopin, défigurée ou la Sérénade de Schubert devenue quelque «bibelot d'insinité sonore»?

JACQUES LONCHAMPT

(1) En référence au Trio des Esprits op.70 n°1 de Beethoven.

► Concerts retransmis par France-Culture (à 22 h 35): Quatuor Kandinsky, le 25 août; Dimitri Bachkrov, le 26.

► THEATRE: Royal de Luxe à Aurillac. Depuis quatre ans maintenant, à la fin de l'été, les trottoirs, places et rues d'Aurillac se transforment en salles de spectacle. Pour sa cinquième édition, ce festival du théâtre de rue, baptisé Eclat, accueille, du 22 au 25 août, onze compagnies françaises et espagnoles. Royal de Luxe, qui vient de triompher à Avignon, feuilletera son livre d'histoire. Créatures fantastiques ou loufoques, les Français d'Art en ciel ou l'illustre famille Burattini, le Théâtre Krill, les espagnols Afic, Guirigai ou Xarxa et de nombreuses compagnies invitées feront de drôles de piétons. Tél.: 71-64-34-32.

L'utopie magnifique

Suite de la première page

Il ajoute pour qui n'aurait pas saisi: «On n'est obligé à rien».

La morale d'Uzeste, sa force, c'est probablement cela. Cette non-obligation, ce manque de sérieux qui permet les moments les plus forts. Cette absence d'obligation autorise, Uzeste s'autorise. Pas un concert à l'heure, pas un débat qui réponde exactement à son titre, pas une heure qui se déroule comme prévu et cette incertitude même enchante. Parce qu'elle permet à la musique de venir à son heure et à la parole d'advenir.

«A chacun sa lacune»

Tiens, prenons les choses par le petit bout du miroir. Une des spécialités d'Uzeste, ce sont justement ses entretiens. Ils sont aux colloques et aux entretiens des autres villes, les villes sérieuses qui veulent se faire un nom ce que Cologne était à Heidegger. Lubat navigue à vue entre deux jeux de mots «A chacun sa lacune», dit-il, croyant être Lacan. C'est la proximité de Lacan qui l'égare, et le sauterie. Il part de la phrase du poète portugais Jorge, «l'universel, c'est le local moins les murs», et aboutit assez vite par un raisonnement involontaire que Jean-Didier Vincent, neuro-physiologue, décrie, que, à l'universel, c'est le local moins les murs. Et la fête de la semaine est

lancée. Il y a là des agrégés, des bandits, des scientifiques botanistes, des coiffeurs, des militants ouvriers, leurs délégués et quelques poètes chanteurs. Mais l'étonnant n'est pas là. L'étonnant est que, malgré le dévouement et l'aspect farce de la rencontre, il s'y produise soudain comme un fraying, quelque chose d'une vérité qui se dit et de son ombre, et le plus curieux, c'est qu'en plein soleil, dans les immeubles, les familles, écoutent sérieusement, parlent, interviennent, et prennent des notes (mais que peuvent-ils bien noter grands Dieux?). C'est un des mystères d'Uzeste, pas le moindre. Uzeste, à la vérité, n'existe pas.

La musique y est traitée de même. Comme une conversation philosophique. Ne prenez pas cela de travers: Uzeste est plus portée sur la fantaisie et la drôlerie que partout ailleurs. Mais, devant le public connaisseur, mélomane, attentif, qui ne se laisse pas effiler de rossignols par chantage (ce qu'on entend partout ailleurs: nous sommes le plus grand festival de ceci ou de cela), les musiciens jouent comme en répétition. Et comme en répétition, ils ont le sérieux du non-sérieux.

Connait-on beaucoup d'endroits où Nougara, président d'honneur du festival, n'hésite pas à se mettre en jeu, lui qui tourne actuellement avec un spectacle réglé comme du papier à machine? Et cela, tout simplement

هكذا من زلزل

من الامم

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

La lutte contre les parasites de l'espèce humaine

« En dépit des difficultés, nous parviendrons à mettre au point des vaccins contre les maladies parasitaires » nous déclare le professeur André Capron

Du 20 au 24 août, le 7^e congrès international de parasitologie accueille à Paris plus de trois mille chercheurs de différentes disciplines spécialisées dans l'étude des maladies parasitaires. Organisé tous les quatre ans sous l'égide de la Fédération mondiale des parasitologues, cette manifestation constitue le grand rendez-vous de cette spécialité médicale et scientifique mal connue bien qu'elle concerne des affections (paludisme, leishmanioses, trypanosomiasis et filarioses) parmi les plus répandues à l'échelon mondial et contre lesquelles on ne dispose le plus souvent d'aucun moyen efficace de lutte.

Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, le professeur André Capron (Centre d'immunologie et de biologie parasitaire de Lille, unité mixte INSERM 167-CNRS 624), l'un des meilleurs spécialistes internationaux de parasitologie, fait le point sur l'avance des recherches dans ce domaine. Il explique notamment qu'en dépit des nombreux obstacles rencontrés, la mise au point de vaccins contre les principales maladies parasitaires humaines est une chose possible.

« On ne sait que l'étude des parasites a longtemps été dominée par deux courants, l'un issu de la zoologie, l'autre marqué par la clinique des maladies parasitaires. La biologie moléculaire, ses concepts et ses outils ont-ils modifié profondément votre discipline ?

— La biologie moléculaire est apparue il y a une dizaine d'années dans le champ de la parasitologie. Depuis, son apport n'a pas cessé et s'est continuellement amplifié, concernant, par exemple, la relation entre l'hôte et le parasite, l'un des points centraux de cette discipline, qui était longtemps restée fondée sur des connaissances purement phénoménologiques. Ce n'est que dans les toutes dernières années que les concepts d'adaptation et de spécificité parasitaires se sont vus enrichis par les approches moléculaires les plus modernes.

— Plus généralement, l'utilisation des méthodes et des outils de la génétique moléculaire a conduit à un tournant décisif de l'évolution de nos connaissances. Il est peu de chapitres du « grand livre » des parasites qui ne méritent désormais une réécriture. Celle-ci conforte parfois certaines notions traditionnelles ou, au contraire, conduit à l'émergence de nouveaux concepts. Ces derniers touchent à la place et au rôle du parasite dans l'évolution, à la nature du langage moléculaire qu'il entretient avec ses hôtes et à l'expression de son affectivité et de sa virulence.

Une science interdisciplinaire

— Aujourd'hui, la parasitologie est devenue une science extrêmement interdisciplinaire, un carrefour de toutes les disciplines qui intéressent la biologie moderne. A ce titre, c'est sans doute l'une des disciplines fondamentales de la biologie. Parce qu'elle permet d'aborder la grande question de la connaissance du vivant, celle de l'évolution, et d'étudier les grandes fonctions de différenciation et de communication cellulaires.

Cela dit, et quelles que soient les avancées, la biologie moléculaire n'a pas permis la mise au point de méthodes

efficaces de lutte contre les maladies parasitaires. Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

— Au départ, on pensait utiliser les outils de la biologie moléculaire pour définir de nouvelles stratégies de lutte. Schématiquement, on se disait ceci : puisqu'on a accès au génome du parasite, on va identifier des protéines et, ainsi, fabriquer des vaccins.

— En fait, au fur et à mesure

Or, actuellement, toute une série d'arguments montre que dans la nature il en va différemment. Ce qui prédomine en effet, c'est un mode de sélection et de reproduction clonale. C'est-à-dire une diversification très rapide des clones de parasites qui évoluent par scissiparité pour leur propre compte.

— D'autre part, en étudiant le génome de la famille des trypanosomes, on vient de découvrir l'existence de mécanismes tout à fait originaux au niveau de l'ARN

tourmente de l'apparition de la sexualité chez les eucaryotes, qu'ils assurent leur stabilité génétique grâce à la division clonale, mais aussi que, dans le même temps, ils gardent la possibilité d'une diversité d'expression protéique.

— On évoque fréquemment aujourd'hui, comme vous venez de le faire, le « langage moléculaire » établi entre le parasite et son hôte. S'agit-il de langage ou de combat ?

— On n'a pas tellement l'impression que ce soit un combat. Bien sûr, par certains excès et surtout par les répercussions qu'il a sur le système immunitaire de l'hôte, la présence du parasite aboutit à une maladie. Mais finalement, philosophiquement, on est souvent à la limite de la symbiose harmonieuse. C'est bien d'ailleurs ce qui rend notre tâche difficile.

Des exigences d'adaptation

— Il faut dans ce contexte parler du mimétisme existant à l'échelle moléculaire, cette façon qu'a le parasite de répondre à ses exigences d'adaptation. On sait aujourd'hui que le parasite exprime, par l'intermédiaire de certains de ses gènes, des pro-

téines ou des structures très voisines de celles existant chez son hôte. Grâce aux banques de données, nous disposons aujourd'hui de séquences de milliers de protéines et de gènes de parasites et de mammifères. Et à partir de la confrontation qui est ainsi permise, ce phénomène de mimétisme apparaît très fréquent et tout à fait extraordinaire.

Et, selon vous, cette parenté ne doit-elle rien au hasard ?

— Je reste prudent. Hasard évolutif, conservation à travers l'évolution de protéines aux fonctions essentielles... Et peut-être aussi capture par le parasite de certains gènes de son hôte. L'un des exemples les plus spectaculaires est la découverte récente chez les schistosomes (parasites responsables de la bilharziose) d'un gène qui dirige la synthèse d'une hormone stimulant la production de corticostéroïdes et d'une endorphine. C'est la première fois qu'on voit un tel gène chez un invertébré...

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 12



PANCHO

qui aboutissent à la synthèse alternative de protéines. Cela veut dire qu'un même gène de parasite pourrait, grâce à ce procédé, coder plusieurs protéines à la fois. C'est tout à fait extraordinaire. Cela permettrait au parasite, en fonction des pressions de l'environnement qu'il subit, de diversifier l'expression de ses protéines. Si ces travaux sont confirmés, on peut conclure que les parasites représentent la plaque

qui aboutissent à la synthèse alternative de protéines. Cela veut dire qu'un même gène de parasite pourrait, grâce à ce procédé, coder plusieurs protéines à la fois. C'est tout à fait extraordinaire. Cela permettrait au parasite, en fonction des pressions de l'environnement qu'il subit, de diversifier l'expression de ses protéines. Si ces travaux sont confirmés, on peut conclure que les parasites représentent la plaque

Victoires du paludisme

« Dramatique », « effolant ». Pour les spécialistes de parasitologie comme pour les médecins rompus aux tristes réalités sanitaires du tiers-monde, aucun doute n'est plus permis : le paludisme est depuis quelques années en pleine recrudescence à l'échelon mondial. Après avoir abandonné — il y a quelques années déjà — tout espoir d'éradication, on constate aujourd'hui une progression sans précédent de la maladie. A tel point que l'Organisation mondiale de la santé lance il y a quelques jours un « appel pressant pour une rapide accélération de la recherche antipaludique ».

On connaît parfaitement les causes de cet inquiétant phénomène. La « fiambée » de l'épidémie résulte à la fois d'un relâchement, plus ou moins généralisé dans les pays concernés, des mesures de lutte contre le paludisme et de l'apparition de nouvelles formes de résistance du parasite aux médicaments destinés à le tuer. De plus, et contrairement à ce qui a été régulièrement avancé ces dernières années, la mise au point d'un vaccin protecteur n'est pas encore d'actualité, tout se passant comme si les stratégies développées se heurtaient à la grande ingéniosité déployée par le parasite pour déjouer les attaques dont il fait l'objet.

110 millions de nouveaux cas par an

Quelques chiffres suffisent à résumer la situation internationale. On compte, selon l'OMS, 110 millions de nouveaux cas annuels de paludisme. On estime qu'environ 270 millions d'individus sont aujourd'hui porteurs du parasite. Le nombre des décès dus chaque année au paludisme et à ses complications se situe entre 1 et 2 millions. Plus de 2 milliards de personnes vivant dans cent trois pays sont exposées à l'infection.

La dernière nouvelle alarmante du « front » vient de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, où l'on a découvert une résistance des parasites à la méfloquine, cette substance généralement considérée comme une arme préventive de choix mais qui, malheureusement, a été trop vite et trop largement utilisée.

Pour le docteur Toré Godal, directeur du programme « Nations unies-Banque mondiale-OMS » de recherche et de formation concernant les maladies tropicales, la situation entre la Thaïlande et le Cambodge est « alarmante », cet événement pouvant menacer, selon lui, davantage de vies humaines que les conflits armés qui ravagent cette région. Pour le docteur Godal, les nouveaux signes de résistance aux médicaments antipaludiques mettent en évidence les problèmes auxquels l'OMS doit faire face dans ses recherches sur les maladies tropicales.

Deux des derniers médicaments antipaludiques, la méfloquine et l'halofantrine, sont des substances qui avaient été mises au point pendant la guerre du Vietnam, à l'issue de recherches effectuées par l'armée américaine. « L'intérêt porté à la mise au point de médicaments a souvent été stimulé par des conflits armés, mais s'est éteint une fois que les troupes stationnées dans des zones où les maladies tropicales sont endémiques n'ont plus besoin d'être protégées par une chimiothérapie », souligne-t-on à Genève. A l'OMS, on craint également que la recherche antipaludique soit considérée comme « d'un intérêt commercial limité », les compagnies pharmaceutiques étant souvent dissuadées aujourd'hui d'investir dans la recherche par leurs actionnaires, qui jugent cette activité peu rémunératrice.

Cette recrudescence mondiale ne se limite nullement aux pays du tiers-monde, le nombre croissant des voyageurs internationaux augmentant de manière continue le nombre des cas de paludisme importé. Face à un tel constat, la découverte d'un vaccin antipaludique efficace à long terme apparaît plus que jamais nécessaire.

Rien pourtant ne permet d'affirmer que, lorsqu'un tel vaccin sera disponible, son administration généralisée sera possible. L'exemple des grandes difficultés que rencontre, ici ou là, le programme élargi de vaccination de l'OMS démontre en effet que, tout en disposant des armes nécessaires, on est bien loin de l'éradication des maladies infectieuses qui, chaque année, sont à l'origine d'une véritable hécatombe.

J.-Y. N.

Argentine : la fuite des cerveaux

La recherche scientifique subit de plein fouet la crise économique qui frappe un pays riche en prix Nobel

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

Au septième étage de la faculté de médecine de Buenos-Aires, le laboratoire où le docteur Bernardo Houssay avait obtenu, en 1947, le prix Nobel de physiologie et de médecine pour ses travaux en endocrinologie inspire toujours respect et suscite l'émulation. N'aurait-il pas une lignée de plusieurs prix Nobel scientifiques argentins ? Mais quarante ans plus tard la recherche scientifique dans ce pays va mal et ses quelque trois mille chercheurs et deux mille cinq cents boursiers argentins sont dans une situation dramatique. La « fuite des cerveaux », qui remonte à plusieurs années, a pris désormais les proportions d'un exode.

La crise qui affecte le monde scientifique rebêta celle qui touche, avec une acuité sans précédent, l'ensemble du pays. Depuis un an, l'Argentine est au bord de l'abîme, ébranlée par deux poussées d'hyperinflation et souffrant d'une récession brutale, fruit du plan d'austérité engagé par le gouvernement de M. Carlos Menem.

En bas de l'échelle sociale

Les fonctionnaires sont les premières victimes des coupes budgétaires importantes et de la perte de pouvoir d'achat. Dans leur immense majorité salariés de l'Etat, les chercheurs argentins ne font pas exception à la règle. En un an, leurs salaires ont été réduits de 75 % en valeur dollar. Un professeur, directeur de labora-

toire, justifiant de vingt-cinq ans d'ancienneté, gagne environ l'équivalent de 400 francs par mois, alors qu'un jeune chercheur boursier ne perçoit pas même 150 francs, moins qu'un caporal de l'armée. « Nous sommes indignés », constate Sylvia Kreda, vingt-six ans, biochimiste. La récente augmentation des salaires de 40 % ne permet pas aux chercheurs de sortir du groupe des 15 % de la population les plus pauvres du pays.

Les restrictions budgétaires affectent également les conditions de travail. « Parce que nous ne disposons pas des livres, des revues ou des équipements élémentaires, la brèche technologique avec les pays développés se creuse », ajoute M^{me} Kreda, qui partira sous peu aux Etats-Unis afin de se perfectionner. « Je souhaite me réinsérer dans le laboratoire de Buenos-Aires, mais, précède-t-elle sans illusion, je sais que partir à l'étranger, c'est prendre un billet aller simple. »

L'Argentine n'en est pas à sa première vague de fuite de cerveaux. Nombreux furent les intellectuels à quitter le pays après le coup d'Etat de 1976, et un grand nombre de scientifiques préfèrent depuis de longues années les perspectives de carrière ou les conditions de travail qui leur sont offertes aux Etats-Unis ou en Europe. Mais ce nouvel exode frappe par son ampleur et ses destinations.

D'après les conclusions du Forum des sociétés scientifiques argentines, plus de la moitié des chercheurs pensent ainsi abandonner la science ou quitter le pays dans le courant de l'année. L'excellent niveau des chercheurs argentins, conjugué à la pénurie

observée au Brésil, au Chili ou au Venezuela, favorise leur émigration vers d'autres pays d'Amérique latine où ils percevront des salaires qui oscilleront entre 1 000 et 1 500 dollars.

L'exode se fait particulièrement sentir dans les sciences exactes, physiques et mathématiques notamment : les jeunes chercheurs vont faire leur doctorat à l'étranger et le plus souvent ne reviennent pas, et ce d'autant moins qu'une forte demande en mathématiques théoriques a été constatée aux Etats-Unis. La biologie, secteur de la recherche très développé en Argentine, est aussi sévèrement affectée.

« Le système est en cours de désintégration »

Il y a un an environ, le Forum s'est constitué pour lancer un cri d'alarme : « Le développement latino-américain est impossible sans le développement concomitant de la société et de la technologie (...). Or le système scientifique et économique est en cours de désintégration », affirment ses responsables. Mais le Forum rencontre peu d'écho parmi les autorités de tutelle de la communauté scientifique, qu'il s'agisse du secrétariat d'Etat aux sciences et techniques, dirigé par le docteur Raúl Mazur, ou du CONICET (l'équivalent argentin du CNRS), présidé par le docteur Barabé Quartino.

Ce dernier, un géologue de soixante-cinq ans, affiche un tel et son nationalisme attire un crucifix et une photo aérienne des îles Malouines, établit d'ailleurs une

étrange classification : « Les personnes qui quittent le pays sont de trois types, disait : ceux qui ont le goût de l'aventure et aiment travailler avec d'autres chercheurs ; ceux qui se sentent vaincus, frustrés et qui n'ont pas de travail ; ceux-là m'intéressent ; ceux, enfin, qui ont la vocation ou le départ et ne se sentent pas argentins : ces derniers ne m'intéressent pas du tout. » Des propos préemptoires dont les résonances politiques sont par trop limpides et inquiétantes pour de larges secteurs de la communauté scientifique.

Celle-ci n'est d'ailleurs pas très bien disposée à l'égard du docteur Quartino, auquel elle reproche son attitude sous la dictature militaire. La relation beaucoup plus facile entre l'administration — radicale antérieurement — et de nombreux scientifiques, voire leur identité de vues, ajoute une composante politique à un panorama déjà complexe, mais de toute manière sombre.

Dans le débat sur l'avenir de la politique de recherche, la question des liens avec le secteur privé est la plus discutée. Ceux-ci étaient jusqu'à présent inexistantes, au point qu'un diplomate européen parle de « deux mondes tournant sur eux-mêmes, les industriels ne pensant guère qu'à gagner de l'argent et les savants ne pensant qu'à eux-mêmes avec les autres savants du monde ». Une nouvelle structure vient d'être créée qui pourrait favoriser enfin la rencontre de la recherche et de l'industrie en Argentine.

EDITH CORON
Lire la suite page 12

Les cartes furtives des vainqueurs de Napoléon

Plus de cinq cents minutes et planches représentant les régions frontalières françaises ont été retrouvées un peu partout en Europe par un chercheur belge

SAIT-ON que les plus anciennes cartes « modernes » des régions frontalières françaises sont à Berlin (Est et Ouest), à Moscou, à Leningrad, à Vienne, à La Haye, à Richmond (près de Londres), etc. ? Un chercheur belge, M. Marcel Watelet, de l'université catholique de Louvain-la-Neuve, les y a retrouvées, d'abord par hasard, ensuite par un patient travail digne d'un bénédictin. Au total, il a découvert, éparpillées en Europe, plus de cinq cents cartes et plans.

Ces cartes ont été faites « furtivement » de 1815 à 1818 par les armées alliées (1) qui avaient battu Napoléon à Waterloo (18 juin 1815) et occupaient toutes les régions nord, nord-est, est et sud-est de la France conformément au second traité de Paris (20 novembre 1815). Le travail s'est arrêté après la congrès d'Aix-la-Chapelle (29 septembre-21 novembre 1818) où fut décidée la fin de l'occupation de la France.

Tout a commencé en 1985 : M. Watelet cherchait la fantastique cartothèque de quinze mille cartes réunies par Jean-Baptiste Nothomb, diplomate belge en poste à Berlin de 1845 jusqu'à sa mort en 1881. La famille Nothomb avait légué la collection à la bibliothèque royale de Berlin. Le chercheur belge a effectivement retrouvé la cartothèque Nothomb, partagée entre les bibliothèques d'État de Berlin-Est et de Berlin-Ouest.

A lors qu'il travaillait à la bibliothèque d'État de Berlin-Est, un conservateur est venu lui demander son aide pour identifier plus d'une centaine de planches manuscrites, représentant des régions du nord de la France et du sud de la Belgique aux échelles du 1 : 42 000 ou du 1 : 28 800. Il ne pouvait s'agir des cartes des Cassini (2) :

celles-ci — en noir et blanc — étaient au 1 : 86 400. Les reliefs y étaient très sommairement indiqués et les villages ou villes y étaient symbolisés par une silhouette simplifiée d'église. Au contraire, les documents de Berlin-Est étaient d'une facture beaucoup plus élaborée : le relief était figuré par des hachures selon le système rigoureux défini par le topographe saxon Johann Georg Lehmann (1765-1811) ; la masse bâtie, les forêts, les routes et les chemins étaient fidèlement représentés. En outre, ces cartes étaient en couleurs. Toute la toponymie était calligraphiée en français. Les légendes et quelques annotations étaient rédigées en allemand, mais aussi en russe sur quelques planches.

Une mine pour les départements frontaliers

Spécialiste de l'histoire de la cartographie, M. Watelet a très vite compris que toutes ces planches étaient les cartes levées par les armées d'occupation de 1815-1818. Et il a entamé sa longue, patiente et difficile quête pour retrouver ces documents extraordinaires dont, avant lui, l'existence était mythique.

Le second traité de Paris prévoyait effectivement des levés cartographiques, mais seulement ceux qui étaient utiles à la délimitation des nouvelles frontières auxquelles Louis XVIII avait dû consentir. Dans la réalité, toutes les puissances occupantes ont levé leur zone. Et elles l'ont fait discrètement, plus ou moins surveillées par la police française, qui ne pouvait guère protester.

Ce côté « officieux » du travail des topographes alliés explique la note (en français) qui figure sur une carte retrouvée aux Archives générales de La Haye en 1988 par M. Watelet :

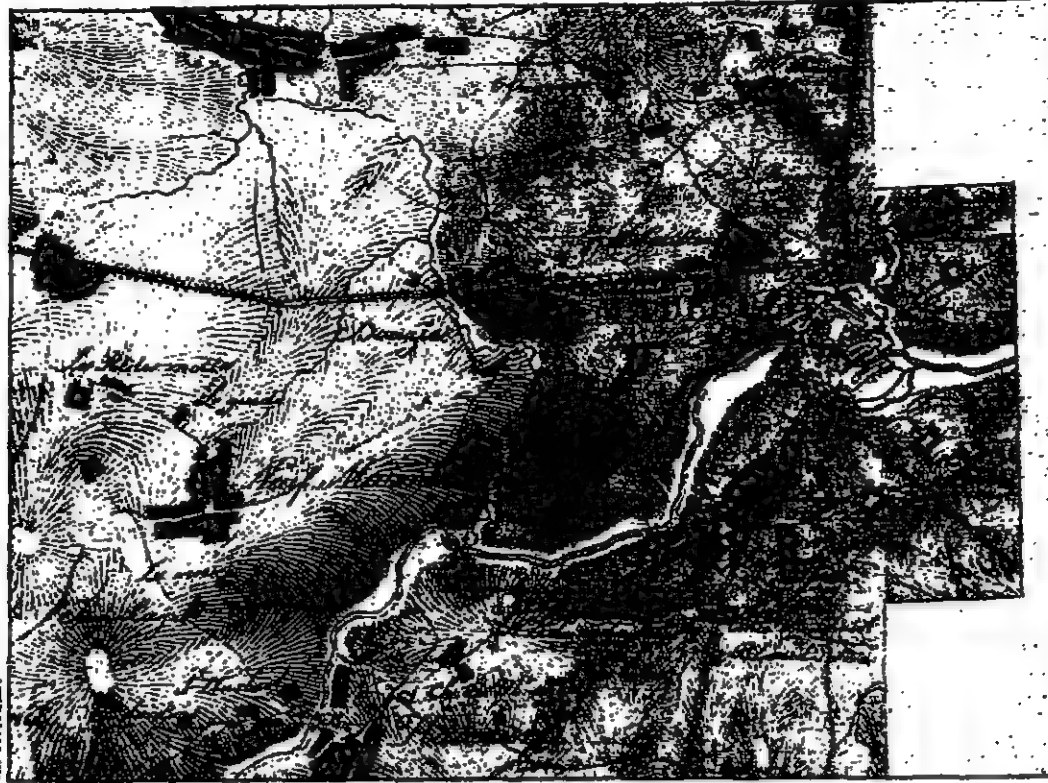


Planche dressée par les Russes (Archives historiques de l'URSS, Moscou).

« La partie de cette section (Charleville) tracée au crayon est dressée d'après la reconnaissance faite furtivement au cheval et à la vue par le major De Guimoulin et d'après la reconnaissance de l'état-major russe. » Au cours de ses années de difficile recherche, dans les cartothèques et archives civiles ou plus

souvent militaires, héritières des armées des puissances alliées de 1815, M. Watelet a découvert une masse de documentation d'autant plus importante que la réalisation des cartes n'a jamais été achevée. Les minutes levées à la planchette sur le terrain (on pourrait dire les « premiers jets ») dessinées

au 1 : 21 000 n'ont pas été détruites comme le veut l'usage. Les quelques cinq cents documents retrouvés comprennent donc les minutes et les planches, dessinées et coloriées à la main d'après celles-ci, planches qui auraient dû servir de modèles aux graveurs des cartes. Mais, dans aucun

pays, le stade de la gravure n'a pratiquement jamais été atteint.

Ces documents constituent une énorme mine pour l'histoire du début du dix-neuvième siècle des régions frontalières françaises. Ils sont particulièrement précieux pour le département des Ardennes, dont toutes les archives ont brûlé en mai 1940.

Il sont précieux aussi pour l'art de la guerre du début du siècle dernier. Ils illustrent parfaitement les propos du duc de Wellington, selon lequel les mauvaises cartes sont à l'origine des guerres perdues. Sans bonnes cartes indiquant avec précision les chemins et leur état de viabilité, les ponts, la topographie, les forêts et les bois, les zones bâties, comment, en effet, une armée pouvait-elle progresser en pays ennemi ?

M. Watelet a la preuve que les Prussiens ont copié en 1832 leurs cartes de 1815-1818 en les dotant de nouvelles légendes (en allemand) et en les réalisant en dessins beaucoup plus fins capables d'être gravés avec une grande précision. Ils ont aussi copié, à la même époque, une partie des cartes levées par leurs anciens alliés, en particulier par les Anglais et les Russes. Si on pense au principe énoncé par le duc de Wellington, on peut se demander — sans en avoir aucunement la preuve — si ces copies ont été utilisées en 1870-1871.

YVONNE REBEYROL

(1) La coalition victorieuse de Napoléon comprenait les Anglais, les Russes, les Autrichiens, les Prussiens, les Hanovriens, les Bavirois, les Saxons, les Hollandais-Belges et les Danois.

(2) La première « Carte géométrique de la France » est due aux travaux, remarquables pour l'époque, des géomètres Cassini, astronomes et géodésistes de père en fils. Elle comprend 181 feuilles et a été terminée en 1789 à la fin de la Révolution (le Monde du 27 juin).

La lutte contre les parasites de l'espèce humaine

Suite de la page 11

« Certes le code génétique ayant ses propres limites, on pourrait penser à des homologues fortuites. Mais, à partir du moment où vous trouvez un gène entier, fonctionnel, qui exprime chez un parasite les mêmes produits que chez l'homme, il est bien difficile de s'en tenir au hasard.

— Ne craignez-vous pas qu'en définitive tous ces progrès ne correspondent à un recul, que la parasitologie n'en soit revenue à un stade descendant. On a en effet le sentiment que vous décrivez un monde sur lequel vous n'avez pas les moyens d'agir.

— Non. Je dirai les choses autrement. Certes, dix ans après les premières perspectives très enthousiasmantes offertes par la biologie moléculaire, il faut avoir l'honnêteté et le courage de dire que des progrès spectaculaires ont été faits, mais que nous n'avons toujours aucun vaccin. C'est la réalité brute. Mais si nous avons échoué, ce n'est pas par hasard. C'est parce que nous avons allégrement fait l'économie de toute une série de caractéristiques biologiques, moléculaires et cellulaires des parasites. C'est beaucoup

moins simple que l'on croyait. Les liens entre le parasite et son hôte sont beaucoup plus complexes que dans le cas des virus ou des bactéries. Dans le même temps, on a découvert que le système immunitaire humain était loin d'être aussi simple et uniforme que l'on imaginait. J'ajouterais aussi que depuis l'avènement de la biologie moléculaire on n'a réussi à fabriquer qu'un seul nouveau vaccin, celui de l'hépatite B... Pour notre part, nous commencerons dans peu de temps au Sénégal les premiers essais en phase 1 de vaccination humaine contre la bilharziose.

— Voulez-vous dire qu'il faut aujourd'hui, compte tenu de toute cette complexité, faire une croix sur les espoirs de vaccination contre les parasites ?

— Non. La tâche pourtant est plus ardue que prévu. Finalement ce qui a manqué c'est une vision globale du parasite. Quelle que soit la diversité des parasites, quelle que soit la diversité des écosystèmes, on peut penser qu'il existe de grands mécanismes fondamentaux qui contrôlent les pouvoirs infectieux des parasites et leur potentiel de reproduction.

Au fond, chez tous les parasites, il y a l'utilisation d'une même stratégie.

« J'ai le triste privilège d'avoir été parmi les pionniers de cette aventure. J'ai mesuré le piètiement qui a été le nôtre pendant des années et je mesure aujourd'hui cette brutale et nouvelle explosion de connaissances et de moyens. En toute honnêteté, je n'ai aucun doute : en dépit des difficultés nous parviendrons à mettre au point des vaccins contre les maladies parasitaires. Dans ce domaine, j'ai bon espoir surtout si l'on parvient à appréhender les choses de manière différente. J'ajouterais qu'un vaccin ne veut bien évidemment pas ici dire éradication, compte tenu des caractéristiques sociales, économiques, politiques... de ces maladies.

— Plus généralement, y a-t-il, selon vous, un risque inhérent au développement de tels vaccins ? En bouleversant l'équilibre actuel, en « étouffant » tel ou tel parasite, ne craignez-vous pas d'entraîner l'émergence d'autres pathologies ?

— Il est bien difficile de répondre à une telle question. Je ne sais pas. Mais je pense que, compte tenu du terrible impact de ces maladies, compte tenu des millions de morts annuelles qu'elles entraînent et compte tenu de l'ampleur de l'enjeu, le risque vaut d'être pris.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

Argentine : la fuite des cerveaux

Suite de la page 11

Le Brésil voisin a montré l'exemple. Depuis longtemps, les industriels de São-Paulo financent en grande partie la recherche scientifique. Quelques rares initiatives ont porté leurs fruits, en pétrochimie et en médecine notamment, parmi lesquelles certaines ont eu lieu en Argentine même.

C'est le cas des recherches du docteur Eduardo Young et de son équipe en matière de fertilité et de stérilité au sein d'un institut privé de renommée internationale où les fertilisations in vitro sont désormais courantes. Les

jeunes médecins de cet institut gagnent entre 2 000 et 2 500 dollars par mois, alors que le professeur en physiologie Mario Paris, salarié du CONICET et de l'Université, qui travaille actuellement en liaison avec l'Institut Pasteur sur les mécanismes du transit dans l'intestin humain cancéreux ou sain, ne perçoit que 1 000 dollars.

Malgré une augmentation du budget de la recherche scientifique, passé, en 1990, de 100 à 150 millions de dollars, les ressources restent insuffisantes et les savants argentins ne voient d'autre planche de salut que dans les aides accordées par les pays étrangers, au premier rang desquels on trouve les États-Unis, puis la France.

EDITH CORON

REVUE DES DEUX MONDES

JUILLET-AOÛT 1990

environnement et développement

une nouvelle conscience

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

Une place de leader menacée en Amérique latine

Des prix Nobel, un excellent système de formation primaire et secondaire, une terre par tradition exportatrice de matière grise : le déclin actuel de la recherche argentine est d'autant plus déplorable que le pays, de tous ceux d'Amérique latine, a toujours occupé la première place au plan du développement scientifique et technique. « La recherche en Argentine » même survécu à la dernière dictature militaire, précise M. Romain Gaignard, président de l'Association française des sciences sociales sur l'Amérique latine (AFSSAL). « L'armée avait en effet suréquipé les laboratoires technologiques. Elle offrait dès 1980 des conditions de travail équivalentes à celles des États-Unis ou de l'Europe. »

Épargnés par les militaires, chercheurs et ingénieurs argentins prennent en revanche de plein fouet la récente aggravation de la crise économique. Pour autant, le pays a-t-il perdu dans ce domaine sa position de leader ? Pas encore, estiment les spécialistes. Les restrictions économiques, en Amérique du Sud, sont loin d'être l'apanage de l'Argentine. Mais l'écart pourrait se combler. Si des pays comme le Venezuela, le Chili ou la Bolivie n'excellent, de par

leur petite taille, que dans des secteurs de recherche limités, ce n'est pas le cas du Mexique, désormais tourné pour l'essentiel vers l'Amérique du Nord et le Japon. Et moins encore du Brésil, pays nouvellement industrialisé qui a démarré il y a quelques années une politique active de collaboration scientifique et technique avec l'Argentine.

« Au Brésil, dès les années 1980 qui ont vu naître la République, la science et la technologie ont été considérées comme la base de tout développement », rappelle Romain Gaignard. Aujourd'hui, si ce pays figure parmi les pays en voie de développement les plus endettés du monde, il produit lui-même ses avions et ses ordinateurs. Et son gouvernement faisait part, en 1988, de sa volonté de multiplier par dix, en vingt ans, le nombre de ses chercheurs (environ 35 000 aujourd'hui).

Une ambition nationale qui, comme par le passé, pourrait rapidement porter ses fruits. A preuve : les États-Unis, qui pratiquent déjà depuis trente ans une politique systématique d'offres de bourses et d'emplois vis-à-vis de l'Argentine, commencent aujourd'hui à s'intéresser de près à son immense voisin brésilien.

Ca. V.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Europe

M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN 0399-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

Imprimé au « Monde » 12, F. M. Gaudouin 94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

ABONNEMENTS :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer toutes sommes propres en espèces à l'imprimeur.

PP Paris 199

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement

Tableau des tarifs d'abonnement



la fuite
REUX

Une photo de...

SPORTS

FOOTBALL : la crise financière des Girondins de Bordeaux

L'administration fiscale aurait déposé plainte contre M. Claude Bez

La direction générale des impôts aurait déposé une plainte à l'encontre de M. Claude Bez, président du club des Girondins de Bordeaux. Cette information publiée au conditionnel, mardi 21 août, par l'Equipe n'est, pour l'instant, ni confirmée ni infirmée par l'administration fiscale ou par le parquet.

L'annonce de cette plainte ne surprend pas dans l'entourage du club girondin qui traverse une grave crise sportive et financière (le Monde du 14 août). Dans le cadre de l'enquête sur la gestion des clubs professionnels de football ordonnée par les ministères des finances et du budget, le club bor-

delais était particulièrement visé, surtout après les « révélations » qu'aurait faites M. Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille, lors d'une visite à M. Michel Charasse, ministre du budget (le Monde du 15 juin). « Bernard Tapie m'a apporté un certain nombre d'éléments qui m'ont ouvert des pistes intéressantes », avait alors déclaré le ministre.

Faute de précisions officielles, il est difficile de connaître la nature des anomalies constatées par les inspecteurs du fisc. Mais cette plainte expliquerait peut-être le peu d'empressement de la société Idis Finance pour verser au club girondin le prêt de 120 millions de francs cautionné en mai par la municipalité.

ÉDUCATION

Admissions aux grandes écoles

ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Options M'

François Adam (209), Sébastien Allard (214), Jean-Baptiste Alais (9), Daniel Andrieu (81), Philippe Anxanmayr (171), Xavier Astoll (125), Jean-Michel Aubert (227), Jean-Philippe Aubertel (139), Raphaël Auzan (59), Paul-Henry Bacher (189), Serge Badier (79), David Baillet-Latour (172), Jérôme Bally (82), Rodolphe Baronnet-Fruges (55), Alain Barrat (3), Stéphane Barrau (265), Olivier Barthelemy (231), Jérôme Bastiaud (179), Olivier Beauregard (175), Etienne Becker (153), Kamel Belfa (95), Thomas Behar (139), Karim Belabas (35), Vincent Belalcahe (103), Thierry Belloni (31), Maxime Ben Dahan (17), Frédéric Benque (173), Pierre Bernard (31), David Besnault (239), Alexandre Bilger (131), Emmanuel Billeter (235), Christophe Blaise (147), Philippe Blanchard (219), Cédric Bonaldi (62), Alexis Bonnel (163), Claude Bordenave (97), Serge Borel (185), Guillaume Borrel (179), Omar Boudhal (43), Louis Bourgeat (183), Damien Bourget (105), Laurent Bourgeois (217), Emmanuel Boursard (255), Pascal Boyer (83), Side-Choik Brakim (87), Frédéric Bruza (257), Cyrille Bruze (89), Julien Burdeau (46), Jérôme Bussa (81), Pierre Henry Campenac (261), Emmanuel Candès (103), Gérard Cavalier (29), Grégoire Cayatte (119), Antoine Chambers-Lair (2), Pierre Chariot (231), Jean-Christophe Chazotte (269), Frédéric Chauvel (135), Marc Chevrel (11), Sébastien Clère (127), Nicolas Codron (245), Jérôme Colas (169), Ghislain Collet (79), Antoine Colla (149), Laurent Colnat (239), David Corvoysier (237), Pierre Costa (157), Anne Coudon (259), Guillaume Coussé (243), Claude Couvent (187), Sylvain Damour (114), Raphaël Danckia (41), Erwan David (27), Antoine Dechre (135), Guillaume Decugis (167), Jean Dejean (61), Stéphane Delavette (217), Thierry Delmotte (91), Marco Demillie (191), Gauthier Demoulenere (163), Gauthier Demol (105), Nicolas Denis (39), Ludovic Dervaux (23), Gabriel Degrange (97), Arnaud Degrange (57), Laurent Di Cezze (201), Thomas Doucraux (19), Régis Du Moulin de la B (229), Cyril Dumail (179), Eric Ducaurget (79), Olivier Dugay (139), Eric Dumont (189), Mathieu Durand (141), Sébastien Durand (195), Pierre Eladri (181), Haana Enriquez (67), Vincent Escalier (227), François Feraud (89), Emmanuel Ferrand (83), Antoine Filipe (131), Laurent Finas (225), Bruno Flesselles (79), Marc Foisot (29), Frédéric Fouquet (13), Christian Franco (192), Benoît Frasse (19), Emmanuel Fritsch (101), Christian Frois (247), Maureen Gallagher (107), Laurent Gallot (199), Pierre Garand (71), Thomas Gardeur-Thore (157), Jacques Garrigues (251), Cyprien Gay (17), Damien Genestet (47), Martial Gerlinger (65), Jérôme Germon (19), Laurent Gheblin (177), Patrick Gili (25), Patrick Giffert (137), François Gorceud (35), Jérôme Gosset (207), Alain Gouzon (99), Jérôme Gouvenit (20), Louis Granboulan (119), Stéphane Grasse, Guillaume (169), Antoine Grange (73), Loïc Grene (39), Emmanuel Grenier (9), Thomas Gusch (269), Stéphane Guillou (13), Laurent Guillot (123), Stéphane Hadinger (167), François Hamel (27), Alexis Hassler (243), Jérôme Hemard (215), David Hermon (7), Marc Herlich (89), Eric Hestia (249), Laurent Hirsinger (263), Nicolas Holzschuch (107), Michel Houdebine (75), Pierre Hudry (207), Nicolas Jung (241), Bernard Jacquin (261), Roland Jozan (192), Christophe Josseland (109), Jean-Noël Juston (117), Philippe Kehren (259), Bruno Klingler (69).

Paul-Louis Moreau (45), Lionel Morin (185), Etienne Moser (157), David Mouillet (205), Michael Moura (113), Bao Nguyen-Huy (233), Serge Nicolau (219), Stéphane Nicoud (201), Emmanuel Normant (15), Gabe Olivier (67), Georges Papadopoulos (255), Jean-Philippe Papillon (99), Lionel Paquin (161), Xavier Paulik (223), François Pellaissier (73), Didier Perrot (199), Laurent Perchier (61), Nicolas Penty (161), Stéphane Pénin (141), Olivier Pénin (123), Marie-Pierre Pomes (251), Pascal Portelli (129), Antoine Pradry (255), Anne Ouegnier (129), Richard Quessada (203), Olivier Ravet (37), Serge Ravez (31), Pierre Raynaud-Richard (213), François Renard (127), Vincent Richard (51), François Rideau (253), Eric de Roquigny (159), Jérôme Rodde (41), Fabrice Rost (133), Olivier Rousseau (21), Henri Rubat du Merac (247), François Sabatier-Garot (43), Benjamin Sabat (62), Guy Saldenberg (63), Marc Sakis (25), Nicolas Sanson (47), Claude Schmitt (139), David Schwarz (133), Yvan Six (133), Hervé Skenderoff (85), Yacoub Slama (131), Virginie Solente (119), Sébastien Sorbelle (95), Jean-Baptiste Stuchlik (245), Sidney Studnia (7), Bruno Sudret (143), Olivier Talarbet (223), Tidiati Tall (169), Anne Taugay (59), Renaud Tassinon (221), Benoît Terrier (193), Christophe Teller (129), Jean-Thomas Theobald (131), Laurent Thiaut (249), Arnaud Tiscayre (249), Philippe Trimbora (79), Olivier Triller (69), Johann Ulms (11), Olivier Urell (249), Thomas Valpays (145), Arnaud Vamparys (95), Jérôme Vassier (13), Jean-Noël Vattaire de (221), Emmanuelle Vidal (77), Laurent Vignier (237), Jérôme Wabinski (57), Jérôme Wainstein (33), Sébastien Wendel (183), Eric Wilkenrot (71), Pierre Yon (197), Christophe Zimmer (155).

Options P'

Jérôme Anglade (31), Paul Archer (82), Christophe Bach (50), Eric Balmes (79), Christophe Barbier (114), Thomas Barthe (7), Hervé Baron (16), Thomas Bazin (51), Philippe Bertrand (8), Nicolas Bernad (25), Raphaël Biot (72), Laurent Boissac (249), Nicolas Boissac (56), Ivan Briceau (13), Xavier Briceau (17), Nathalie Brunelle (32), Bertrand Busson (38), Thierry Claumonde (74), Jérôme Chazot (36), Olivier Cohen (59), Didier Cohen (60), Sophie Cosac (9), Jean-Michel Cram (12), Vincent Danoix (70), François Dlot (52), Nam-Pheong Dora (34), Charles Doreau (33), Sandrine Duchêne (10), Domitille Ducloux (29), Emmanuel Durand (35), Marc Duhamel-Lamont (52), Eric Fie (13), Gilles Frisch (23), Isabelle Frisch (47), Cyril Furdubier (64), Philippe Gassmann (38), Yann Gaston (78), Vincent Ginebra (11), Frédéric Grunier (20), Manuelle Hauville (4), Valéry Huot (5), Augustin Huret (44), Raoul Jacquard (71), Sylvain Latargès (66), Pierre Le Sauvage (39), Jean-Louis Leclerc (43), David Leuzen (55), Jean-Jacques Lutz (77), Bernard Mace (24), Roland Massenet (39), Philippe Menill (68), Julien Meyer (63), Arnaud Mouton (22), Emmanuel Morin (65), Renaud Muret (40), Papa M'Baye (75), Laurent Perrot (2), Thomas Petillon (26), Olivier Philippe (76), Christelle Picaud (69), Yvan Poinat (57), Fabrice Ramire (41), Jean-François Ripoc (34), Frédéric Robin (21), Stéphane Rosignol (49), Jacques Rougier (20), Emmanuel Rousseau (39), Jean-Baptiste Sautier (61), David Schuler (18), Mathieu Soulas (27), Christine Triche (19), Jean-Philippe Uria (80), Arnaud Vanderbeeken (12), Khaled Madi (2), Ofa Mail (62), Kais M'Barik (21), Fehi Mamouni (14), Ngoc-Quyen Nguyen (18), Christian Ngoc-Paul (3), Henry Selha (11), Jacques Takahashi (25), Soledad Valencia (27).

Option M' à titre étranger

Ahmed Abbas (7), Abdelouar Achab (24), Adel Afrouni (50), Amer Afrouni (20), Habib Amari (17), Mounas Belrhiti Aloui (6), Khalid Benhadi Madani (16), Mohammed Bendali (23), Antoni Calvo Armengol (8), Abdel-Ilah Echchiali (19), Fida'a El-Char (13), Bahjat El-Darwiche (13), Houma Hachimi (12), Alexander Hayward (9), Yasser Henda (4), Abdelkerim Karim (10), Alaia Kaddi (1), Mohamed Lakhoua (22), Khaled Madi (2), Ofa Mail (62), Kais M'Barik (21), Fehi Mamouni (14), Ngoc-Quyen Nguyen (18), Christian Ngoc-Paul (3), Henry Selha (11), Jacques Takahashi (25), Soledad Valencia (27).

Option P' à titre étranger

Bahman Behroun (1), Meriem Ould Rouis (2), Georges Sarraf (3), Hédi Zabiti (4).

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 21 août

TF 1
20.30 **Cinéma : le Serpent** ■ Film franco-italo-allemand d'Henri Verneuil (1972). Avec Yul Brynner, Henry Fonda, Dirk Bogarde.
Documentaire : Histoires naturelles.
22.40 **Série : Chapeau melon et bottes de cuir.**
0.25 Journal, Météo et Bourse.
0.45 **Série : Mémoires d'outre-mer.**
1.15 **Feuilleton : C'est déjà demain.**

A 2
20.40 **Les dossiers de l'écran : les Grands Fonds** ■ Film américain de Peter Yates (1977). Avec Robert Shaw, Jacqueline Basset, Nick Nolte.
Débat : Des trésors au fond de la mer...
Avec Jean-Pierre Jonchery, chasseur d'épaves, Michel L'Hour, archéologue, Henri Delaux, président de la COMEX, Michel Bonaldi-Cambert, administrateur en chef des affaires maritimes, Robert Staniloff, chasseur d'épaves, le commandant Yvon Riwarc'h, directeur des opérations du Tzanik.
23.35 **Journal et Météo.**
23.50 **Musique : Festival de jazz d'Antibes-Juan-les-Pins.**
0.20 **Fin des émissions.**
2.00 **Magnatopost : Rugby.** Le match Argentine-Angleterre du 28 juillet (90 min).

FR 3
20.35 **Téléfilm : La Belle Nivernaise.** D'Yves-André Hubert, d'après Alphonse Daudet, avec André Valmy, Rosy Vana.
21.45 **Journal et Météo.**
22.10 **Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité.** D'André Langenay et Gérard Calderon.
22.55 **Série : Archives-mémoires.**

Charles Mézières : la passion contagieuse, de Bernard Maigrot.
23.35 **Documentaire : Histoire de l'art.** 10. Musique et danse de la cour de Chine.
23.45 **Musique : Carnet de notes.** Klavierschule op. 118 « romance » et « Intermède », de Brahms, par Gisèle Magnan, piano.

CANAL PLUS
20.30 **Cinéma : Police Academy 5** ■ Film américain d'Alan Myerson (1988). Avec Bubba Smith, David Graf, Michael Winslow.
21.55 **Flash d'informations.**
22.05 **Cinéma : Nocturne indien** ■■ Film français d'Alain Corneau (1989). Avec Jean-Hugues Anglade, Clémentine Céclard, Otto Tausig.
23.50 **Cinéma : Adorable menteuse** ■■ Film français de Michel Deville (1981). Avec Marina Vlady, Macha Méril, Michel Vitold.
1.30 **Cinéma : Cambodge Express** ■ Film américano-thailandais d'Alex King (1983). Avec Robert Walker Jr., Woody Strode, Nancy Kwan.

LA 5
20.35 **Cinéma : les Bidasses au pensionnat** ■ Film français de Michel Vocolat (1978). Avec Jean-Marc Thibaut, Jacques Jouanneau.
22.15 **Téléfilm : Un tombeur de folie.** De David Seard, avec Martine Cassey, Robin Harlan.
23.30 **Sport : Cyclisme.** Clémence du championnat du monde sur piste au Japon.
0.00 **Journal de minuit.**
M 6
20.35 **Téléfilm : Le surdoué.** Film de Jim Begg, avec Gary Coleman, Dean Cain.
22.15 **Documentaire : Chasseurs d'images.**

22.30 **Cinéma : Barbe Bleue** ■ Film français de Christian-Jaque (1951). Avec Pierre Brasseur, Cécile Aubry, Jacques Sernas.
0.00 **Six minutes d'informations.**
0.05 **Magazine : Ciné 6.**
0.20 **Musique : Boulevard and hard.**

LA SEPT
20.05 **Documentaire : Le temps des cathédrales** (8).
21.00 **Documentaire : Hôtels, the story.** (The Savoy à Londres). De Walter C. Schwartz.
22.00 **Documentaire : La mer en mémoires** (3). De Laszlo Szabo.
22.30 **Magazine : Imagine.**
23.00 **Documentaire : Histoire parallèle.**

FRANCE-CULTURE
20.50 **Le roman du Rhin.**
21.05 **L'Europe consonances-disonances.** Mythes et réalités de la Chrétienté occidentale.
22.05 **Du ça dans le pastis.** Fabienne Babe, scénariste.
22.15 **Le bestiaire enchanté et sans oubli.** Le cheval (2^e partie).
22.40 **Musique : Nocturne.** Jazz à la belle étoile. Le groupe Mingus Dynasty.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Nuits bleues.** Jesse Mae Hemphill.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 **Concert (donné le 24 juillet lors du Festival d'Aix-en-Provence).** Leçons de ténors, Magrini à deux deus, de Couperin ; Cum invocarem, motet de Campra, par Viorica Gans, soprano, Noémie Rime, ténor ; Elisabeth Virifia, basse de viole, William Christie, orgue positif.
23.07 **Nuits chaudes.** Un Brévil secret.
0.58 **Les valses de l'été.**

Mercredi 22 août

TF 1
13.35 **Feuilleton : Les feux de l'amour.**
14.25 **Série : Tribunal.**
14.45 **Club Dorothée vacances.**
15.55 **Série : Chaps.**
17.40 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.25 **Jeu : Une famille en or.**
18.55 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.25 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.50 **Tirage du Tac-O-Tac.**
20.00 **Journal, Météo, Tapis vert et Loto.**
20.35 **Théâtre : La dame, le voleur et le détective.** Pièce de Henri Robin-Léar, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, avec Michel Roux, Annick Blancheteau, François Duval.
22.25 **Feuilleton : Le gérifaut (8^e épisode).**
23.45 **Journal, Météo et Bourse.**
1.00 **Feuilleton : C'est déjà demain.**
1.20 **Info revue.**

A 2
13.40 **Série : Falcon Crest.**
14.05 **Magazine : Eté show.**
14.10 **Feuilleton : Jacques le Croquant.**
15.55 **Magazine : Eté show (suite).**
17.10 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
17.35 **Magazine : Giga.**
18.10 **Série : Mac Gyver.**
19.00 **Feuilleton : Châteaufort.**
20.00 **Journal, Météo et Une vie de fou.**
20.40 **Carte blanche à Claude Sérillon.** En direct du Bataclan.
0.00 **Journal et Météo.**
0.15 **Magazine : Du côté de chez Fred.**

FR 3
14.00 **Chut, les parents se reposent.**
15.00 **Série : Mission casse-cou.**
15.50 **Magazine : Une pêche d'enfer.**
16.30 **Jeu : Objectif Tintin.**
18.00 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.**
20.00 **Jeu : La classe.**
20.35 **Feuilleton : Richard Wagner.** De Tony Palmer, avec Richard Burton, Vanessa Redgrave (3^e épisode).
21.30 **Magazine : Les femmes aussi.** Invitées : Elise Victor, Michèle Froussal.
22.30 **Journal.**
23.55 **Opéra : la Bohème.** De Giacomo Puccini, livret de Giacosa et Illica, mise en scène de Francesco Zambello, par l'Orchestre de l'Opéra de San Francisco, dir. Tiziano Severini. Diffusé en simultané et en stéréo sur France-Musique.

CANAL PLUS
15.05 **Documentaire : Les allumés...** Cas rois de l'Alchimie, de Larso Spang Olsen.
15.35 **Téléfilm : Face à la mort.** De Larry Shaw, avec Ken Olin, Joseph Botto.
17.15 **Série : Allô ! Allô !**
17.40 **Documentaire : Australie, un autre monde.**
18.05 **Opossums et koalas.**
18.05 **Cabou cadin.** Babar.
En clair jusqu'à 21.00
18.30 **Cabou cadin.**
19.20 **Top album.**
19.55 **Flash d'informations.**
20.00 **Magazine : Scrupules.**
20.31 **Cinéma dans les salles.**
21.00 **Cinéma : Huit millions de façons de mourir** ■ Film américain de Hal Ashby (1988). Avec

Jeff Bridges, Rosanna Arquette, Alexandra Daddario.
22.50 **Flash d'informations.**
22.55 **Cinéma : Hello Mary Lou** ■ Film canadien de Bruce Pittman (1987). Avec Lisa Schrage, Michael Ironside, Wendy Lyon.
0.30 **Cinéma : Tarzan et le Safari perdu** ■ Film américain de Bruce Humberstone (1956). Avec Gordon Scott, Robert Beatty, Yolande Donlan (v.o.).
1.50 **Documentaire : La légende de Cary Grant.**

LA 5
13.30 **Téléfilm : La fille d'en face.** De Hajo Ges, avec Hansjörg Felmy, Gerhard Theissen.
15.15 **Série : Les cinq dernières minutes.**
16.40 **Dessins animés.**
18.00 **Série : Riptide.**
19.00 **Journal images.**
19.10 **Jeu : Je compte sur toi.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drales de sports.**
20.35 **Téléfilm : Le fleur ensanglanté.** De Jerry Thorpe, avec Kris Kristofferson, Jane Alexander (1^{re} partie).
22.20 **Série : Arabesque.**
23.30 **Sport : Cyclisme.**
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Rediffusions.**

M 6
13.50 **Série : Docteur Marcus Welby.**
14.40 **Téléfilm : La vole Jackson.** De Gérard Herzog, avec Marie-Josée Neuville, Guy Marchand (3^e partie).
16.10 **Jeu : Match music.**
17.15 **Informations : M 6 info.**
17.20 **Série : Laredo.**
18.10 **Série : Cher oncle Bill.**
18.35 **Série : Espion modèle.**
19.30 **Série : Dis donc papa.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Téléfilm : Le cri du loup.** De Dan Curtis, avec Peter Graves, Clint Walker.
21.50 **Téléfilm : Le train de l'angoisse.** De David Lowell Rich, avec Ben Johnson, Martin Miller.
23.05 **Variétés : Escalade à Montréal.** bonjour la visite !

1.00 **Six minutes d'informations.**
1.05 **Série : Portraits crachés.**
1.30 **Documentaire : Portraits d'artistes.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT
14.30 **Cours d'Italien** (8).
15.00 **Documentaire : Nuijiang, la vallée perdue.** De Lu Yue.
16.30 **Danse : Groosland.** Ballet de Maguy Marin.
17.30 **Documentaire : Roman Opalka.** De Christophe Lottz.
18.00 **Téléfilm : Haendel esquive.** De Tony Palmer.
20.05 **Documentaire : Ateliers contemporains** (Domela, soixante-cinq ans d'abstraction).
20.30 **Documentaire : Passages en regard.**
21.00 **Feuilleton : L'or du diable.**
22.00 **Série : C'est notre univers.**
22.30 **Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire.**
23.00 **Documentaire : Figures de la foi** (François d'Assise). De Jacques Trépo.
23.50 **Court-métrage : Dernier adieu.** De Robert Cahon.

FRANCE-CULTURE
20.50 **Le roman du Rhin.**
21.02 **L'Europe consonances-disonances.** L'Europe de l'humanité.
22.05 **Du ça dans le pastis.** Luc Ferry, philosophe.
22.15 **Le bestiaire enchanté et sans oubli.** La foudre (1^{re} partie).
22.40 **Musique : Nocturne.** Jazz à la belle étoile.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Nuits bleues.** Flora Molton.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 **Concert (donné en septembre 1989 à Jérusalem) : Symphonie n° 2, de Tchaïkovski ; Concerto pour piano et orchestre n° 19 en fa majeur K 455, de Mozart ; Enigma variations pour orchestre op. 36, d'Elgar, par l'Orchestre symphonique de Jérusalem, dir. Lawrence Foster ; sol : Christian Zacharias, piano.
22.30 **Concert (en simultané avec FR 3) : La Bohème, opéra en quatre actes de Puccini.** Les valses de l'été.**

Audience TV du 20 août 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

| HORAIRE | FOYERS AYANT REGARDÉ (LA TV en %) | TF1 | A2 | FR3 | CANAL + | LA 5 | M6 |
|---------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|---------------|------------------|-------------------|
| 19 h 22 | 36,0 | Santa-Barbara 14,1 | Châteaufort 2,7 | Actual. rég. 14,4 | Top 50 1,2 | Je compte 1,9 | Espon. 1,9 |
| 19 h 45 | 38,8 | Roue fortune 18,0 | Châteaufort 2,8 | 19-20 infos 10,4 | Top 50 2,5 | Journal 2,0 | Dis donc papa 2,0 |
| 20 h 18 | 51,5 | Journal 28,0 | Journal 10,8 | La classe 6,2 | Scrupules 1,2 | Journal 3,3 | M-est serve 3,8 |
| 20 h 35 | 51,5 | Scandales... 17,0 | Drales couple 10,4 | Homme aux... 15,8 | L'ouragan 1,3 | Special... 7,0 | Impossible... 2,2 |
| 22 h 8 | 49,6 | Scandales... 18,5 | Drales couple 9,7 | Homme aux... 18,3 | L'ouragan 1,8 | Les badochon 2,7 | Impossible... 2,9 |
| 22 h 44 | 31,8 | Solnt les 80 12,1 | Pub 3,8 | Soir 3 7,8 | Comida 1,3 | Pub... 4,1 | Rouge baser 2,8 |

Le Monde de l'Informatique

BDDP notre consultant interne informatique et télécoms

En 6 ans, notre GROUPE DE COMMUNICATION a pris une dimension mondiale (effectif, CA). Notre affirmation professionnelle passe par l'intégration de nos services et notre capacité d'innovation. L'informatique en est le vecteur : 400 micros MACINTOSH, réseaux spécialisés, serveurs dédiés, messagerie, PAO...

Venez rejoindre la Direction du Groupe à Boulogne (92) pour coordonner cette floraison d'initiatives, en devenant la cheville ouvrière de notre politique volontariste.

INGENIEUR grande école, vous avez acquis en 5 à 7 ans chez un conseil, en SSI ou dans une grande entreprise, une solide culture technique (environnement micros, réseaux...) et vous pratiquez l'anglais.

Si vous êtes un battant, nous vous ouvrons au monde de la communication.

Notre consultant, J. THILY
vous remercie de lui écrire (réf. 5640 LM)
"Carrières de l'Informatique"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
BORDEAUX - LYON - GRENOBLE - LILLE -
NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

CENTRE HOSPITALIER GÉNÉRAL DE MULHOUSE
DÉPARTEMENT DES SYSTÈMES D'INFORMATION
ET DE L'ORGANISATION
recherche

1 RESPONSABLE MICRO-INFORMATIQUE

Mission : - Gérer et développer les réseaux de micros en place.
- Suivi système,
- Assistance, conseils et formation des utilisateurs,
- Développement et mise en œuvre de nouveaux produits.
Profil : - Bac + 4 ou équivalent,
- Une expérience micro de 2 ans environ,
- Une pratique des systèmes CTOS est un plus.

1 ANALYSTE D'APPLICATION

Mission : - Participer au développement des applications médicales et médico-techniques en environnement GCOS7 MANTIS-IDS2.
Profil : - Bac + 4 ou équivalent,
- Une expérience en environnement hospitalier ou GCOS 7 sera appréciée.

Merci d'adresser avant le 30.9 votre lettre de candidature, CV, photo et prétentions en précisant le poste choisi à :

Monsieur le Directeur du
Centre hospitalier général de Mulhouse
87, avenue d'Aldrich, BP 1070
68051 MULHOUSE CEDEX.

Entreprise industrielle (Paris) - C.A. : 450 MF
plusieurs IBM AS 400
recherche

Chef de Service Informatique

(maîtrise informatique)

Responsable du management du service,
de la conduite des projets informatiques,
du budget informatique, et de la qualité du service.

Écrire sous N° 8004 Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy 75007 Paris

Le département du Finistère
recrute

UN CHARGÉ DE MISSION INFORMATIQUE CONTRACTUEL

Placé auprès du Directeur Général, il devra suivre
la mise en place et l'évolution des projets liés
au schéma directeur informatique du département.
Niveau requis : diplôme d'ingénieur ou équivalent.

Adresser lettre de candidature, curriculum vitae et photo à :
Monsieur le Président du Conseil Général du FINISTÈRE
Direction du Personnel - Section concours
50, rue Jean-Jaurès - 29196 Quimper
pour le 21 septembre 1990, dernier délai.

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent et de restituer aux inté-
ressés les documents qui leur ont été
confiés.

Le Monde des Secteurs de Pointe

Ingénieur Développement Mécanique : assurez nos échanges technologiques internationaux.

Notre Département, qui conçoit et réalise des produits de régulation à prédominance mécanique, appartient à un grand Groupe mondialement connu dans le Contrôle Industriel.

Pour mieux servir notre marché, nous voulons développer nos échanges technologiques entre nos différents bureaux d'études situés aux USA, au Japon et en Europe.

Vous, jeune Ingénieur Mécanicien (A et M, Mines, E.C.P., ENSMA...) débutant ou première expérience, vous participez, après une période de formation, au développement de nos produits et prenez la responsabilité des échanges technologiques pour notre Département. Vous vous rendez dans les différents bureaux d'études du Groupe, nouez des contacts étroits, recueillez et échangez des informations technologiques pour valoriser la conception mondiale de nos produits.

Vous aurez compris que votre langue de travail sera l'anglais.

Le poste se situe dans une importante ville du Centre de la France.

SEFOP, notre Conseil, vous remercie d'adresser votre candidature sous réf. CIE 767 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

SEFOP

MEMBRE DE SYNTec

MASTRE EN ENVELOPPE DU BATIMENT (Centrale Paris)

Il faudrait vous payer pour continuer vos études ?
Nous avons des choses à nous dire ...

JEUNE INGENIEUR

Offrir à un jeune ingénieur de formation Génie Civil, Mécanique, ou généraliste (ENSAM, MINES, Centrale...), dégage des obligations militaires, une formation aux techniques de protection des bâtiments, c'est tout SMAC ACIEROID. Suffisamment passionné par son métier pour savoir en ouvrir les portes, SMAC ACIEROID, leader français du second œuvre du BTP, n'hésitera pas à miser sur le potentiel du candidat de son choix. Avec, à la clé, la volonté de l'intégrer à l'issue de cette année de formation, au niveau de ses compétences et de ses choix.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à SMAC ACIEROID, sous la réf. SSO/3390 à la
Direction des Ressources Humaines - 1 av. E. Freyssinet - BP 6 - GLYANCOURT
78 062 St QUENTIN EN YVELINES CEDEX

SMAC ACIEROID

SIGNE PARTICULIER : PROFESSIONNALISME

ETPM

SERIMER



SERIMER, filiale du Groupe McDERMOTT-ETPM, spécialisée dans le soudage des pipelines en mer et à terre, recherche :

- DÉPARTEMENT AUTOMATISME -

Jeune INGENIEUR AUTOMATICIEN

- Vous avez des compétences en automatisme, électricité, électronique et informatique industrielle.
 - Vous êtes un homme de méthode assurant les relations avec les sous-traitants, négociant les prix et gérant les contraintes de délais.
 - Vous avez un sens aigu de l'initiative et le goût du travail en équipe.
 - Nombreux déplacements à l'étranger, anglais indispensable.
- Ce poste est à pourvoir à Villers-Cotterêts (02)

Adresser CV, photo et prétentions à notre Cabinet Conseil qui traitera votre candidature en toute confidentialité : Réf A 107, WAXELL Consultants, 48, rue de Provence 75009 Paris

INGENIEUR PRODUCTION SYNTHESE ORGANIQUE

REGION LANGUEDOC

Il assurera l'industrialisation 1/4 grand d'un procédé de synthèse et mettra en place les bonnes pratiques de fabrication.
Vous avez une formation ingénieur ou doctorat chimie spécialisée en chimie organique, et avez acquis pendant au moins deux ans, et impérativement dans l'industrie, la pratique de la synthèse multi-étapes au sein d'un laboratoire 1/4 grand ou pilote.
Vous êtes motivé par la responsabilité du démarrage d'une petite unité de production au sein d'une industrie de pointe.
N'hésitez pas à envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous référence 02466 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 79849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

سكزا من زيجيل

Le Monde des Secteurs Pointe

VOUS AVEZ CHOISI LES TELECOMMUNICATIONS : nous avons déjà un point commun.

L'activité TELECOMS du nouveau pôle Service et Ingénierie Informatiques du Groupe ALCATEL vous offre un grand choix de métiers dans un environnement de pointe : RVA, Messagerie X400, Serveurs multimédias et Messagerie Vocale, architecture de réseaux hétérogènes, Ingénierie de Réseaux, Réseaux locaux large bande.

► INGENIEUR TELECOM

- confirmé (2 à 5 ans d'expérience).
- débutant de formation Grandes Ecoles option "Système" ou Télécommunications.

Vous possédez des compétences "Système" (UNIX, VMS...), Réseaux (X25, Numérus, Ethernet...) ou SGBDR (Oracle...) et maîtrisez les langages C, Pascal...

Vous valoriserez vos connaissances en participant à la conception et la réalisation de systèmes de Télécommunication de nouvelle génération.

(Réf. BTL/9)

ALCATEL
TITIN ANSWARE

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste à Murielle YDE - ALCATEL TITIN ANSWARE
1, rue Galvani - BP 110 - 91301 MASSY CEDEX



Entreprise Industrielle (Paris) - C.A. : 450 MF
plusieurs IBM AS 400 - Langage utilisé : RPG 400
recherche

Analyste programmeur (BTS - DUT)

Responsable de la maintenance des applications, de la documentation technique et des manuels utilisateurs.

Responsable exploitation (Bac technique ou scientifique)

Responsable de la gestion automatisée, de l'exploitation, de l'ordonnement des travaux, de la gestion des incidents. Connaissances micro appréciées.

Écrire sous N° 8005 Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy 75007 Paris

ORGANISME DE RECHERCHES APPLIQUÉES

recrute

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Débutants ou quelques années expérience

Automatique - Modélisation et Commande Processus Continus - Gestion de Production - Contacts industriels
Bonne connaissance anglais souhaitée
Envoyer C.V. à ADEKSA, BP 52
91371 Verrières-le-Buisson Cedex.

Le Monde

IMMOBILIER AGENDA IMMOBILIER

mercredi + jeudi + vendredi + samedi (RADIO-TÉLÉVISION)

PUBLICITÉ :

RENSEIGNEMENTS & RÉSERVATIONS :

45-55-91-82, poste : 43-24

Le Monde des Cadres

... Le Monde • Mercredi 22 août 1990 17

Directeur du Personnel

En étroite collaboration avec la Direction Générale du Groupe vous aurez à mettre en place l'intégralité de la fonction Ressources Humaines, notamment :

- la gestion prévisionnelle,
- la gestion des carrières,
- la formation,
- la rémunération,
- le suivi quotidien de l'administration de la fonction et l'interface avec les partenaires sociaux.

De formation supérieure, parfaitement bilingue anglais, vous possédez une première expérience globale de 3 à 5 ans, de préférence dans un environnement multinational. Rigueur, organisation, autonomie, sens du contact sont des qualités qui vous permettront de réussir et d'évoluer au sein de notre Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en anglais (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 90/8 à : David WINN, General Manager, American Express Bank, 12/14 Rond-Point des Champs-Élysées, 75008 PARIS.



AMERICAN EXPRESS BANK

L'Etablissement Public de la Bibliothèque de France recherche pour son département audiovisuel

un responsable du système documentaire

Expérience de l'information documentaire appliquée à l'audiovisuel nécessaire.

Adresser C.V. et prétentions au : Département personnel E.P.B.F.
1, place Valhubert - 75013 Paris.

LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE GRENOBLE

(1 000 agents - 100 équipements et services - budget 200 MF)

recrute pour son secteur Action sociale

UN DIRECTEUR (H/F)

Rattaché à la Direction générale, il fera partie du Comité de Direction et aura sous sa responsabilité : les Centres sociaux, les Centres d'accueil et d'hébergement, les Services d'intervention sociale.

Le candidat, habitué aux relations avec les administrations et les associations, devra faire preuve :

- d'une excellente connaissance du secteur social ;
- d'une expérience similaire de direction ;
- d'une solide expérience de gestion et d'organisation ;
- de disponibilité.

Poste à pourvoir immédiatement.

Grade : Directeur Territorial.

Les candidats adresseront leur C.V. + photo et une lettre manuscrite à :

Monsieur le Directeur Général du Centre Communal d'Action Sociale de Grenoble
28, galerie de l'Arlequin, 38100 GRENOBLE
Avant le 30 septembre 1990.

VILLE DE ROUEN recrute

DIRECTEUR DU THÉÂTRE DES ARTS

Capable de concilier le maintien des traditions lyriques et la modernité des productions.

Expérience de direction d'une entreprise publique ou privée de production artistique.

Missions : Programmation lyrique innovante et ambitieuse incluant la saison 1991-1992.

Élargissement du public, positionnement par rapport à la vie culturelle de la Haute-Normandie et des régions voisines, recherche de coproduction avec les structures culturelles régionales. Développement des relations extérieures du théâtre - recherche de nouveaux partenaires - modernisation de la gestion.

Prise de fonctions souhaitée, automne 1990.

Adresser la demande de candidature à Monsieur le Maire de ROUEN avant le 30 septembre 1990.

Pour mieux recevoir clients et candidats, CDPA Franche Comté s'agrandit.

Nous vous accueillons à partir du 1^{er} septembre 1990 au :

10, avenue Clémenceau
25000 Besançon

Tél. 81.81.82.02 - Fax. 81.81.87.84

11000 PARIS

CDPA

LYON BESANCON

Pour son secteur conception et rédaction de brochures et documents spécialisés,

VILLE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

recherche

COLLABORATEUR

POUR SON SERVICE COMMUNICATION

Expérience audiovisuelle appréciée

Envoyer C.V. et lettre manuscrite à M. Michel PÉRICARD

Mairie de Saint-Germain-en-Laye
Hôtel de Ville, 16, rue de Portoise
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

En liaison avec les Responsables économiques du département, le Conseil Général crée son Agence de Développement et recherche son

Directeur NORD DE PARIS

Profil : de formation supérieure, type Sciences Po, Ecole de Commerce, grande Ecole d'ingénieur + formation gestion, vous avez exercé des fonctions de gestion ou de développement en Entreprise, et êtes familiarisé avec le montage de dossiers de financement.

Mission : vous serez chargé de gérer les dossiers d'aide à la création ou à la consolidation d'entreprises, et rechercherez en France ou à l'étranger de nouveaux investisseurs. Vous disposerez de plusieurs fonds d'aide. Vous travaillerez en liaison avec les élus et les professionnels du département et de la Région. Rémunération : 400 à 500 Kf + voiture.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite + photo à Sophie VORUZ
Professions Libérales - 12-14, Rond-Point des Champs-Élysées - 75008 PARIS, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

La ville de CHAMBERY (SAVOIE) recherche

une personne (h. ou f.) ayant un niveau de formation universitaire

Fonctions : Elle aura pour mission d'appui technique et administratif auprès du coordonnateur en charge de la préparation, de la mise en place, des manifestations liées à la réalisation du Centre Culturel, Scientifique, Technique et Industriel du Centre Curial de Chambéry.

Cette opération, qui s'accompagne de la construction dans le même volume d'une grande bibliothèque, s'inscrit dans le cadre des grands travaux du Président de la République. Ces projets sont prévus en accompagnement de la tenue des Jeux Olympiques d'Hiver de 1992.

Grade : Niveau d'Attaché de la Fonction Publique Territoriale.

Niveau de rémunération : Salaire brut mensuel de 16 472 francs.

Position administrative :

Contrat de UN AN renouvelable à compter de la prise de fonction.

Certifications souhaitées : - Maîtrise de droit, licence de droit, spécialisé(e) éventuellement en droit des affaires, - Maîtrise, licence de sciences physiques.

Compétences très souhaitées :

- Grande aptitude :
 - à l'organisation ;
 - aux négociations et aux relations humaines ;
 - à l'élaboration rapide de documents de synthèse, de tableaux synoptiques, de rapports.
- Capacités d'anticipation, de rigueur ;
- Bonne maîtrise de l'anglais, éventuellement de l'espagnol ;
- Goût pour les déplacements rapides et assez nombreux.

Disponibilité souhaitée : 15 septembre, à la limite 1^{er} octobre 1990.

Point particulier : les candidat(e)s retenu(e)s seront sollicité(e)s pour un entretien à partir du 10 septembre 1990.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente à : Monsieur le Maire
Direction du Personnel - Hôtel de Ville
73001 Chambéry Cedex

Au plus tard le 3 septembre 1990.

Renseignements : Monsieur Lapeyre. Tél. : 79-33-93-55 poste 2082.

10

Les conséquences de la crise du Golfe

Calmer le jeu fiscal...

Quand il annonce que la demande publique et privée devra être parfaitement maîtrisée pour empêcher la hausse des prix du pétrole de dégénérer en inflation (le Monde du 21 août), M. Bérégovoy pense à deux choses : aux salaires et au budget de l'Etat.

L'évolution des rémunérations du secteur privé — nettement plus rapide depuis le début de l'année — échappe en grande partie à l'Etat, mais pas celle des salaires du secteur public. Si MM. Bérégovoy et Charasse ne peuvent plus remettre en chantier l'ensemble du projet de budget de l'Etat pour 1991, tout au moins peuvent-ils prévoir des coupes qui ne seraient effectives que si les choses tournaient mal sur la scène pétrolière mondiale.

Ces coupes, regroupées dans un fonds de régulation conjoncturelle, pourraient être de 10, de 15 et peut-être même de 20 milliards de francs. Elles concerneraient, directement ou non, les traitements de la fonction publique — dont les relèvements habituels pourraient être différés — et d'autres dépenses (d'équipement ou même d'intervention).

Reste la partie fiscale du projet de budget pour 1991. MM. Bérégovoy et Charasse ont dû faire de telles concessions aux ministres des finances que les charges de l'Etat augmentent l'année prochaine à un rythme rapide, proche de 5,5 %. Encore l'équilibre général de la prochaine loi de finances n'a-t-il été réalisé que grâce aux 6 milliards de francs d'économies réalisées sur la défense, après arbitrage du président de la République. C'est assez dire que le gouvernement ne dispose que d'une marge de manœuvre infime (moins de 5 milliards) pour réduire les impôts.

En matière de fiscalité, les idées de M. Bérégovoy étaient simples : alléger davantage le taux de l'impôt sur les bénéfices non distribués pour renforcer la situation des entreprises et encourager l'investissement ; réduire à nouveau le taux de la TVA pour nous aligner sur les pratiques européennes en même temps que pour alléger les prix de détail ; faire quelques gestes en direction du Parti socialiste, qui réclame plus de justice fiscale.

La crise du Golfe, la hausse des prix pétroliers ont — ou vont avoir — trois conséquences : accélérer l'inflation ; alourdir les coûts des entreprises ; inquiéter les marchés financiers. La baisse du taux majoré de la TVA, qui pourrait passer de 25 % à 23 %, permettrait de freiner un peu l'inflation. La baisse de 37 % à 35 % du taux de l'impôt sur les sociétés — il en coûterait 3,2 milliards de francs — apparaît plus nécessaire qu'il y a un mois pour préserver la santé des entreprises. Il est même possible qu'une mesure supplémentaire soit prise, du genre, possibilité de déduire la TVA sur les produits pétroliers, ce que les professionnels appellent les rémanences. La nervosité, pour ne pas dire plus, des marchés financiers va, en revanche, probablement dissuader le gouvernement de toucher à l'imposition de l'épargne des particuliers. Le Parti socialiste attendra...

AL. V.

Hausse imminente de la production et tension sur les marchés pétroliers

Alors que l'Agence internationale de l'énergie décidait, lundi 20 août, de reporter au 31 août sa réunion initialement prévue pour jeudi à Paris, invoquant la nécessité pour les gouvernements d'étudier encore l'évolution des marchés, l'OPEP a, comme on s'y attendait, jugé urgent d'attendre.

Un communiqué publié lundi par l'OPEP, l'agence de presse de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, n'était en fait qu'une confirmation de ce qui n'était pas une surprise : la proposition américaine d'augmenter la production de pétrole n'ayant pas reçu le soutien de la majorité requise par les statuts, soit sept voix sur treize.

L'heure reste cependant à la consultation au sein de l'Organisation. Son président, l'Algérien Abdelhak Benbouren, a ainsi pris l'initiative de rencontrer plusieurs ministres de l'OPEP pour des consultations avant la fin du mois.

On pourrait s'acheminer, comme l'a proposé le gouvernement de Djakarta, vers une réunion consultative restreinte composée de six des treize membres, à savoir l'Arabie saoudite, le Nigeria, l'Iran, le Venezuela, l'Algérie et l'Indonésie. En tout état de cause, une telle réunion ne devrait pas se tenir avant le dimanche 25 août.

Anticipant sur la tenue et le succès d'une conférence de l'OPEP, le président du Venezuela M. Carlos Andrés Pérez a annoncé, de son côté, une hausse imminente de sa production de pétrole. « Le Venezuela augmentera sa production quand sera conclu cet accord au sein de l'OPEP dans les prochains jours de cette semaine », a-t-il déclaré avec un brin d'optimisme, car nous nous sommes engagés à nous occuper de nos clients et à veiller à l'équilibre du marché pétrolier mondial.

«Garantir les quotas d'exportation»

Déterminé à accroître sa production quotidienne de 500 000 barils, le président vénézuélien a expliqué qu'il ne comptait pas « utiliser cette crise pour que les prix s'envolent, causant ainsi de graves préjudices à l'économie internationale. Il faut garantir au monde les quotas d'exportation que l'OPEP s'est engagée à fournir au marché pétrolier ».

Lundi 20 août, pourtant, les cours du brut poursuivaient leur ascension

Le Japon va payer plus cher le brut iranien

TOKYO

de notre correspondant

Les compagnies pétrolières japonaises s'apprêtent à payer le pétrole iranien à un prix supérieur à celui du marché au terme de contrats qu'elles ont en train de négocier couvrant une période de trois mois (septembre-décembre). Showa Shell Sekiyu a déjà accepté les conditions des Iraniens. Les autres compagnies devraient suivre son exemple.

Ces augmentations de prix, qui changent la valeur du pétrole iranien, pourraient s'appliquer aux autres acheteurs en Asie (les Philippines, la Thaïlande et Taiwan) et inciter les autres pays producteurs à suivre l'exemple de Téhéran.

A partir du mois prochain, les Japonais paieront le baril de pétrole brut iranien 8,3 dollars de plus qu'en août. Soucieux de combler les « trous » dans leur approvisionnement consécutif à l'embargo sur les livraisons de pétrole en provenance du Koweït et de l'Irak (12 % du total), les Japonais se sont certes tournés vers le Venezuela, le Mexique ou l'Equateur mais ils sont aussi devenus plus dépendants de l'Iran qui en temps

normal subvient à 7,4 % de leurs besoins en pétrole. Avant l'invasion du Koweït, le Japon achetait 200 000 barils par jour à l'Iran. Au cours des dix derniers jours, il s'est cependant porté acquiescent de quelques six millions de barils de National Iranian Oil Co. Le ministre de l'Industrie et du Commerce international, qui a levé les restrictions (sous forme de « recommandation ») sur l'importation de pétrole iranien, décidées en janvier 1988, a néanmoins fixé un « plafond » à ces achats à 300 000 barils par jour. Mais il est vraisemblable qu'il sera obligé de relever cette limite, estime-t-on dans les milieux pétroliers (l'Iran propose au Japon 550 000 barils par jour).

Les Iraniens ont, par le passé, largement profité du souci quasi-obsessionnel des Japonais de consolider leurs sources d'approvisionnement : en 1980, ils avaient ainsi relevé, à un mois d'intervalle, de 5 dollars le prix du baril après avoir passé des contrats trimestriels. Ils entendent cette fois encore tenir la dragée haute à ces acheteurs plus captifs que par le passé.

Ph. P.

Les conséquences de la sécheresse et de la crise bovine

La FNSEA presse le gouvernement d'aider les agriculteurs

Le président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), M. Raymond Lacombe, a lancé, le lundi 20 août, un « ultimatum » au gouvernement et à la Commission européenne de Bruxelles pour qu'ils puissent « donner avant le 1^{er} septembre quelques espoirs » aux agriculteurs, en particulier aux éleveurs touchés à la fois par la sécheresse et par la chute brutale des prix de la viande bovine et ovine.

Une certaine animosité se lisait sur les visages, lundi après-midi, sur le parvis du ministère de l'Agriculture où le conseil d'administration extraordinaire de la FNSEA avait décidé, à la dernière minute, de se transporter pour se faire entendre de M. Henri Nallet. Le ministre, occupé ailleurs, envoya son directeur de cabinet, M. Jean Nestor, pour calmer les esprits, et un dialogue de sourd s'installa dans une certaine confusion.

« Les agriculteurs sont très inquiets et en colère. Inévitablement, des actions d'envergure auront lieu si on n'obtient pas satisfaction », déclarait M. Lacombe, appelant à une grande manifestation nationale pour le 29 août. « On n'arrive plus à tenir nos gars, ils sont à bout », ajoutait un responsable départemental.

ERIC FOTTORINO

Le débat sur la rigueur est relancé

Reçu lundi 20 août par M. Michel Rocard, M. François Perigot, président du CNPF, a clairement annoncé la couleur. La crise du Golfe, a-t-il prévenu, exige « une politique de rigueur en matière de dépenses publiques et de salaires pour préserver la croissance ». « L'économie française pourra affronter cette situation si les entreprises conservent leurs capacités compétitives et si l'on ne retombe pas dans les erreurs commises dans le passé », a continué le dirigeant patronal, qui entend que la liberté des prix ne soit pas remise en cause.

Pour lui, « si crise il y a, il faut qu'elle soit gérée de manière différente que par le passé notamment en ne faisant pas supporter aux seules entreprises tout le poids de l'augmentation du coût ».

Un tel plaidoyer en faveur d'une politique économique et sociale plus restrictive — éventualité qui, pour l'heure, n'est évoquée que du bout des lèvres par le ministre de l'Economie — a suscité un véritable tir de barrage des syndicats, qui considèrent que les entreprises ont les moyens d'absorber le contrechoc d'un renchérissement du prix de l'énergie. Il n'est pas question que

« les chefs d'entreprise saisissent l'argument de la croissance pour se dispenser de la part d'effort qui leur revient », a résumé la CFTC.

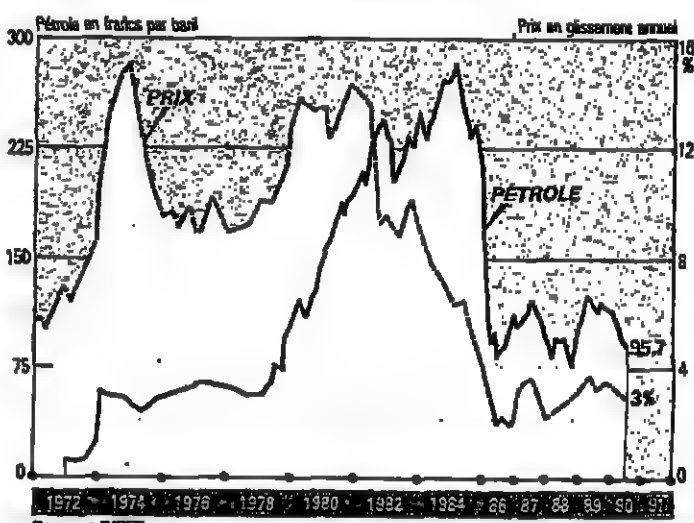
Pour la CFDT, « le moment n'est pas venu de prêcher la rigueur », alors que l'Force ouvrière envisage « une manifestation de masse pour donner un coup de semonce » et que la CGT s'élève contre « la volonté de profiter de la situation internationale pour aggraver la politique d'austérité ». Interrogé par l'AFP, M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, assure qu'il ne « faut pas s'affoler ».

Dans l'immédiat, les conflits syndicaux redoutent surtout que la prise de position de M. Perigot ne vise à compromettre avant même qu'elles s'engagent les prochaines discussions de branche sur la question des bas et moyens salaires.

Au CNPF, on assure qu'il n'en est rien, mais l'on reconnaît que la perspective d'un ralentissement de la croissance ne peut que renforcer les réserves déjà formulées au printemps par le patronat à l'égard d'une réévaluation trop marquée des basses rémunérations.

J.-M. N.

Prix de détail et prix du pétrole



Source : INSEE

La Bourse de Paris paraît plus fragile que ses concurrentes étrangères

Avec l'aggravation de la situation au Moyen-Orient, l'état de santé des grands marchés financiers internationaux s'est encore nettement dégradé en début de semaine.

Les Bourses asiatiques ont été les premières à manifester leurs craintes, Manille surtout (- 5,2 %), suivies un peu plus loin par Bangkok (- 2,9 %), Singapour (- 2,5 %), Hong-kong (- 2,2 %) et Tokyo (- 1,1 %).

Un peu plus tard, les grandes places européennes se sont mises à afficher de bien meilleures performances : Francfort (- 1,8 %), Amsterdam (- 1,2 %), Londres (- 1,1 %). Mais si l'on excepte Milan (- 4,5 %), c'est encore la Bourse de Paris qui a été de loin la plus éprouvée en reculant à nouveau lundi 20 août de 3,19 %. Un moindre mal, se l'on songe qu'en séance l'indice CAC-40 avait reculé de 4,65 %.

Depuis l'ouverture de la crise début août, les valeurs françaises se sont dépréciées d'un peu plus de 20 % : une baisse sans précédent en un laps de temps aussi court depuis le fameux krach d'octobre 1987 (- 21,19 %). Même Tokyo, qui voit une semaine avoir conduit le mouvement (- 15 %), a réussi depuis à retrouver quelques couleurs. En utilisant l'indice CAC (base 100 au 31 décembre 1981), beaucoup plus fiable que son cadet, Paris tient encore le record en terme de chute (- 14,6 %).

Le marché français aurait-il davantage de motifs de se montrer pessimiste ? Les experts estiment que, avec un baril de pétrole à 25 dollars, la crise devrait avoir un effet limité sur l'économie de notre pays avec un petit regain d'inflation et un alourdissement de 20 milliards de francs de la balance commerciale.

En fait, les maux dont souffre la Bourse parisienne paraissent dans l'immédiat de nature beaucoup plus structurelle. Première remarque : avec des taux d'intérêt plus

élevés qu'en Allemagne fédérale, la France est peut-être plus vulnérable à une reprise de l'inflation, car, en dehors de l'impact de la hausse du brut, le gouvernement devra certainement faire face au cours des prochains mois à une dérive salariale déjà manifeste au premier trimestre avec la hausse de 1,6 % du taux de salaire horaire.

La multiplication des nouveaux produits

C'est l'opinion des opérateurs du marché obligataire, qui y voient là la principale cause de la chute du MATIF où la première échéance du notional est tombée de 103,18 le 31 juillet à 98,16 lundi 20 août (- 4,9 %). Et « quand rien ne va plus sur l'obligataire », disent les spécialistes, « le marché des actions entre en transe ». Une chose est certaine : l'écart entre les taux à long terme français et allemands, tombé en mai à 0,70 point, est aujourd'hui remonté à 1,3 point, anéantissant la promesse d'une baisse des taux.

L'autre handicap dont Paris a à pâtir est la multiplication ces dernières années de nouveaux produits financiers. M. Alain Boscher, président de la société de Bourse portant son nom, est très clair à ce sujet. A propos des OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières) monétaires, il souligne que ces derniers « sont d'autant plus attrayants que les taux pratiqués dans ce pays sont abusivement élevés. On peut très bien comprendre qu'un épargnant désireux de ne pas prendre de risques se contente de ce revenu. Dès qu'une crise comme celle que nous traversons survient, le transfert d'épargne des actions vers ces produits ne peut que s'accroître ».

Il n'a pas tort, et les grands architectes de la rénovation de la Bourse ont eux aussi largement contribué à ce transfert de clientèle de la Bourse vers ces formes de

placement indirects plus sécuritaires.

Avec une clientèle particulière en net déclin, le marché parisien a été d'autant plus éprouvé qu'il a également perdu une grande partie de sa clientèle étrangère, partie depuis le printemps, qu'à New-York, prête à ce moment-là à battre tous ses records d'altitude, qui en Allemagne fédérale, attirée par les perspectives alléchantes de la réunification avec la RDA. Cette clientèle n'est toujours pas revenue.

Pour corser le tout, une vague d'augmentations de capital en début d'été a eu pour effet de réduire les liquidités, qui commencent déjà sérieusement à s'assécher. Il ne faut guère s'étonner dans ces conditions des faibles courants de transactions enregistrées ces dernières semaines, dont la maigreur même est responsable de la chute des cours.

Le plus singulier est que pour expliquer la baisse précipitée des cours rue Vivienne, depuis quelques jours les observateurs évoquent fréquemment les ventes des petits porteurs. Si les grandes banques de la place enregistrent en effet depuis quelques temps sur leurs SICAV des ventes plus nombreuses que des achats, il semble difficile d'imputer à ce phénomène l'entière responsabilité du malaise boursier.

Sont-ce alors les petits particuliers boursicoteurs qui, devant l'énormité des soldes débiteurs à régler pour la prochaine liquidation générale du 23 août, vendent pour se procurer l'argent nécessaire ? Impossible d'en recenser le nombre, mais il s'agit là d'une race en voie de disparition depuis la rénovation de la Bourse de Paris. De plus, durant le krach d'octobre 1987, les petits porteurs avaient été les seuls à garder leur sang-froid et leurs titres, contribuant à éviter une catastrophe. Mais entre une crise financière et une crise géopolitique les mentalités peuvent avoir changé.

A. D. et F. L.

ÉCONOMIE

La crise économique en RDA

Suite de la première page

En cette mi-août 1990, c'est plutôt le spectre d'une Allemagne à deux vitesses où cohabiteraient durablement, sans vrai rapprochement, cinq Länder orientaux en pleine dépression et une ex-République fédérale ultra-prospère qui hante les esprits de ces citoyens du Nord pourtant peu enclins aux réactions émotives.

Raison principale de ce pessimisme naissant : le chômage. « Ici, à Schwerin, on compte déjà plus de 10 000 sans emploi et leur nombre augmente de 1 500 par semaine. Il faut y ajouter le travail à temps partiel largement utilisé par les entreprises et qui n'est qu'un chômage déguisé. Les gens sont d'autant plus déçus que jusqu'ici, en RDA, nous ne connaissions pas le chômage », raconte une fonctionnaire (1) de l'administration de ce district, le plus à l'ouest du nouveau Land.

De fait, sur ce terrain sensible, les perspectives à l'échelle de la RDA sont des plus sombres : « On dénombre aujourd'hui 4 % de chômeurs dans le pays, ils seront 10 % dans un mois et certains redoutent qu'on atteigne des seuils de 25 ou 30 % » observe M. Rüdigger Born, responsable du SPD à Schwerin, qui, reprenant ainsi les thèses de son parti, considère que l'union monétaire a été mise en œuvre trop rapidement, sans laisser aux entreprises le temps de s'organiser. « Dans le secteur productif, 75 % d'entre elles sont proches de la banqueroute, les grands combinats sont en pleine déroute et les PME n'ont pas les moyens de se développer », affirme-t-il. L'industrie et encore davantage l'agriculture de la RDA produisent trop cher des biens de surcroît peu adaptés aux besoins du marché.

Toujours à Schwerin, un gros bourg qui a grandi autour de son château ducal au style baroque, aux dîners même de la nouvelle administration, les chances de survie de l'ensemble de l'industrie légère sont problématiques. L'industrie alimentaire subit de plein fouet la concurrence des produits de l'Ouest, de meilleure qualité ou tout simplement mieux présentés. « Chez nous, le nombre de porcs abattus en juillet-août inférieure de 50 % à ce qu'il était en mars-avril », constate M. Jürgen Mohrmann, le directeur d'une importante entreprise de production de viande qui a déjà dû réduire très sensiblement son personnel.

Quelques grosses entreprises semblent sorties d'affaire parce qu'elles ont eu la bonne idée de conclure à temps des accords de coopération avec des groupes de RFA. On cite une importante câblerie qui a signé avec Siemens un accord de recherche (voilà peut-être, espère-t-on, 4 000 emplois sauvés), un groupe de production hydraulique qui coopère avec Mannesmann, une laiterie avec Nestlé...

Les bassins du port sont vides

A Rostock, ancienne ville de la Hanse, au nord-est, sur la Baltique, la situation n'est pas plus brillante. La majorité des bassins du port sont vides de navires et l'activité y semble insignifiante. « Quelle image épouvantable », s'exclame M. Ingebert Schreiber, le directeur des relations publiques, mais, voyez-vous, le changement de régime a tout bouleversé, jusqu'à la géographie. La raison d'être de ce port était polaire, c'était la porte de la RDA sur l'extérieur. Maintenant que les frontières ont disparu, les usines de Leipzig et de Dresde préfèrent exporter par Hambourg plutôt que par Rostock. Les vieilles structures ne fonctionnent plus : nous recevons des cargaisons de charbon soviétique mais les clients ne sont plus là pour les réceptionner. Tout est à repenser. Le trafic est déjà sensiblement inférieur à celui de 1989 et tout laisse penser que la situation ira en empirant. Le port, bien sûr, commence à licencier. Le nombre de salariés devrait y passer de 6 000 en 1989 à 2 000 à la fin de l'année. Apparemment, les chantiers navals, gros pourvoyeurs d'emplois, bénéficient de carnets de commandes bien remplis mais leur productivité étant, nous dit-on, inférieure de moitié à celle de la RFA, il leur faudra bientôt, eux aussi, songer à dégraisser.

A une échelle encore modeste, la privatisation de l'économie est engagée. Des chefs d'entreprise qui ont connu les vicissitudes d'une nationalisation progressive ont pu récupérer leurs biens. Mais il se débattent déjà au milieu d'inextricables difficultés. Tel est le cas de Terra Tiefbau, une PME de travaux publics établie à Rostock après la première guerre mondiale et dont le nouveau statut juridique

ne date officiellement que du 1^{er} août 1990. « Quand on a amorcé la privatisation au printemps, on nous a beaucoup promis, mais les crédits sont très lents à venir. C'est grave car les caisses des communes, nos principaux clients, sont vides. Elles viennent ainsi de supprimer plus de 2 millions de deutsche-marks de commandes alors que pourtant les besoins sont énormes : les canalisations de Rostock, les stations d'épuration, l'approvisionnement en eau sont à bout de souffle. Nous faisons face à un problème énorme de liquidités », nous raconte M. Maske, le fils du fondateur qui, à soixante-dix ans passés, a repris du service aux côtés de son épouse et de son fils.

Paradoxe qui a conduit l'économie à sa ruine, la RDA était un pays à coût de production élevé mais bon marché à vivre grâce aux subventions de l'État. Ces affectées aux produits alimentaires atteignaient 50 milliards de marks par an. Leur suppression a provoqué les hausses de prix que ne compensent pas, dans l'esprit du consommateur moyen, le fait d'avoir eu accès le 1^{er} juillet, aux conditions dans lesquelles s'est déroulé l'échange de monnaie, à la voiture (d'occasion), au téléviseur couleur ou à la machine à laver le linge. Augmentation des prix, augmentation des cotisations sociales aussi, précarité de l'emploi, le mécontentement est d'autant plus vif qu'aucune amélioration n'est en vue.

Un long purgatoire

La période de purgatoire serait-elle plus longue que prévu ? Personne ne doute que la spirale dépressive actuelle - baisse de la production, restructuration des entreprises pour améliorer la compétitivité, réduction de la main d'œuvre - se prolonge au moins deux ans. Le 1^{er} janvier prochain, une nouvelle vague d'augmentation des prix est programmée : les loyers aujourd'hui bloqués à un niveau ridiculement bas, qui ne permet pas l'entretien le plus élémentaire, vont doubler ou tripler. Certains n'excluent pas alors un regain d'agitation sociale et critiquent le gouvernement de Maizière jugé incapable de piloter de manière efficace la conversion économique et de se faire entendre à Bonn : « Leur compétence est limitée et puis ces gens sont conscients qu'il ne sont pas en place pour très longtemps », dit-il. Ce coup, ne s'agit-il pas d'un coup de grâce ?

Les entreprises ouest-allemandes jugent incapable de piloter de manière efficace la conversion économique et de se faire entendre à Bonn : « Leur compétence est limitée et puis ces gens sont conscients qu'il ne sont pas en place pour très longtemps », dit-il. Ce coup, ne s'agit-il pas d'un coup de grâce ?

Effectivement, les investissements ne démarrent pas comme espéré. Deux difficultés initiales sous-estimées brouillent les cartes : la pollution du sol et les problèmes de propriété. Tant que le second ne sera pas résolu, industriels, promoteurs et coopératives agricoles de l'Ouest seront tentés de rester dans une prudente expectative. Cependant, l'effort financier consenti par Bonn, considérable même s'il se révèle insuffisant, porte déjà ses fruits : « D'avril à juin, nous avons construit autant de routes que durant toute l'année 1989 », constate M. Bernd Neubüßer, responsable de l'énergie et des transports pour le district de Rostock.

Le stress provoqué par les bouleversements en cours, le traumatisme que suscite la nécessité de se prendre en charge chez des gens habitués, depuis quarante ans, à voir tout décider à Berlin, n'excluent pas de nombreuses initiatives au niveau des entreprises pour s'adapter à la situation nouvelle. « Tout bouge, ici », souligne encore M. Jürgen Mohrmann. La restructuration de son entreprise de viande, la privatisation en cours de plusieurs de ses établissements ne l'empêchent pas d'investir.

« Nous avons acheté une machine à emballer et, en juillet, ouvert deux magasins à Schwerin pour écouler nos propres produits ». Même souci de rester dans la course chez M. Manfred Markmann, un paysan au physique de héros de western, qui, à Bandelsdorf, près de Rostock, dirige une

exploitation agricole technique performante mais à la productivité catastrophique en raison d'une main-d'œuvre surabondante. Il lui faut mener de pair la restructuration que chacun attend après le changement de régime et la modernisation. Les menuisiers, maçons, mécaniciens, devront quitter son exploitation. Mais M. Markmann entend les aider à s'établir à leur propre compte. De telles mutations sont coûteuses et elles viennent s'ajouter aux difficultés que rencontrent pour écouler une

production concurrencée par celle de l'Ouest.

Pour se mettre à niveau, M. Markmann a besoin d'argent frais mais les banques, considérant ces pertes de recettes, se font prêter alors que, pourtant, l'exploitation est saine. « On ne me donne pas la possibilité de faire ce qui est nécessaire pour survivre » dénonce ce « batant » qui, par ailleurs, déplore la pression exercée sur le monde paysan pour que les structures agricoles de RDA (caracté-

sées par de grandes fermes de plusieurs milliers d'hectares) évoluent vers un modèle d'exploitation familiale du type de celui qui domine en RFA.

La confiance dans l'avenir reste apparemment intacte. Personne ne songe à remettre en cause la nécessaire intégration à l'économie de marché. Mais les lendemains glorieux paraissent plus lointains qu'aux premiers jours du changement : « L'ambiance euphorique du

début s'est évanouie, en novembre, nous avons eu le sentiment d'être attendus et accueillis. C'était un sentiment superbe. Mais, au moins sur le plan de la vie économique, cette impression a disparu. Nous constatons aujourd'hui qu'on a mal évalué nos besoins. Et puis certains veulent profiter de la situation. Mais nous apprendrons vite », conclut M. Bernd Neubüßer.

PHILIPPE LEMAÎTRE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TRIBUNAL DE COMMERCE DES ETATS-UNIS
DISTRICT SUD DE NEW YORKObjet :
THE DREXEL BURNHAM LAMBERT GROUP INC. ET AL.

Chapitre 11 Affaire n°90 B 10421 (HCB)

INJONCTION FIXANT LE DERNIER DELAI DE DEPOT DES TITRES DE CREANCE
OU DES TITRES DE PARTICIPATION CONTRE LES DEBITEURS

A TOUTES LES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES AYANT DES CREANCES CONTRE OU DES TITRES DE PARTICIPATION DANS L'UNE QUELCONQUE DES ENTITES DEBITRICES SUIVANTES:

VEUILLEZ NOTER que le Tribunal de commerce des Etats-Unis pour le District Sud de New York (le "Tribunal de commerce") a émis une injonction datée du 23 juillet 1990 ("l'injonction du tribunal") demandant à toutes les personnes physiques et morales, y compris les individus, les sociétés et les autres entités, de déposer les titres de créance ou de participation dans l'une quelconque des entités débiteuses suivantes (collectivement, les "Entités Drexel" ou "Débiteurs") au plus tard aux dates de dépôt respectives en vertu du chapitre 11:

| Entité Drexel | Date de dépôt |
|--|-----------------|
| THE DREXEL BURNHAM LAMBERT GROUP INC. | 13 février 1990 |
| DREXEL BURNHAM LAMBERT TRADING CORPORATION | 9 mai 1990 |
| DREXEL BURNHAM LAMBERT TRADE FINANCE INC. | 15 mai 1990 |
| DREXEL BURNHAM LAMBERT INCORPORATED | 29 mai 1990 |
| BER INCORPORATED | 29 mai 1990 |
| DEAUVILLE UNITED CORPORATION | 29 mai 1990 |
| DOUBLE OIL & GAS INCORPORATED | 29 mai 1990 |
| DREXEL BURNHAM LAMBERT (ASIA) LTD. | 29 mai 1990 |
| DREXEL BURNHAM LAMBERT C.F. INC. | 29 mai 1990 |
| DREXEL BURNHAM LAMBERT CAPITAL GROUP INC. | 29 mai 1990 |
| DREXEL BURNHAM LAMBERT INTERNATIONAL INCORPORATED | 29 mai 1990 |
| DREXEL BURNHAM LAMBERT COMMERCIAL PAPER INCORPORATED | 29 mai 1990 |
| DREXEL BURNHAM LAMBERT INTERNATIONAL INC. | 29 mai 1990 |
| DREXEL BURNHAM LAMBERT INVESTORS CORP. | 29 mai 1990 |
| DREXEL BURNHAM LAMBERT (UK) CORP. | 29 mai 1990 |
| DREXEL BURNHAM LAMBERT PRODUCTS CORP. | 29 mai 1990 |
| DREXEL INVESTMENT HOLDINGS INC. | 29 mai 1990 |
| FIRST DEL CREDIT | 29 mai 1990 |
| DREXEL BURNHAM LAMBERT GOVERNMENT SECURITIES INC. | 20 juin 1990 |

de produire lesdits titres de créance ou de participation relatifs au Drexel Burnham Lambert Group Inc. en envoyant lesdits titres à P.O. Box 95, Bowling Green Station, New York, New York 10274-0095 ou en faisant livrer lesdits titres au greffier du Tribunal de commerce des Etats-Unis, District Sud de New York, One Bowling Green, New York, N.Y. 10004 par porteur ou par message (mais pas par la poste des Etats-Unis), des copies de ce qui est effectivement reçu le 13 novembre 1990 au plus tard (la "Date de prescription"). Lesdits titres de créance ou de participation ne seront considérés comme déposés qu'au moment de leur réception effective.

Tel qu'il est employé dans les présentes, le terme "créance" signifie (a) le droit d'exiger un paiement, que ce droit soit ou non fixé par jugement, liquidé, non liquidé, fixe, conditionnel, éché, non éché, contesté, non contesté, légal, équitable, garanti ou non garanti; ou (b) le droit à un dédommagement équitable pour rupture d'engagement si ladite rupture donne droit à un paiement, que ce droit à un dédommagement équitable soit ou non fixé par jugement, fixe, conditionnel, éché, non éché, contesté, non contesté, garanti ou non garanti.

VEUILLEZ NOTER PAR AILLEURS QUE si vous êtes tenu de produire un titre de créance ou de participation et que vous manquez à cette obligation dans les conditions décrites, vous serez définitivement privé de la possibilité de voter au plan ou des plans quelconques (s) de restructuration de l'entité débiteuse ou de bénéficier d'une distribution en vertu de tel(s) plan(s), et serez définitivement privé de la possibilité de faire valoir lesdits titres de créance ou de participation contre l'apport quelconque des Entités Drexel, ses successeurs ou ayants droit, AVEC LES EXCEPTIONS SUIVANTES:

- TOUTE PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE QUI A DÉJÀ DÉPOSÉ UN TITRE DE CREANCE OU DE PARTICIPATION CONTRE LES ENTITES DREXEL AUPRES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DES ETATS-UNIS POUR LE DISTRICT SUD DE NEW YORK (OU AUX BONS SOINS DES ENTITES DREXEL A LA BOITE POSTALE INDIQUEE DANS LES PRESENTES) N'EST PAS TENUE DE PRODUIRE UN DUPLICATA DU TITRE DE CREANCE.
- TOUTE PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE (I) DONT LA CREANCE N'EST PAS ENREGISTREE COMME "CONTESTEE" (CONTESTABLE) OU "NON LIQUIDE" DANS LES LISTES DES ENGAGEMENTS DES ENTITES DREXEL DEPOSEES AUPRES DU GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE ET (II) QUI EST D'ACCORD AVEC LA CLASSIFICATION ET LE MONTANT DES DETTES FIXES DANS LESDITES LISTES N'EST PAS TENUE DE PRODUIRE UN TITRE DE CREANCE.
- LES CREANCES ET LES TITRES DE PARTICIPATION DECRTS CI-APRES ("CREANCES EXCLUES") NE SONT PAS AFFECTES PAR LA PRESENTE INJONCTION. LES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES AYANT DES TITRES DE CREANCE OU DE PARTICIPATION MORALE TITULAIRE D'UNE CREANCE EXCLUE N'EST PAS TENUE DE PRODUIRE UN TITRE DE CREANCE A LA DATE OU AVANT LA DATE DE PRESCRIPTION EN CE QUI CONCERNE LADITE CREANCE EXCLUE. TOUS LES AUTRES TITRES DE CREANCE OU DE PARTICIPATION DOIVENT ETRE PRODUITS AU PLUS TARD LE 15 NOVEMBRE 1990, DATE DE PRESCRIPTION.

- Les participants et les bénéficiaires des plans de retraite de l'un quelconque des Débiteurs (les "Plans de retraite") ne sont tenus de produire un titre de créance pour aucune réclamation concernant des allocations de retraite prévues par lesdits Plans; à ceci près, toutefois, que tout employé actuel ou ancien d'une Entité Drexel, ou ses successeurs, héritiers ou bénéficiaires, qui désirent faire valoir un droit contre une quelconque Entité Drexel qui n'est pas exclusivement fondé sur les droits de retraite prévus dans les Plans de retraite d'une Entité Drexel (tel que revendications d'admission à une caisse de retraite ou appels pour refus d'admission à une caisse de retraite, réclamations pour injustice, réclamations concernant les plans de sécurité sociale de l'emploi, un licenciement injuste, la discrimination contre l'emploi, des dommages à la personne, un accident de travail, un décès accidentel, etc.) doivent déposer une réclamation à la Date de prescription au plus tard, à moins qu'une autre exception prévue dans les présentes ne soit applicable.
- Toute Entité Drexel en possession d'un droit de revendication de société à société contre une autre Entité Drexel;
- Toute personne physique ou morale (i) dont le nom figure sur la Liste des actionnaires déposée par le Drexel Burnham Lambert Group Inc. (le "Groupe") en vertu du Règlement sur les faillites 1007 (a) (3) en tant que propriétaire d'actions ordinaires ou privilégiées en circulation du Groupe ("Actionnaires") et (ii) qui est d'accord avec le nom de l'actionnaire figurant dans ladite Liste au nom de ladite personne physique ou morale; à ceci près toutefois que tout Actionnaire qui désire faire valoir un droit contre un quelconque Débiteurs en tant que créancier dudit Débiteurs qui n'est pas exclusivement fondé sur la détermination d'un titre de participation dans le Débiteurs liés au fait qu'il possède des actions ordinaires ou privilégiées du Groupe, y compris, mais sans s'y limiter, des droits fondés sur (i) des droits de rachat qui incombent aux détenteurs d'actions ordinaires ou privilégiées, (ii) des dividendes non payés et déclarés avant la date de la demande de protection en vertu du chapitre 11 de la Législation sur les faillites déposée par le Groupe, (iii) la valeur desdits titres de participation, ou (iv) toute autre obligation d'un quelconque Débiteurs, doit produire un titre de créance au plus tard le 15 novembre 1990, Date de prescription.
- Les individus qui ont droit à des réparations pour cause d'accident du travail fondées sur des incidents, des accidents ou des événements qui ont eu lieu avant la Date de dépôt pour les Débiteurs respectifs.
- Les créances fiscales, le cas échéant, du Fisc américain.
- Tout individu ayant une réclamation liée au refus d'un contrat de location ou d'un contrat certain qui est encore en vigueur doit faire valoir ladite réclamation au plus tard à la date fixée dans l'injonction surmontant ledit refus à moins que ladite injonction ne spécifie pas ladite date à aucune date n'est spécifiée, toute réclamation de cette nature doit être déposée au plus tard le 15 novembre 1990, Date de prescription.
- Les réclamations du Service du Fisc des Etats-Unis au titre des créances fiscales contre toute Entité Drexel;
- Les réclamations "clients" contre Drexel Burnham Lambert Incorporated ou toute autre Entité Drexel qui est ou était un courtier agréé, au titre d'une quelconque "valeur-client" ou d'un quelconque "avoir-client", tel que défini à la section 741 du Code de faillite, à l'exception de toute autre réclamation desdites créancières de créance.

VEUILLEZ NOTER PAR AILLEURS QUE TOUTES LES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES AUTRES QUE CELLES MENTIONNEES AUX PARAGRAPHES A, B ET C CI-DESSUS DOIVENT PRODUIRE UN TITRE DE CREANCE OU DE PARTICIPATION AU PLUS TARD LE 15 NOVEMBRE 1990, DATE DE PRESCRIPTION, EN ANGLAIS, TOUS LES MONTANTS RECLAMES DEVANT ETRE CONVERTIS EN DOLLARS EU A LA DATE DE DEPOT POUR LES DEBITRICES RESPECTIVES. FAUTE DE QUOI LES PROPRIETAIRES DREXEL, LES CREANCIERS OU TITRES DE PARTICIPATION SERONT DEFINITIVEMENT PRIVES DE LA POSSIBILITE DE VOTER SUR LA DISTRIBUTION OU DE RECEVOIR DES Paiements EN ESPÈCES OU EN NATURE AU TITRE D'UN QUELCONQUE PLAN DE REORGANISATION DES DEBITRICES EN QUESTION, NI D'UN QUELCONQUE SUCCESSION DES DEBITRICES.

VEUILLEZ EGALEMENT NOTER QUE les actes ou omissions des Débiteurs antérieurs à la date de demande de protection en vertu de la Législation sur les faillites, y compris les contrats d'assurance, garanties, options de vente, options d'achat et autres dispositions similaires et services fournis à ou par un Débiteurs, sont susceptibles de donner lieu à des réclamations contre ledit Débiteurs nonobstant le fait que lesdites réclamations ou créances (ou les préjudices sur lesquels elles se fondent) risquent d'être conditionnelles ou de n'avoir pas eu lieu, de n'être pas échues, prescrites ou liquidées avant ladite date. Par conséquent, tout créancier ayant une créance réelle ou potentielle contre un Débiteurs, aussi indirecte ou conditionnelle qu'elle soit, doit produire un titre de créance au plus tard le 15 novembre 1990, Date de prescription.

Les titres de créance doivent essentiellement être présentés sous la forme approuvée par ce Tribunal, dont une copie se trouve au Greffe du Tribunal et peut être obtenue en téléphonant au 19-05-90-1224, ou dans le format des Formulaires officiels N° 19, 20 ou 21. Les titres de créance ou de participation doivent être produits en envoyant par la poste chaque justificatif de manière à ce qu'il soit RECU au plus tard à la Date de prescription à:

The Drexel Burnham Lambert Group Inc.

P.O. Box 95

Bowling Green Station

New York, New York 10274-0095

ou (b) en faisant remettre lesdits documents au Greffier du Tribunal de commerce des Etats-Unis par porteur ou par message (mais pas par la poste des Etats-Unis) à l'adresse suivante:

Clerk, U.S. Bankruptcy Court

Room 614

Old Custom House

One Bowling Green

New York, N.Y. 10004

de sorte qu'ils soient RECUS au plus tard le 15 novembre 1990, Date de prescription.

VEUILLEZ NOTER PAR AILLEURS QUE des copies de la Liste des engagements des Débiteurs et de la Liste des actionnaires du Groupe peuvent être examinées pendant les heures d'ouverture (i) au Greffe du Tribunal de commerce des Etats-Unis, District Sud de New York, One Bowling Green, New York, New York 10004-1008, (ii) à Forreman-Douglas Corporation, 1325 Southwest Center Dr., Portland, Oregon 97219, (iii) dans les locaux de Weil, Gotshal & Manges, Avocats des Débiteurs, 767 Fifth Avenue, New York, N.Y. 10113; 1615 L Street, N.W., Suite 700, Washington, D.C. 20036; 700 Brickell Avenue, Miami, Floride 33131; 700 Louisiana, Suite 1600, Houston, Texas 77002; MCNB Plaza, 901 Main Street, Suite 4100, Dallas, Texas 75202; et 30 Stratton Street, Londres, W1A 3PL, Angleterre. Si vous avez des questions sur la présentation, la déposition ou le traitement de votre titre de créance ou de participation, vous pouvez vous renseigner en téléphonant au 19-05-90-1224 entre 10 h et 18 h (heure de la cote Est des Etats-Unis).

Date: New York, New York

23 juillet 1990

WEIL, GOTSHAL & MANGES
Attorneys for The Drexel Burnham Lambert Group Inc., et al.
Debtors in Possession
767 Fifth Avenue
New York, New York 10153
(212) 310-8000

INJONCTION DU TRIBUNAL
HONORABLE HOWARD C. BUSCHMAN, III
JUGE DES ETATS-UNIS CHARGE DES LIQUIDATIONS
TRIBUNAL DE COMMERCE DES ETATS-UNIS
District Sud de New York
Old Custom House
One Bowling Green
New York, New York 10004-1408

سكان النهر

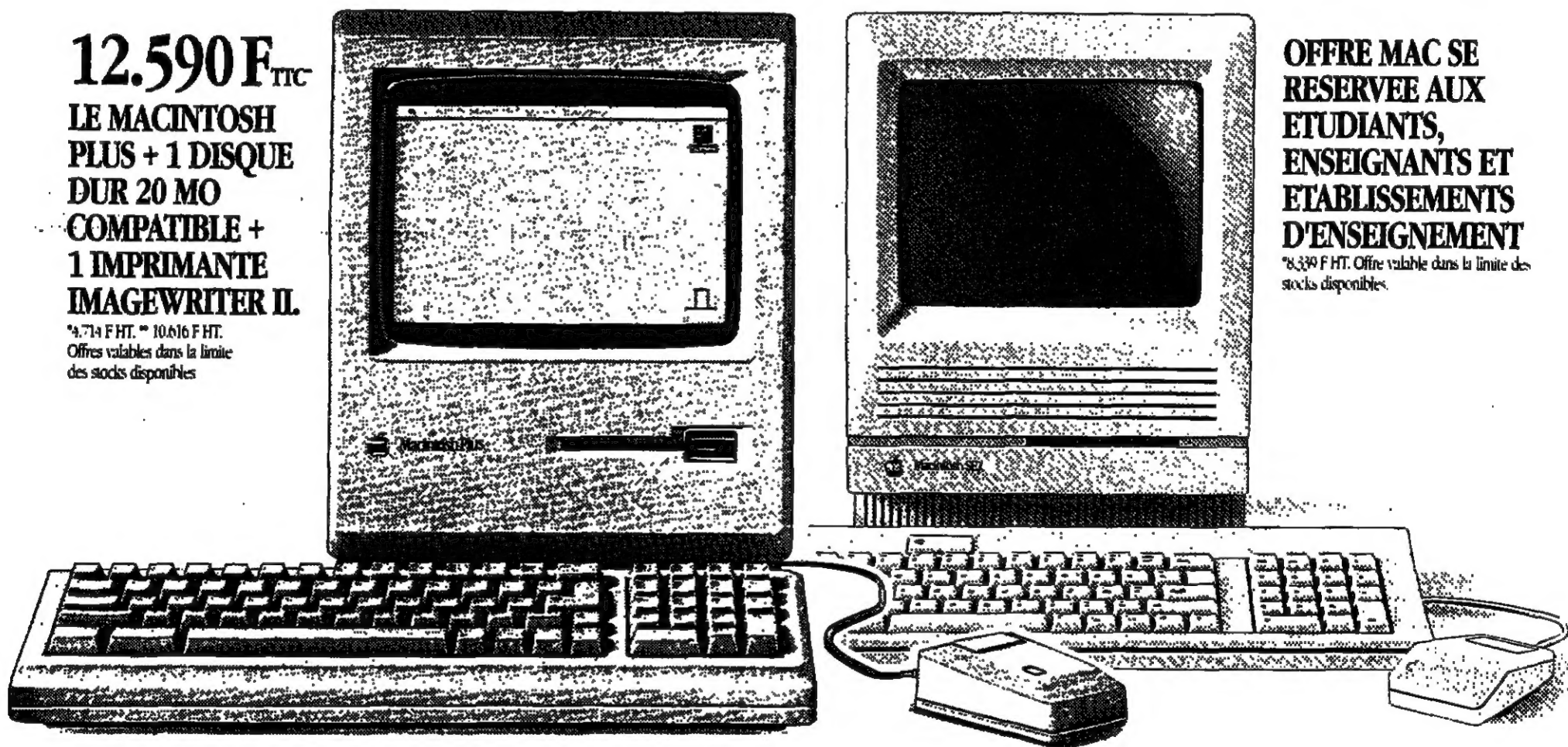
VOICI DEUX BONNES RAISONS D'ACHETER, VITE, VITE, VITE SON MACINTOSH CHEZ IC.

5.590 F_{TTC}*
Le Macintosh Plus.

9.890 F_{TTC}*
Le Macintosh SE 1/40 Mo.

12.590 F_{TTC}
**LE MACINTOSH
PLUS + 1 DISQUE
DUR 20 MO
COMPATIBLE +
1 IMPRIMANTE
IMAGEWRITER II.**
*4.714 F HT. ** 10.616 F HT.
Offres valables dans la limite
des stocks disponibles

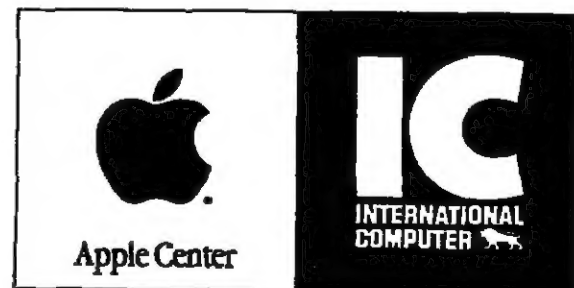
**OFFRE MAC SE
RESERVEE AUX
ETUDIANTS,
ENSEIGNANTS ET
ETABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT**
*8.399 F HT. Offre valable dans la limite des
stocks disponibles.



International Computer est un des premiers distributeurs Apple en Europe. Sa puissance d'achat en volume lui permet de vous faire bénéficier naturellement des meilleures conditions sur tout Apple. Profitez vite de cette offre exceptionnelle sur Macintosh, mais profitez en aussi pour découvrir l'ensemble des offres qui font depuis 10 ans la réputation d'International Computer. Mais le rôle d'un grand distributeur ne doit pas se limiter au prix le plus bas. Aussi

International Computer, outre une garantie totale d'un an pièces et main d'œuvre gratuites, propose à ses clients un suivi de maintenance extrêmement performant, avec des délais très courts et un coût bien étudié. Dix ans d'Apple, ça compte : disponibilité, prix, conseil et sourire; de 10h à 19h, et même à 18h55. Vous pouvez aussi nous appeler si vous désirez réserver votre Macintosh avant tout le monde.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS TEL. (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS TEL. (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE SA 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE TEL 91 37 25 03
IC TOULOUSE SA 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE TEL. 61 25 62 32

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Dans son usine de Besançon

L'entreprise de confection Weil supprime 108 emplois

La direction de la société Weil, un des trois premiers groupes français de confection, avec un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs en 1989, a annoncé lundi 20 août aux membres du comité d'entreprise la suppression de 108 emplois, sur 980, dans les usines de Besançon (Doubs).

Les réductions d'effectifs s'étaleront d'octobre prochain à juin 1991 : elles comporteront des départs en préretraite, des primes d'incitation au départ volontaire, des reclassements, mais également des licenciements secs. La direction de Weil a en outre assuré que la politique de délocalisation menée depuis vingt ans sera intensifiée : d'ici quatre ans, 70 % de la production seraient réalisés à l'étranger.

ÉNERGIE

Une plate-forme pétrolière dérive en mer du Nord

La plate-forme pétrolière norvégienne *Ulf*, occupée par quarante-neuf personnes, s'est détachée lundi 20 août lors de son acheminement d'une station de pompage de gaz vers une autre, au sud-ouest du champ pétrolier danois Gorm en mer du Nord, a indiqué le commandement opérationnel naval danois (SOK) à Aarhus (Jutland).

La plate-forme (appartenant à la société norvégienne Smedvig Drilling et exploitée par la compagnie américaine Phillips Petroleum), a brisé ses amarres à cause de la tempête qui sévit depuis lundi matin en mer du Nord, a indiqué un porte-parole de Phillips.

Les opérations d'évacuation, rendues extrêmement difficiles par le vent soufflant à plus de 170 km/h ont finalement été menées à bien. Après 12 heures d'attente sur le pont supérieur de la plate-forme d'habitation, les 49 occupants se sont jetés à l'eau par groupe de 6. Tous ont tous été repêchés, a indiqué mardi 21 août un secouriste.

Crise dans l'industrie de l'armement

La Fabrique nationale de Belgique va supprimer 1 200 emplois

M. Albert Diehl, président de la Fabrique nationale (FN), principal fabricant d'armes en Belgique, a présenté lundi 20 août un plan destiné à éviter que l'entreprise ne retrouve en cessation de paiement à la fin septembre. La FN a décidé de «redimensionner» l'entreprise.

Ce recentrage sur les métiers de base passe par trois conditions parmi lesquelles la suppression de 1 200 emplois sur les 2 800 que compte la firme. «L'évolution du marché doit être conforme à nos prévisions et nous devons bénéficier de concours financiers d'un montant de 12 à 13 milliards de francs belges (1,9 milliard à 2,8 milliards de francs), a précisé un porte-parole de la FN, le principal actionnaire de la FN, la SGB (Société générale de Belgique), dans laquelle le groupe Suez est majoritaire, a promis de participer à cet effort financier sans préciser le montant de son soutien. (AFP)

Hausse en juin de la production industrielle française

L'indice mensuel de la production industrielle, calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1985, s'est inscrit en juin dernier, après correction des variations saisonnières, à 113,1 au lieu de 112,6 en mai, soit une progression de 0,4 % en un mois. En un an, par rapport à juin 1989, la hausse est de 1,2 %.

L'indice de la seule production manufacturière — excluant l'énergie — s'est inscrit en juin à 113,9 au lieu de 114,1 en mai, soit une baisse de 0,2 %. Sur un an, la production manufacturière augmente de 1,3 %, du fait de la forte progression des biens d'équipement professionnels (+ 4,7 % par rapport à juin 1989), qui compense la stagnation des biens intermédiaires, la légère baisse de l'automobile et des biens d'équipement ménager et la faible augmentation (+ 1,3 %) des biens de consommation.

COMMUNICATION

M. Jérôme Seydoux étudie la constitution d'un réseau de salles européennes

M. Jérôme Seydoux qui vient de racheter Pathé-cinéma (le Monde du 3 août) songe-t-il aujourd'hui à créer un réseau européen en prenant le contrôle des cinq cents salles détenues par le groupe de M. Gian Carlo Parretti en Grande-Bretagne, en Scandinavie et aux Pays-Bas ? De nombreuses sources font état de négociations entre le PDG des Chargeurs et l'homme d'affaires italien, négociations qui seraient sur le point d'aboutir à un rachat ou à une association.

Au siège des Chargeurs, on se refuse à tout commentaire en soulignant que M. Jérôme Seydoux est actuellement en vacances. Le président de Pathé-Cinéma, M. Pierre Verel, explique que le groupe Chargeurs procède, avant toute négociation, à une évaluation du parc de salles détenu par M. Parretti.

La constitution d'un réseau international de salles est un des défis majeurs du cinéma européen, qui reste jusqu'à présent prisonnier d'une exploitation morcelée par territoires. Elle permettrait d'élargir l'audience des films en procédant à des sorties simultanées, performance que seules les grandes compagnies de distribution américaines sont capables de réaliser aujourd'hui grâce à leur puissance de négociation. L'Europe de l'Ouest dispose d'un potentiel de sept cent millions de spectateurs mais le film américain réussit à totaliser plus de 60 % de ce marché faute d'une présence suffisante des films européens.

Les négociations éventuelles entre M. Seydoux et le groupe de M. Parretti risquent toutefois d'être compliquées par le flou relatif qui entoure les opérations européennes de l'homme d'affaires italien. M. Parretti avait racheté les nombreuses salles européennes du groupe américain Cannon. Mais il a

déjà revendu les salles italiennes à M. Silvio Berlusconi. Au mois de février, Pathé Communications Corporation avait annoncé la vente de certaines salles de cinéma et de biens immobiliers annexes au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, pour 1,3 milliard de francs, sans préciser toutefois le nom de l'acquéreur (le Monde du 2 février). Il s'agit d'une mystérieuse société, Cinéma 5, qui pourrait être une filiale du groupe de M. Berlusconi ou même une des nombreuses sociétés de la nébuleuse de M. Parretti. Dans ce dernier cas, l'opération n'aurait servi qu'à redresser provisoirement les comptes de Pathé Communications, engagé aux États-Unis dans l'OPA sur la Metro Goldwyn Mayer (MGM).

M. Parretti, qui doit toujours trouver 1,3 milliard de dollars avant le mois d'octobre pour financer son opération sur la MGM, a, semble-t-il, tout intérêt à trouver rapidement un terrain d'accord avec M. Seydoux.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

□ NMPP : La CGT dénonce l'absence de négociations. — Répondant à la mise en garde du Syndicat de la presse parisienne (le Monde du 17 août), le syndicat CGT du Livre fait retomber la responsabilité de la tension sociale aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) sur la direction de cette entreprise. Selon la CGT, «la dégradation du climat social est provoquée par une politique de harcèlement de la direction générale à l'encontre des militants et des salariés (...). Les provocations patronales ont pour but essentiel d'éviter une solution négociée de la modernisation des NMPP». Le conseil de gestion des NMPP devrait se réunir le 29 août pour examiner la situation.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 20 août ↑

Nervosité

La réaction technique induite par les fortes baisses des séances précédentes s'est heurtée lundi à la Bourse de New-York, aux inquiétudes suscitées par la conjoncture économique et l'escalade de la tension au Moyen-Orient.

Après d'amples fluctuations, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a fini à 2 856,43, en progression de 11,83 points.

L'activité restait très calme, quelque 130 millions d'actions ayant été échangées. Le nombre de valeurs en baisse demeurait toutefois supérieur à celui des hausses : 911 contre 621, 461 titres étant inchangés.

Ignorant les baisses enregistrées sur les places étrangères toujours affectées par les tensions dans le Golfe, les investisseurs américains sont parvenus à chasser aux bonnes affaires après les pertes de 355 points qu'a enregistrées l'indice depuis son record effiché le 16 juillet dernier à 2 995,75 points.

Sur le marché du crédit, le taux des bons du Trésor à trente ans s'établissait à 8,91 % contre 8,93 % vendredi dernier.

| VALEURS | Cours de 17 août | Cours de 20 août |
|-------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 63 | 62,5/6 |
| AT&T | 48 3/8 | 48 3/8 |
| Chrysler | 18 | 18 |
| Eastman Kodak | 40 | 41 |
| Exxon | 52 1/8 | 52 1/8 |
| General Electric | 34 | 33 3/4 |
| General Motors | 27 1/4 | 27 1/8 |
| IBM | 101 5/8 | 102 1/4 |
| ITT | 52 | 52 1/2 |
| Johnson & Johnson | 66 | 66 1/4 |
| Pfizer | 59 1/8 | 59 1/4 |
| Schlumberger | 54 7/8 | 55 1/8 |
| Union Carbide | 15 1/8 | 15 1/8 |
| US Steel | 31 3/8 | 31 1/8 |
| Xerox Corp. | 42 1/8 | 41 7/8 |

LONDRES, 20 août ↓

Nette baisse

L'indécision manifestée par Wall Street en début de journée lundi n'a fait qu'accentuer le mouvement de baisse de la Bourse de Londres. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a coté 20,3 points à 2 158,6, soit une baisse de 0,83 % par rapport à la clôture de vendredi.

Le volume des transactions est resté faible : 349,7 millions de titres ont été échangés contre 499,7 millions vendredi.

De nombreux secteurs ont coté du terrain, notamment les mécaniques, les brasseries, les chimiques et les industries. En revanche, les magasins ont maintenu leur avance dans la semaine, les résultats trimestriels encourageant le groupe de vente par correspondance Argos.

La compagnie pharmaceutique Wellcome, fabricant du traitement du sida Zalcitabine, a chuté à la suite de rumeurs sur la mise au point d'un médicament rival. Le conglomérat Polly Peck International a dégringolé à la suite du lancement d'une enquête par le Stock Exchange dans le but d'établir les raisons de l'abandon par M. Nadir de son projet d'achat du groupe.

TOKYO, 21 août ↓

Repli

Après une reprise initiale, la Bourse de Tokyo a de nouveau coté du terrain mardi dans une ambiance des plus pessimistes. L'indice Nikkei qui avait gagné 1,2 % à l'ouverture, abandonnant à la clôture 0,7 %, soit 192,63 points à 26 297,84, lundi cet indice avait coté 26 296,25 points.

Quelque 140 millions de titres ont été échangés, la moitié de la veille, soit 110 millions lundi matin et 200 millions pour l'ensemble de la séance de lundi.

Selon les courtiers, la cote des valeurs a enregistré une ramonée à l'ouverture, grâce à la quête de bonnes affaires et des achats effectués par des opérateurs penchés sur leurs graphiques. Mais les conditions d'une forte reprise étaient loin d'être réunies. Une crainte de hausse des taux d'intérêt paralysait encore les investisseurs, déclarait un gestionnaire.

| VALEURS | Cours de 17 août | Cours de 20 août |
|-----------------|------------------|------------------|
| Alai | 780 | 780 |
| Budgétaire | 1 250 | 1 250 |
| Fujitsu | 1 050 | 1 050 |
| Fuji Bank | 2 380 | 2 420 |
| Honda Motor | 1 500 | 1 500 |
| Hitachi | 1 500 | 1 500 |
| Mitsubishi Bank | 820 | 811 |
| Sony Corp. | 7 910 | 7 450 |
| Toshiba | 1 550 | 1 550 |

FAITS ET RÉSULTATS

□ 8,5 % du capital de Dietrich a changé de mains. — 8,5 % du capital de Dietrich (métallurgie, électromécanique) a été acheté, vendredi 17 août, par un industriel français, a-t-il été annoncé, mardi 21 août.

M. Gilbert de Dietrich, président de l'entreprise, a déclaré de franchise que le groupe allemand n'a pas de projet de rachat de la société britannique. M. de Dietrich a précisé qu'il pensait qu'un institutionnel britannique a vendu sa participation. Cette opération permet de consolider le capital de l'entreprise allemande, dont 30 % du capital est entre les mains de la famille, au côté de Penho, qui détient 6 % (groupe Suez).

□ L'Action Suez s'est cotée de 311,80 francs à la clôture. Depuis l'investissement de 317 francs, tombant à 311,80 francs à la clôture. Au printemps, ce titre avait atteint le cours record de 305 francs. Depuis l'investissement de 317 francs, le titre, qui valait au 1^{er} août 413 francs, a donc perdu 25 %.

Hormis Sogefal, qui depuis longtemps avait enfoncé son cours de privatisation, Suez est le premier titre du club des privatisés, depuis le début des événements du Moyen-Orient, à passer au-dessous de cette barre symbolique.

□ Pechelney : chiffre d'affaires en fait de 3,5 % en premier semestre. Le groupe Pechelney (aluminium et emballage) a réalisé au premier semestre 1990 un chiffre d'affaires consolidé provisoire de 40,1 milliards de francs, en recul de 3,3 %, à taux de change constant. Au premier semestre 1989, les activités avaient atteint 44,6 milliards de francs, soit le cours de change moyen du dollar était 6,42 francs contre 5,69 francs les six premiers mois de cette année.

Si, à taux de change constant, les ventes groupées de 5 % pour l'emballage (15,3 milliards de francs), de 6,6 % pour les composants industriels (5,09 milliards), en revanche les ventes du secteur aluminium ont régressé de 12 % (10,4 milliards).

Malgré une activité soutenue, le secteur de l'aluminium a souffert, selon le groupe, de la baisse du prix du métal (-27 % au LME). A taux

de change constant toujours, le secteur du commerce international est en recul de 11 % (5,6 milliards de francs).

Sans activités de commerce international, le chiffre d'affaires industriel du groupe diminue de 1,8 %. Pour Pechelney International, le chiffre d'affaires provisoire au premier semestre est stable, à taux de change constant, et s'établit à 22,35 milliards de francs. Les ventes du 1^{er} semestre 1989 s'élevaient à 24,69 milliards.

□ Pêche : opérations immobilières au Portugal. — Le groupe Pêche (STP et Immo) a annoncé la concrétisation de sa première opération immobilière à Lisbonne (Portugal) par l'intermédiaire de sa filiale Pêche Portugal SA, nécessitant un investissement global de 335 millions de francs.

Sur un terrain de 7 700 mètres carrés, récemment acheté, le groupe envisage de construire un complexe multifonctionnel (hôtel, bureaux, commerces) dont la surface sera de 51 700 mètres carrés.

Pour ce premier projet, dont l'achèvement est prévu pour 1993, le groupe français a obtenu le soutien du groupe portugais FNAC dont les activités se répartissent entre la grande distribution, l'immobilier, les communications et la climatisation. Au-delà du Portugal, le groupe FNAC opère déjà en Espagne et dans plusieurs pays africains.

□ Siemens va construire le plus grand entrepôt automatisé d'Europe. — Siemens va construire un entrepôt automatisé d'une capacité de 1,3 million de mètres cubes, le plus grand jamais construit en Europe, pour le compte de Quelle, le géant ouest-allemand de la vente par correspondance.

Le coût de ce nouvel entrepôt, destiné à l'expédition automatisée, est estimé à 200 millions de marks.

Quelle, avec 35 000 salariés, réalise des ventes annuelles de 11 milliards de deutschemarks. Avec ce nouvel entrepôt d'expédition, qui pourra traiter plus d'un million de nouvelles commandes de marchandises, Quelle se prépare à une forte hausse de ses expéditions. En raison notamment de l'ouverture des marchés de l'Est, les ventes de Quelle se sont accrues de 13 % au premier semestre de 1990.

PARIS :

Second marché

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|-----------------|-------------|---------------|---------------|-------------|---------------|
| Amek Associates | 415 | 405 | BO | 230 | 230 |
| Ayrol | 105 | 105 | LP&M | 123 | 129 |
| BAL | 180 | 185 | Loos events | 270 | 301 |
| Bep Tannard | 175 | 171 | Locatex | 112 | 129 |
| BICM | 840 | 820 | Macra Comex | 132 | 125 |
| Bolton (A) | 351 | 351 | Milac Merles | 201 | 174 |
| Bolton (B) | 351 | 351 | Milac Merles | 180 | 170 |
| Bolton (C) | 351 | 351 | Nipale-Dumas | 922 | 825 |
| Bolton (D) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (E) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (F) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (G) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (H) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (I) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (J) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (K) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (L) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (M) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (N) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (O) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (P) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (Q) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (R) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (S) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (T) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (U) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (V) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (W) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (X) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (Y) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |
| Bolton (Z) | 351 | 351 | Orvex Logiban | 590 | 590 |

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMOND

Marché des options négociables le 20 août 1990

Nombre de contrats : 29 434

| VALEURS | PRIX exercice | Sept. dernier | Déc. dernier | Sept. dernier | Déc. dernier |
|---------------------|---------------|---------------|--------------|---------------|--------------|
| Boissons | 600 | 21 | 4 | 120 | 123 |
| CGE | 520 | 18 | 50 | 24 | 35 |
| EDF-Agip | 680 | 18 | 50 | 35 | 38 |
| Européenne SA-PLC | 50 | 1,80 | 4,40 | 5 | 6 |
| Exco-Dynastyland SC | 100 | 0,70 | 1,30 | 13,50 | 13,50 |
| Exco | 225 | 12 | 31 | 31 | 39 |
| Lafarge-Cyprus | 425 | 4,10 | 60 | 60 | 60 |
| Michelin | 100 | 0,70 | 2 | 24 | 24 |
| MMI | 1 200 | 3 | 300 | 300 | 300 |
| Paribas | 680 | 1,60 | 108 | 108 | 108 |
| Pechelney SA | 1 083 | 12 | 35 | 44 | 64 |
| Pechelney-Rhône | 600 | 13,50 | 35 | 44 | 64 |
| Rhône-Poulenc CI | 380 | 10 | 35 | 35 | 47 |
| Saint-Gobain | 400 | 10 | 27 | 27 | 27 |
| Suez Premier | 1 700 | 9 | 341 | 341 | 341 |
| Société générale | 540 | 0,90 | 2,50 | 12,50 | 111,30 |
| Suez Financière | 440 | 0,90 | 2,50 | 12,50 | 111,30 |
| Thomson-CSF | 110 | 1,70 | 4,50 | 12 | 12 |

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 août 1990

Nombre de contrats : 67 411

| COURS | | ECHÉANCES | | |
|-----------------------|-----------------|--------------|------------------|---------|
| | | Septembre 90 | Décembre 90 | Mars 91 |
| Daxer | | 98,16 | 98,24 | 98,40 |
| Protéolent | | 98 | 99,02 | 99,02 |
| Options sur notionnel | | | | |
| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
| | Sept. 90 | Déc. 90 | Sept. 90 | Déc. 90 |
| 101 | 0,03 | 0,65 | 2,78 | 3,28 |

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Règlement mensuel

COMPTANT (sélection)**SICAV** (sélection) **20/8**

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché moyen.

La crise du golfe et le sort des otages français en Irak et au Koweït

Paris préconise une solution diplomatique

La France a préconisé, mardi 21 août, une solution diplomatique à la crise du Golfe, estimant que « c'est aux pays arabes au premier chef » de rechercher les modalités d'une telle solution et à la communauté internationale de faire respecter les règles régissant les rapports entre États. Intervenant à l'ouverture de la réunion ministérielle extraordinaire de l'Union de l'Europe occidentale à

Paris, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a estimé qu'aux menaces irakiennes il n'y avait qu'« une réponse : s'en tenir strictement dans la solidarité internationale au respect des règles universellement admises régissant les rapports entre États, au respect des frontières, au règlement des conflits par le dialogue et la négociation ».

Après les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Belgique, la France a rejeté, lundi 20 août, les conditions posées dimanche par le président Saddam Hussein pour la libération des ressortissants étrangers retenus en Irak et au Koweït. (Nos dernières éditions du 21 août.)

Les propositions du chef de l'Etat irakien « ne répondent pas aux exigences définies par le Conseil de sécurité des Nations unies, qui sont le retrait immédiat et inconditionnel du Koweït », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Saddam Hussein avait réclaté, en échange de la libération des ressortissants étrangers, le retrait des forces

américaines d'Arabie saoudite et la levée de l'embargo imposé à l'Irak. Par ailleurs, le Quai d'Orsay a démenti que la France ait « tenu de régler pour son compte et de façon séparée » le problème des ressortissants français. Le porte-parole du ministère s'est élevé contre les allégations de l'International Herald Tribune. Dans un article publié lundi, le quotidien avait affirmé que Paris avait cherché secrètement à obtenir un traitement de faveur pour ses ressortissants. Le porte-parole a souligné que la France « a aucun moment ni joué un jeu en solo dans cette affaire ».

Le ministère des affaires étrangères a également réfuté les accusations de certains médias selon lesquelles il aurait délibérément passé sous silence les informations concernant les vingt-sept premiers Français déportés et n'en aurait fait état qu'après la diffusion du témoignage de l'épouse de l'un des membres du groupe.

Le ministère a indiqué qu'il ne communiquait aux familles « que des informations vérifiées », et qu'il le fai-

sait « immédiatement ». Un porte-parole a précisé qu'il était inexact de dire que Paris avait été informé des transferts de dix-sept Français. Le nombre de Français déportés s'élève désormais à trente-trois, après le transfert, dimanche, de six personnes qui résidaient au Regency Hotel à Koweït. Le nombre total de Français retenus est de 290 au Koweït, et de 270 en Irak. Le Quai d'Orsay a indiqué que l'ambassade de France au Koweït continuait à fonctionner parfaitement et que tous les ressortissants français - à l'exception des trente-trois personnes transférées - avaient pu être localisés. Lundi, les autorités koweïtiennes avaient lancé un ultimatum aux ambassades étrangères leur demandant de fermer leurs portes avant vendredi 24 août.

M. Dumas a Moscou le week-end prochain. Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, effectuera samedi et dimanche une visite de travail en Union soviétique, à l'invitation de son homologue, M. Edouard Chevardnadze.

Les témoignages à l'arrivée à Roissy

« Il n'y avait aucun sentiment d'inquiétude »

Les cinq Français qui ont quitté lundi 20 août l'ambassade de France à Bagdad sont arrivés mardi matin à Roissy par le vol régulier d'Air France en provenance d'Amman en Jordanie. M. Janier, épouse du chargé d'affaires André Janier, leur fils Julien, M. Piola, secrétaire à l'ambassade, M. Didier Isnard, coopérant à Bagdad, et la petite Aurélie Bhanio, fille d'un membre du personnel de l'ambassade, avaient franchi la frontière jordanienne-irakienne à bord d'une voiture diplomatique.

« Nous sommes passés par l'autoroute sans problème particulier », a précisé M. Isnard. Il y a eu très peu de contrôles. Le jeune ingénieur de vingt-six ans a ajouté que le vie était « normale » à Bagdad, qu'il n'y avait « aucun problème de déplacement ou de sécurité » et que « la communauté française gardait le moral, du moins les résidents, les autres je n'en sais rien. » « La seule peur qu'on a pu ressentir, c'est en écoutant les radios

occidentales. Mais sur place il n'y avait aucun sentiment d'inquiétude », a-t-il déclaré, en ajoutant qu'il n'était pas « en fuite », mais rentrait à Paris car « son temps d'attente à l'ambassade » avait été prolongé. M. Isnard n'avait pourtant tenu son service militaire qu'en septembre. « Mais nous avons fait un départ en bloc », a-t-il expliqué.

Il a également indiqué que l'ambassade n'avait plus aucun contact avec les trente-trois Français qui ont été déportés par les autorités irakiennes vers des destinations inconnues. Visiblement épuisée, M. Janier, accompagnée de son fils, s'est refusée à faire la moindre déclaration. M. Piola, en revanche, a affirmé, avant de monter dans le véhicule de police qui l'attendait à la sortie de l'aéroport, qu'elle venait « passer des vacances ». « Si la situation s'améliore, je rentrerai », a-t-elle conclu.

N. H.

Bagdad : « Nous mettons fin à notre amitié avec la France »

L'agence irakienne INA a diffusé mardi 21 août une déclaration du porte-parole du Parlement irakien accentuant les menaces pesant contre les otages français en Irak et au Koweït. « Jusqu'à hier, annonçait Bagdad, nous considérons la France comme un pays ami, mais maintenant - après qu'un porte-parole du

ministère français des affaires étrangères eut déclaré que la France allait participer aux côtés des États-Unis à l'imposition du blocus, qui est un acte de guerre, - nous mettons fin à notre amitié avec la France, et nous annonçons que nous allons traiter les ressortissants français comme les ressortissants américains, si les Français mettent en pratique leurs déclarations. » Nous exhortons le peuple français à résister à la politique du gouvernement qui a déclaré la guerre contre un Etat et un peuple amis. » (AFP.)

Un appel de M. Mubarak à M. Saddam Hussein

Le président égyptien Hosni Mubarak a lancé mardi 21 août un appel solennel au président irakien Saddam Hussein, lui demandant de « retirer les troupes irakiennes du territoire koweïtien afin que la situation revienne à son état initial ».

La télévision et toutes les chaînes de radio ont interrompu leurs programmes pour diffuser l'appel du président Mubarak. Le chef de l'Etat égyptien, dont l'appel était lu par un présentateur, a souligné qu'une réponse favorable du président irakien lui vaudrait « l'estime du monde entier ».

On apprenait d'autre part mardi que l'Egypte avait commencé à envoyer des chars, de l'artillerie et des missiles antiaériens pour renforcer ses troupes déjà présentes en Arabie saoudite. (AFP.)

IL Y A DAVANTAGE DE CHOIX, DE LUXE, D'AFFAIRES, DE CRÉATION, DE MODE, DE PRIX... (CHEZ RODIN) ...QUE DANS 29 À 30 BOUTIQUES ET SHOWROOMS RÉUNIS!

► Que la Mode et la Décoration nous emportent, si nous exagérons...
► Venez, venez, venez de voir...
► Tout un « Empire » de la Mode depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Anxiété dans les entreprises

Depuis plusieurs jours, les entreprises françaises recensent un à un les ressortissants travaillant pour elles en Irak et au Koweït (lire notre encadré). Avec anxiété et inquiétude, ce qui les incite à la discrétion afin de ne pas risquer d'aggraver, par une parole malheureuse, la situation de leurs collaborateurs et de leurs familles.

Dans la plupart des cas, une personne fait fonction, au siège de l'entreprise, de cellule de crise et a été chargée de centraliser les informations. En liaison avec le Quai d'Orsay, elle les recueille aussi auprès des familles lorsqu'elles ont eu la chance de recevoir un appel téléphonique avec le ou les parents retenus en Irak. C'est le cas pour un technicien d'une entreprise sous-traitante, travaillant dans le nord de l'Irak pour Technip, qui a réussi vendredi dernier à téléphoner de Bagdad à sa femme pour lui dire qu'il s'était rendu dans la capitale irakienne mais qu'il s'apprêtait à retourner sur le chantier avec les collaborateurs de Technip.

Car les industriels retenus au Koweït et en Irak sont en grande majorité des hommes. On dénombre pourtant quelques femmes et des enfants : par exemple, dans le groupe de la Compagnie générale d'électricité (CGE), chez Campon Bernard (BTP) ou chez GEC-Als-

thom, en revanche, on ne cache pas son soulagement : les cadres qui auraient été susceptibles de se trouver en Irak ou au Koweït étaient en congés en Europe.

Un courant de solidarité

Les nouvelles circulent par le bouche à oreille. Un courant de solidarité se noue : ainsi, le cadre de Freyssinet qui a réussi à quitter le Koweït en traversant le désert, a donné à la CGE des nouvelles sur certains de ses collaborateurs. Car, si quelques familles reçoivent de rares coups de fils d'Irak, celles ayant des parents au Koweït doivent se contenter de contacts indirects transitant par l'ambassade et le Quai d'Orsay, souvent par télex.

D'après les témoignages recueillis auprès d'une douzaine d'entreprises ayant reconnu avoir des collaborateurs dans l'un ou l'autre des deux

pays concernés (voire les deux), ceux-ci se trouvent à leur domicile et pour ce que l'on en sait, ne se plaignent pas d'être maltraités. Mais manifestement, les interlocuteurs « ne parlent pas au téléphone ». Aucun groupe n'a fait état de transfert de ses salariés et l'un d'entre eux nous a même assuré que les collaborateurs qu'elle avait eu lundi 20 août au téléphone « circulent librement en Irak ». Il semble pourtant qu'une famille (avec trois enfants) travaillant pour les Câbles de Lyon se trouvait à l'ambassade de France au Koweït, selon des informations recueillies dans cette entreprise.

Reste à savoir si le compte des Français retenus dans les deux pays (560 dont 290 en Irak et 270 au Koweït) est bon. Les circuits d'information sont si chaotiques que, parfois, les recensements des uns ne se recoupent pas avec ceux des autres.

NATHANIEL HERZBERG ET FRANÇOISE VAYSSE

Une liste des personnes retenues

• CGE : selon les décomptes de la Compagnie générale d'électricité, vingt-trois de ses collaborateurs français se trouvent en Irak ou au Koweït. En Irak, cinq personnes, auxquelles s'ajoutent trois épouses, et au Koweït, huit plus quatre épouses, et trois enfants. Ces chiffres sont conformes aux informations recueillies dans trois filiales de la CGE :

• Cagelac (entreprise électrique) : dix personnes dont trois épouses au Koweït. Une personne en Irak.

• Alcatel (communications) : six en Irak, réparties entre trois filiales CIT, ATIF et Talc, dont un résident avec sa femme. Ne sont pas dans le premier groupe des vingt-sept Français déportés.

• Câbles de Lyon (câbles) : une famille avec trois enfants à Koweït-City.

• Technip : personnes au Koweït. En Irak : la société « préfère ne pas dire » combien de gens travaillent pour elle là-bas sur deux gros chantiers. Parmi eux, il y a quelques femmes et aussi des enfants.

• Spie Batignolles (BTP, groupe Schneider) : personnes au Koweït. Quatorze dont un couple avec deux adolescents en Irak.

• Merlin Gerin (entreprise électrique, groupe Schneider) :

quatre collaborateurs en Irak.

• Matra (armement) : il n'y aurait qu'une seule personne en Irak, mais ce n'est même pas sûr. Il s'agit d'un technicien de Matra, arrivé le 25 juillet pour une mission commerciale de quinze jours et qui avait prévu ensuite de rester dans les pays limitrophes. Pas de nouvelles de lui.

• Air France : trois expatriés au Koweït plus un équipage comprenant trois pilotes et sept hôtesses et stewards, à l'hôtel. Trois expatriés en Irak.

• SOGEM (groupe SGE) : onze personnes au Koweït (dont deux suisses), soit quatre expatriés et leurs familles. Personne en Irak.

• Aérospatiale : trois personnes sans famille au Koweït, six expatriés sans famille en Irak.

• Thomson (armement) : officiellement pas de chiffre. Mais, de bonne source, une quarantaine de personnes au total dans les deux pays. De deux types : des résidents appartenant soit à la délégation de Bagdad, soit à Koweït-City, auxquels s'ajoutent les « collaborateurs en mission ». Sur les résidents, « quelques unités et leurs familles ».

Cette liste, comprenant cent dix-sept personnes, n'est pas exhaustive.

Deux attentats au Pays basque

Des menaces téléphoniques au nom d'Iparretarrak

Aucun dispositif policier particulier n'avait été mis en place mardi 21 août au Pays basque à la suite des menaces proférées lundi par téléphone à l'AFP par un correspondant anonyme se présentant comme un porte-parole d'Iparretarrak, l'organisation séparatiste dissoute le 15 juillet 1987. La surveillance est permanente, indique-t-on au ministère de l'Intérieur, même si elle avait été renforcée ces derniers jours à la suite de divers plastiques des rails espagnols, revendiqués par l'ETA.

Le correspondant anonyme a revendiqué la responsabilité de deux attentats commis dimanche 19 août contre deux perceptions des Pyrénées-Atlantiques et réclamé la libération du chef présumé d'Iparretarrak : « Nous possédons 163 kilos d'explosifs disposés dans divers endroits du Pays basque et nous les utiliserons si, dans quarante-huit heures, MM. Mitterrand et Arpaillange n'ont pas fait libérer Philippe Bidart comme l'a été Anis Naccache le 19 juillet dernier. » Et d'ajouter : « Des Irakiens sont rentrés en Espagne et en France pour nous aider. ETA et nous. »

Les responsables de la lutte antiterroriste n'ont pas réussi pour l'instant à authentifier le message. Les références à l'Irak et à la considérable quantité d'explosifs seraient jugées d'une « fantaisie déconcertante ». Cependant le mode opératoire des attentats de dimanche contre deux perceptions de Saint-Palais et d'Hasparren pourrait porter la signature traditionnelle d'Iparretarrak : des

bombes fabriquées à l'aide de bouteilles de gaz et de réveil devant retardateur. Les enquêteurs notent que, pour la première fois, celles-ci ne visaient pas à engendrer de simples dégâts matériels mais auraient pu être meurtrières. Le percepteur, qui dormait à Saint-Palais au-dessus des locaux touchés, a été légèrement blessé à la tête.

• ESPAGNE : un mort au cours d'un attentat à la voiture piégée au Pays basque. - Une personne a été tuée mardi 21 août en milieu de journée à Oyarzun (province basque de Guipuzcoa) au cours de l'explosion d'une voiture piégée dans le parking d'un hypermarché, a indiqué la police. (AFP.)

OUVERT EN AOUT DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE à partir de 2 350 F
PANTALONS 750 F VESTONS 1 670 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h